

S!lence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Technologies contre autonomie

Migrations

**Quelle empreinte
ethnique ?**

Paris

Co-errances

Ecobox



Technologies contre autonomie

Les pièges du système technicien <i>de Vincent Peyret</i>	4
Technofolie, techno-utopie <i>de Gregg West</i>	7
Technologies, par quel bout commencer ? <i>de Daniel Julien</i>	11
Répondre aux lieux communs de la croissance et du progrès <i>Renseignements généraux</i>	15

Paix	
Nouvelle course aux armes nucléaires ? <i>de Francis Vergier</i>	23

Migrations	
Faut-il diminuer l'empreinte ethnique ? <i>d' Eric Ledru</i>	31

Paris/ Solidarités locales	
Ecobox <i>de Michel Bernard</i>	39

Paris/ Médias	
Co-errances <i>de Michel Bernard</i>	43

Paris/ Enfants	
Cafézoïde <i>photos de Pierre-Emmanuel Weck</i>	49

Brèves Paris	
Habitat sain	42
Librairies / Médias	45
Education	48

Brèves

19 Alternatives	33 Environnement
24 Paix	35 Energies
26 Politique	36 Nucléaire
27 Femmes	37 Annonces
28 Santé	50 Courrier
30 Nord-Sud	53 Livres
32 Société	

Reproduction des textes

De nombreuses revues nous demandent l'autorisation de reprendre des articles de *S!lence*. N'étant pas une revue à but commercial, nous l'autorisons. Mais suite à des abus de la part de journaux publicitaires qui vendent des encarts en s'appuyant sur nos textes, nous avons décidé de modifier la mention présente dans le pavé légal en avant-dernière page. Il devient ainsi :

"Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation.

Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs".

23 septembre Assemblée générale extraordinaire

Lors de l'assemblée générale précédente, le temps a manqué pour finir la réunion d'où une nouvelle assemblée générale extraordinaire avec seulement deux points à l'ordre du jour : l'élection de nouveaux administrateurs et une modification des statuts. Cette assemblée générale se tiendra le samedi 23 septembre de 10 h à 11 h et sera suivie du conseil d'administration ordinaire de 11 h à 13 h.

Devenez actif dans la revue

■ **En agglomération lyonnaise**, si vous voulez nous aider dans la réalisation de la revue, une permanence d'accueil est assurée le mercredi de 18 h à 21 h pour vous accueillir. Si vous souhaitez plus particulièrement vous investir dans la rédaction, il est possible de lire les textes qui seront discutés lors des comités de lecture annoncés ci-dessous en venant à la permanence du mercredi qui précède.

■ **De plus loin**, il est également possible de soutenir la revue : en nous envoyant des infos, en rejoignant notre réseau de bénévoles pour tenir des stands et même pour certaines tâches décentralisables.

Envoyez une info

Les infos de cette revue sont largement alimentées par les envois des lecteurs et lectrices. Cela passe par des tracts, des coupures de presse, des lettres manuscrites, des renvois sur des sites internet... Vous pouvez également proposer articles ou dossiers, mais en prévoyant de longs délais. Quelques précautions à prendre :

■ **Délais de parution**. Nous indiquons en bas de cette page, les délais pour recevoir des informations pour les numéros à venir. De nombreuses informations ne sont pas reprises dans la revue parce qu'elles nous parviennent trop tardivement. Pour être sûr des délais, envoyez vos informations deux mois à l'avance.

■ **Anonyme**. Nous ne publions aucun texte dont nous ne connaissons pas l'auteur. Inutile donc de nous envoyer des messages anonymes... même si certains sont fort intéressants.

■ **Courriel ?** Nous n'en communiquons pas pour ne pas être envahi par des messages non sollicités... mais nous en avons pour notre travail interne.

Appel à bénévoles

En septembre, les foires s'enchaînent à un rythme effréné et nous recherchons des bénévoles pour participer à la tenue des stands présentant Silence :

■ **Genepi**, foire bio de Crots (Hautes-Alpes) les 9 et 10 septembre,

■ **Biozone à Mur de Bretagne (Côtes d'Armor)**, les 9 et 10 septembre,

■ **BiObernai (Bas-Rhin)**, les 15, 16 et 17 septembre,

■ **Colchique à Guéret (Creuse)** le 17 septembre,

■ **Foire bio de Mens (Isère)** les 16 et 17 septembre,

■ **Parfum de terre à Bourg lès Valence (Drôme)** le 24 septembre,

■ **Montfroc (Alpes de Haute Provence)** les 30 sept et 1^{er} octobre,

■ **Humus 44 Saint-Herblain (Loire Atlantique)** le 30 sept et 1^{er} octobre.

Si vous êtes intéressé, merci de contacter la revue les lundi ou mardi au 04 78 39 55 33.

Excuses suisses

Suite à une erreur dans la manipulation des fichiers informatiques, nos abonnés suisses se sont vus privés de leur numéro de juin... qu'ils ont en principe reçu depuis. Si ce n'était pas le cas, qu'ils nous le signalent et nous le leur enverrons.

Pour les lecteurs et lectrices qui veulent participer :

- 1) Vous pouvez venir au comité de lecture
- 2) Vous pouvez envoyer des brèves jusqu'au :

réunion dans les locaux de *S!lence*.

Octobre	n° 339 samedi 26 août à 14 h	mercredi 30 août à 12 h
Novembre	n° 340 samedi 23 septembre à 14 h	mercredi 27 septembre à 12 h
Décembre	n° 341 samedi 23 octobre à 14 h	mercredi 25 octobre à 14 h

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 2 août 2006.



ENQUÊTE : FAIRE L'AMOUR
SERAIT BIEN POUR LA SANTÉ



UN 5° COURS
CACHÉ EN SEPTEMBRE



ZUÉNDME ZUÉNDME
TOUJOURS AINSI POURAIRE

ÔTES-LE NOTAS UN COUP
DE BONNE À SAFFREZ



EN 2050, LA FRANCE COMPTERA
70 MILLIONS D'HABITANTS



TSUNAMI EN INDONÉSIE



Critique de la technique Technique de la critique

Opposition au nucléaire, aux OGM, aux nanotechnologies ; critique de l'utilisation de la voiture, des téléphones portables : la critique anti-industrielle occupe une place importante dans Silence et plus largement dans le milieu "écologique" ou "alternatif". Par ailleurs, la revue est réalisée avec l'aide d'ordinateurs, les panneaux solaires tant promus sont produits industriellement grâce aux nanotechnologies, les pièces des vélos que nous utilisons ont été fabriquées à l'autre bout du monde, l'utilisation d'Internet est très répandue parmi les militants...

Ce paradoxe est souvent utilisé par nos détracteurs pour discréditer nos critiques et pour légitimer le développement de toutes les nouvelles technologies. Nous pourrions certainement beaucoup écrire sur nos incohérences (1) et travailler à les réduire, mais ceci ne changera certainement pas beaucoup les choses. De même, autant il semble nécessaire aujourd'hui, afin de donner du poids à nos arguments, de développer des techniques favorisant plus d'autonomie, comme les Safti (2) ou les technologies intégrées, autant ce n'est pas suffisant.

Les dernières avancées technologiques (et notamment toutes les perspectives des technologies convergentes) font planer encore un peu plus de menaces sur notre santé et nos libertés. Notre simple fuite de ce système, par une autonomisation, ou son contournement ne sauraient suffire à casser la machine. Il nous faut agir sur ce monde, ce qui implique bien souvent, utiliser les outils de ce monde. Veillons toutefois à garder le seuil critique nécessaire.

Vincent Peyret ■

(1) Voir le dossier du numéro 327 et les nombreuses réactions dans les numéros suivants.

(2) Safti, système à faible technologie incorporée, voir "Décroissance : conceptualiser pour avancer sur un terrain solide" de Daniel Juliën dans Silence n°325/326.



Les pièges du système technicien

Pour sortir de la crise ouverte par Mai 68, le système a utilisé sa meilleure arme politique : la récupération et le détournement des idées ainsi que des personnalités du mouvement. Pour contrer les discours et actes anti-industriels, le “système technicien” l'utilise également à outrance.

Nombreux sont les nouveaux objets *high-tech*, surfant sur la mode du développement durable, qui prétendent œuvrer à une action écologiste : panneaux solaires améliorés grâce aux nanomatériaux, système de location de vélos remplis de puces électroniques, voiture propre, poubelle identifiée, détecteur électronique de pollution, éoliennes industrielles, piles à combustibles... On en viendrait presque à croire que la technologie pourrait réparer les dégâts commis par des dizaines d'années de développement de la société industrielle. Que le serpent pourrait se signer la queue.

Ce ne serait voir que la partie émergée de l'iceberg. Eh bien non, ces objets n'ont rien d'écologique et constituent en réalité une vaste duperie. Au risque de se faire taxer de jamais content ou d'éternel opposant, étudions les tenants et aboutissants du développement de chaque nouvelle technologie afin de mettre leur perversité au grand jour. Démonstration par l'exemple des Vélo'V.

Puces and velo'V

En novembre 2004, le Grand Lyon (la communauté de communes) signe un contrat avec la société JC Decaux, le plus grand des publicitaires, qui prévoit la mise en place de 2000 vélos en libre service. En contrepartie, Decaux se voit attribuer le marché du mobilier urbain (les panneaux de publicité et les abribus) pour treize ans.

Concrètement, un peu partout à Lyon et Villeurbanne, grâce à sa carte bleue, chacun peut prendre un vélo dans n'importe laquelle des 200 stations, et le déposer dans n'importe quelle autre. La première demi-heure est gratuite, puis chaque heure coûte 1 euro. Les Vélo'V sont bourrés de composants électroniques vérifiant la pression des pneus, la tension des freins ou le bon fonctionnement des phares. Dès qu'un capteur détecte une anomalie, le vélo reste attaché à sa borne, grâce à un système d'attache particulièrement lourd intégrant une batterie électrique. Bien entendu, un système

GPS permet de savoir à toute heure où se trouve chaque Vélo'V. Les nombreuses dégradations (involontaires et volontaires) subies par ces vélos font travailler quotidiennement une équipe de 33 personnes dans un atelier de maintenance. D'autres, en camion, déplacent les vélos des stations pleines à celles qui sont vides. Ces fameuses stations encombrant les trottoirs même à vide, prenant deux fois plus de place que des vélos normaux. Un Vélo'V pèse, notamment à cause de son cadre d'acier, entre 22 et 23 kilos, soit près du double d'un vélo normal. Selon JC Decaux, chaque vélo lui revient, entre l'achat et l'entretien, à 3000 euros.

Mis en place au printemps 2005, ce système a rencontré un vif succès auprès des Lyonnais. Et les élus de se féliciter des 50 000 abonnés, des 10 000 à 20 000 locations par jour ou des 40 000 km quotidiennement parcourus.

Une bonne partie des écologistes s'est réjouie de ce nouveau système, célébrant une “victoire de leurs idées”. *Silence* a notamment publié plusieurs brèves élogieuses, insistant sur la généralisation de la pratique du vélo que cela permettait.

Cela ne fait que quelques mois que des voix critiques se sont fait entendre, entre autres par plusieurs articles de l'association *Pignon sur Rue*, du site d'informations alternatives *Rebellyon.info* ou par un courrier des lecteurs paru dans *Silence* n°334.

Parmi les critiques retenues, passons rapidement sur la lourdeur des vélos, leur coût très élevé ainsi que l'importante quantité de matières nécessaires à leur fabrication. La place prise par les stations sur les trottoirs, l'inadaptation des vélos, les dysfonctionnements réguliers et le manque de fiabilité du procédé sont à ranger dans le tiroir des critiques de second plan. Quant au financement de ce système par un publicitaire qui profite de l'aubaine pour augmenter le nombre d'espaces réservés aux annonceurs (sucettes et abribus), assurant donc par là même la promotion de la voiture, cela devrait définitivement désillusionner n'importe quel citoyen averti à propos du bien-fondé des Vélo'V.



High-tech partout, autonomie nulle part

Mais ce qui mérite notre opposition la plus vive, c'est le renforcement, parmi la population, de la dépendance à l'égard de la technologie. C'est la banalité de l'intrusion du *high-tech*, et plus particulièrement des petites puces, dans chaque objet quotidien.

Roulez, vous êtes fliqués ! Grâce aux puces et au GPS, on peut en effet connaître tous les déplacements de chaque utilisateur de Vélo'V. “Mais, nous

répond-on, fliqués, nous le sommes déjà, par l'utilisation de notre carte bleue, de notre téléphone portable, de notre carte de transports en commun lisible à distance...". Effectivement, nous le sommes déjà. Est-ce une raison pour accepter de l'être une fois de plus ? Ne devrait-on pas plutôt se servir de chaque arrivée d'un nouveau type de flicage pour mieux le dénoncer et remettre en cause les précédents ? Sommes-nous résignés à la surveillance permanente, omniprésente et sournoise ? A être tracés dans nos achats, nos déplacements, nos activités, nos contacts — dans les moindres aspects de notre vie sociale et quotidienne ?

L'apparente simplicité de la pratique a certes permis l'accession aux déplacements à vélo de beaucoup de personnes non initiées. Mais en généralisant la pratique du vélo, le VéloV l'a surtout pervertie.

La bicyclette est à la base un instrument d'autonomie : elle permet de se déplacer quand on veut, où l'on veut ; sa mécanique est assez simple pour permettre des réparations individuelles. Avec les VéloV, les cyclistes ne sont plus acteurs de leurs déplacements, mais sont infantilisés pour devenir, une fois de plus, de simples clients : il n'y a rien à faire, on ne peut pas les réparer, il suffit juste de



Vincent Peyret

s'en servir en échange de supporter des centaines de publicités le long des rues. Finie l'angoisse de la crevaison de pneu, bonjour la peur de la panne électrique. S'il est certain que le VéloV peut être "bien pratique", notamment pour les gens de passage à Lyon, son utilisation régulière transforme les déplacements à vélo en actes marchands et robotisés.

Ni puces, ni soumises

Les VéloV nous en apprennent beaucoup sur les logiques de ce monde dominé par la fuite en avant technicienne, où l'on croit pouvoir résoudre les problèmes sociaux et écologiques par des solutions techniques.

Une attitude courante, assez répandue parmi certains écologistes, consiste à rejeter les applications les plus choquantes des dernières avancées technologiques, tout en en approuvant d'autres, sous prétexte qu'elles lutteraient, par exemple, contre la pollution : nanopuces permettant de détecter la présence d'OGM, piles à combustibles, voitures moins polluantes... On retrouve ici le mythe de la technique-bienfaitrice-qui-

va-sauver-la-planète. Sauf que quand on parle des solutions qu'une technologie apporte, on occulte les problèmes qu'elle crée. L'étude approfondie de chaque technologie de pointe nous pousse à croire que le *high-tech* est avant tout un fiasco écologique. Et quand bien même il ne le serait pas, il faudrait le rejeter, car le monde qu'il crée ne s'arrête pas aux seuls problèmes environnementaux ou sanitaires. La société industrielle entraîne aussi – et surtout – des dégâts sociaux et humains.

Nous ne voulons pas d'un monde tout propre, tout beau, tout lisse, et entièrement sous contrôle. Sous contrôle des puces détectant n'importe quel mal. Sous le joug des technologies nous maintenant en survie dans un univers vide de sens.

Nous pensons qu'il est impossible de séparer le bébé de l'eau du bain. D'avoir les bons côtés d'une technologie sans en avoir les mauvais. Pour lutter contre les conséquences, nous voulons avant tout supprimer les causes.

Non à la prolifération des puces ! Vive les pneus crevés !

Vincent Peyret ■



Vincent Peyret

Technofolie, techno-utopie

“Si l’homme n’apprend pas à limiter la gratification de ses désirs, il est condamné”

Alexandre Soljenitsyne.

“Faites tout ce que vous voulez, mais tâchez de devenir conscient d’absolument toutes les conséquences de chacun de vos actes”

Jacques Salé.

Le mot “technologie” englobe les procédés et objets inventés par l’homme pour faciliter sa vie. La technologie apporte aux hommes des capacités et des confort supplémentaires, mais aussi des changements de société ou de l’environnement, parfois imprévisibles, qui nuisent ou toutefois contraignent l’homme à s’adapter à une nouvelle donne. Certains disent que ces changements sont inévitables ou des “progrès” souhaitables, tandis que d’autres s’opposent à ces innovations à cause de leurs côtés négatifs. Dans tous les cas, la réalité nous plonge dans notre incapacité à maîtriser nos désirs, à acquérir toutes les informations nécessaires pour un choix raisonné, et à plus forte raison, à convaincre les autres ou à protéger le monde.

Le sens que nous attribuons au monde détermine notre attitude envers la technologie

Est-ce que nous choisissons de vivre “ici et maintenant, et après nous le déluge” ou selon un système plus altruiste ? Notre réponse conditionne notre attitude envers la technologie : est-ce que nous choisissons d’être responsables face à notre ignorance ou d’être des apprentis sorciers qui pourraient être à la source de la prochaine vague d’extinction sur notre planète ? (1) Et si nous choisissons d’être responsables, est-ce que nous cherchons seulement à ne plus participer à cette décadence et à nous extraire d’une civili-

sation vouée à disparaître (mais qui risque de nous entraîner derrière elle) ou est-ce que nous cherchons à influencer sur les choix de la civilisation, position que les plus pessimistes considéreront comme utopiste ? J’écris pour ceux qui gardent un espoir de pouvoir infléchir la direction prise par notre civilisation.

Quand est-ce qu’une technologie peut être considérée comme un progrès ?

Il y a une tentation de ne voir que l’excessive consommation des ressources que notre civilisation englutit. Mais il y a aussi le problème qualitatif de comment cette technologie est employée. Faut-il abandonner les technologies en bloc ou apprendre à mieux les gérer et les limiter ?

Le bilan ne sera pas le même entre un *emploi restreint* et un *emploi sans limite* par 6 à 10 milliards d’individus. Ima-

ginons les voitures réservées pour les ambulances, les handicapés et les artisans... les camions limités aux livraisons locales à partir de la gare du chemin de fer, un seul petit réacteur nucléaire pour l’Europe, consacré aux recherches fondamentales sur la physique et la médecine, une population mondiale qui descend progressivement en dessous d’un milliard d’individus...

Quels critères déterminent si une technologie est un progrès ? Côté positif, est-ce qu’elle fait gagner en temps, effort, richesse, plaisir, bien-être, beauté, poésie, recentrage spirituel, solidarité, amour, respect, paix, relations riches et profondes, bonne humeur, convivialité, partage ? Côté négatif, quels effets nuisibles provoque-t-elle en termes de déstructuration sociale, maladie, exclusion, stress, aliénation, violence, comportements antisociaux, dilapidation des ressources et l’environnement, le climat, etc. ? Comment comparer et évaluer des critères si hétéroclites, puisqu’une technologie peut être très utile et avoir un impact socio-environnemental exécrationnel ?



Le train, un progrès contre les transports en camion ?

(1) Les scientifiques estiment que la terre a déjà subi au moins sept grandes vagues d’extinction, peut-être causées par des impacts de météorites, éruptions volcaniques, changements climatiques, rayonnements des éruptions solaires gigantesques, etc. (cf. *A Short History of Nearly Everything*, Bill Bryson, Doubleday Publishing, 2003).

L'exemple de l'eau courante illustre cette difficulté. Marcher des heures pour apporter l'eau est pénible, mais alors on ne la gaspille pas. Chez les Romains, elle exigeait la construction d'aqueducs, l'esclavage, des guerres de conquête, l'inégalité sociale. Elle employait la technologie du plomb qui provoqua l'intoxication des Romains. L'eau courante, de nos jours, exige une technologie de cuivre, d'acier et de plastique, donc celles du pétrole, du charbon et du chlore, et une consommation élevée d'énergie pour la fabrication des matériaux, le pompage, la purification avec les pollutions qui en résultent. Elle s'appuie sur le colonialisme et le pillage des ressources des pays du Sud avec l'exploitation des minéraux, de la main-d'œuvre et de la nature que cela implique. Elle permet des pratiques de gaspillage, notamment avec l'irrigation du maïs, des élevages hors sol, des techniques de refroidissement industriel et nucléaire, et le tout-à-l'égout qui génèrent de la sécheresse, des pollutions

Beaucoup de technologies stimulent une recherche de perfection qui ignore la notion de modération.

longue expérience de vie (et une augmentation de la population humaine avec tout ce que cela implique pour notre empreinte écologique). Elle gagne du temps pour un meilleur niveau d'éducation et de culture et une plus grande productivité, mais éloigne l'homme de la nature et produit donc une forme d'aliénation, ce qui masque aux hommes un peu plus ce qu'ils sont et ce dont leur vie dépend à la base.

Ce tableau incomplet montre qu'il est très compliqué d'en faire un bilan et de déterminer si une innovation constitue un progrès, d'autant plus qu'il faut du temps pour voir se dessiner les impacts que l'on n'imagine pas... Une fois ancrée dans les pratiques d'une société, l'innovation sera difficile à arrêter : les gens s'y attachent, les personnes qui en vivent la défendent — Pour voir une manifestation géante de gens en colère, interdisons tout de suite la télévision, la voiture, la viande, les CD, les ordinateurs, les téléphones portables, les guitares électriques... tous pourtant ayant un bilan des plus douteux... — Il faudrait que la population soit sensibilisée à cette complexité et à ces dangers, invitée à se poser des questions sur leurs valeurs et leurs priorités afin de rendre possible un consensus sur une gestion raisonnable de la technologie.

Quelques observations sur l'histoire de la technologie

Comme l'ont observé Gandhi et Marshall MacLuhan, *les moyens dictent la fin*, la forme affecte la substance. Notre technologie nous conditionne à vouloir un certain style de vie (et nous rend aveugle aux alternatives). Nous ne pouvons pas préconiser une technologie sans réfléchir à où cela nous mène, même si cette tâche reste difficile.

Beaucoup de technologies stimulent une recherche de perfection qui ignore la notion de modération, essentielle à l'équilibre de l'organisme. Extension de nos capacités, les technologies nous donnent une illusion de puissance et une soif d'en avoir encore plus : excès de consommation de nourriture (obésité) et de l'énergie dans cette course effrénée à éprouver, sentir, déguster toujours plus. Les sportifs drogués, les forcenés du travail, les accu-

mulateurs de richesses, les assoiffés de nouvelles sensations, les voyages touristiques, la surenchère de la technologie médicale, démontrent comment les technologies déséquilibrent notre vie.

La télévision est exemplaire à ce titre. Elle réduit le spectateur à la passivité, sélectionne et censure les informations, développe les attentes de la vie, substitue le voyeurisme au vécu, divertit plus qu'elle ne forme l'esprit, et apprend à l'individu qu'il ne peut pas influencer sur le destin car tout est si loin. Vaccinés contre la participation, contraints à suivre en temps réel, sans le temps de réfléchir à ce que l'on ingurgite, certains spectateurs finiront par voir les êtres humains comme des objets virtuels à consommer. De plus, gavés d'images et de désirs suggérés, ils ne peuvent plus se contenter du quotidien qui leur paraît pâle à côté. Blasés, ils cherchent quelque chose de plus fort, comme des drogués.

Ceci peut paraître contradictoire, mais il est *peu probable que l'on pourra susciter une conscience généralisée et durable des enjeux planétaires sans un certain niveau de technologie*. Bien que l'industrialisation planétaire ait engendré une destruction sans précédent, elle a aussi généré pour la première fois dans l'histoire de l'humanité un excédent de productivité qui permet le financement de l'éducation de masse qui semble un préalable à une prise globale de conscience (même s'il y a beaucoup à redire sur cette éducation... voir plus loin...). Peut-on maintenir un niveau d'éducation généralisée suffisant sur la planète sans l'industrialisation, sans un retour en arrière par manque de transmission des connaissances et de la conscience généralisée ? La conscience écologique que certains attribuent aux Amérindiens et à d'autres "indigènes" (2) n'a pas été suffisamment transmise pour les faire résister aux sirènes ou bulldozers de la technologie pathologique.

De même, la spécialisation du travail qui date de la préhistoire nous interroge : comment se fait-il que la femme ne se soit pas libérée plus tôt dans l'histoire ? Et que cette libération toute relative soit encore moins avancée dans les pays non-industrialisés ? Quelles conditions de vie économiques, sociales et médicales (parmi d'autres) sont nécessaires pour favoriser

(2) L'extinction des petits équidés à cause de la chasse, il y a 20 à 30 000 ans aux Amériques, et les massacres de troupeaux de bisons par des Amérindiens qui provoquaient leur fuite pour les faire tomber en masse d'une falaise, gaspillant 90% des carcasses, trop nombreuses et trop lourdes pour être transportées, ne sont que deux exemples qui font douter de ce mythe. Selon le cours de l'université du Kansas, professeur Griffin.



L'eau courante est-elle un progrès ?

des rivières et des nappes phréatiques, l'augmentation de consommation de l'eau en bouteille et des bouteilles en plastiques, etc.

Mais cette innovation permet en même temps l'existence de villes, des centres de commerce, une meilleure hygiène, la longévité et donc une plus



DR
Île de Pâques : une île rasée lors d'une compétition guerrière. Fallait-il plus de technologies ?

l'émancipation des femmes ? Dans quelle mesure l'industrialisation a-t-elle posé les bases de ces changements ?

Dans le même genre de questions, est-ce que la guerre en Europe pouvait s'arrêter avant que l'industrialisation rende la guerre suicidaire ? Sans l'industrie spatiale, avec ses gaspillages et ses armements dévastateurs, aurait-on acquis cette conscience de la Terre comme un lieu fragile, perdu dans l'espace où nos destins sont tous liés ?

Renoncer à trop de technologies peut nous empêcher d'avancer vers une société écologique ou nous rendre vulnérable à des retours en arrière.

Cela nous livre aussi à la domination de ceux qui ne s'y renoncent pas. Depuis que des traces de l'homme existent, on constate sa prédation : les chefs de l'île de Pâques ont complètement rasé leurs forêts dans une compétition guerrière. Les Égyptiens et les Grecs ont décimé leurs forêts, eux aussi à la recherche d'une domination. Lorsque l'Occident a commencé à dominer le monde, ses dirigeants n'hésitaient pas à utiliser leur technologie pour écraser toute opposition et ils l'utilisent encore aujourd'hui (voir l'Inde coloniale hier ou l'Irak aujourd'hui).

Jusqu'à ce que l'on parvienne à établir une véritable démocratie mondiale, tout pays qui tente une expérience de "détéchnologisation" ou qui tente de se retirer du monde risque fort de se faire dominer ou écraser. Voir les Amérindiens, les Amish, l'autosuffisance de Gandhi non reprise par l'Inde...

Que faire pour gérer la technologie ?

Se mettre en cohérence n'est pas assez généralisé pour faire basculer le monde. Boycoter des technologies aux conséquences inacceptables modifie la donne, mais force est de constater que la plupart des gens font peu d'efforts ; même les plus motivés font des compromis : ils refusent le portable, mais pas l'ordinateur, prennent leur vélo tous les jours, mais ont tout de même une voiture pour transporter du matériel lourd, etc.

L'interdiction et la réglementation sont parfois possibles. Pour interdire ou réglementer des technologies, il faudrait d'abord que les décideurs ne soient pas sous l'influence des entreprises et que la population ne subisse pas la propagande, car cela donne des lois sur les OGM ou la sécurité nucléaire hallucinantes d'incompétence et d'inapplicabilité. Les mentalités ont besoin de changer pour ce faire et, parfois, interdire et réglementer détruit la liberté d'innover nécessaire pour trouver de meilleures solutions techniques comme dans le cas des énergies renouvelables, des modes de démocratie participatifs, des transports alternatifs, des recherches sur la santé, de la biodiversité, (voir ce qui se passe avec les semences des variétés anciennes...). Qui établira et appliquera les critères qui séparent les

recherches acceptables de ce qui ne l'est pas ? Si le rapport de force est mauvais, ce seront des obscurantismes ou des profiteurs... et ces derniers iront de toute façon là où il n'y a pas encore d'interdiction, par ailleurs (3).

Tant que notre société crée des personnes attirées par l'appât du gain, si blâsées et saturées d'expériences qu'elles veulent se dépasser et se griser, qui veulent tout dominer, avoir, et faire, nous ne pourrons pas empêcher le détournement de la technologie à des fins douteuses. Il ne faut pas se voiler la face sur le fonctionnement actuel des êtres humains — y compris moi-même face au chocolat !

Il faudrait sûrement des principes, des institutions plus démocratiques (démocratie fondée sur quelles technologies ?) et l'évacuation du pouvoir des riches, des médias et des institutions politiques par un ensemble de dispositions comme :

- *La limitation de la publicité.* Les désirs stimulés par la publicité induisent une surconsommation, et les mensonges véhiculés trompent les plus crédules (une voiture "écologique..."). Plus de pub dans les boîtes aux lettres, plus de panneaux, plus de publicité à la télévision ni à la radio (et interdiction de financer des films en échange d'exposition de produits pendant le film...) avec une réflexion sur un autre financement de ces technologies si l'on choisit de ne pas les interdire.

- *Un étiquetage obligatoire* dans les rayons aux points de vente avec explication de l'emploi du produit, mais aussi des conditions de production et un écobilan (4) pour amener progressivement à une conscience des enjeux.

- *L'interdiction en Europe de tout produit qui ne respecte pas une charte de protection sociale et environnementale* prévoyant au minimum des preuves d'un *avancement chiffré annuel* vers des conditions correctes de production, où toute entreprise et tout sous-traitant impliqué dans la production d'un bien ou d'un service vendu sur le territoire européen paie correctement les travailleurs, fournit des conditions de travail saines et sans dangers excessifs, et ne dégrade pas l'environnement ; des preuves que les pays d'origine de ces produits fournissent à tous une éducation, une couverture santé, des versements chômage et retraite... ou que des organismes (firmes, tribus, clan...) autres que le gouvernement assurent effectivement ces protections.

- *L'exigence d'expertises et tests indépendants* et contradictoires concernant chaque nouvelle technologie et ses effets sur l'environnement, la société et la santé (financés par des entreprises impliquées

(3) Voir l'excellente trilogie sur *L'Atlantide* de Bernard Simonay, Ed. du Rocher.

(4) Style NESO, décrit dans Silence.

dans une technologie et par le gouvernement). Ceci va ralentir l'innovation même dans des zones alternatives qui sont déjà sous-financées.

- Une *transparence financière* pour contrer l'opacité des pots-de-vin et autres tentatives de corruption. L'élimination des paradis fiscaux, la publication des comptes bancaires et des feuilles d'imposition de tout être humain qui a de hautes responsabilités politiques, sociales, culturelles ou économiques.

- Une loi qui permette par un *vote blanc* majoritaire au deuxième tour de rendre inéligibles pendant 10 ans tous les candidats restant en lisse... pour vider la vie politique des corrompus et laisser la place à l'intégrité qui doit tenir ses promesses électorales (5). Les hommes politiques se méfieraient de leur propre duplicité face à un tel pouvoir de sanction.

- Des *écotaxes* pour faire payer les pollueurs et des *subventions* massives pour les recherches et la mise en place de technologies propres.

De telles mesures sont actuellement utopiques ; les bureaucraties écoutent plus les riches, et les contrôles coûteront très cher. Comment modifier les mentalités pour obtenir de telles mesures ?

Les chemins de la conscience

Bien des gens croient que ces technologies sont souhaitables ou même nécessaires à leur bonheur. Ils ne savent plus trouver du plaisir sans consommation à outrance, ou préfèrent la facilité à la sagesse. Mais comment donner envie aux gens de se serrer la ceinture — surtout les plus aisés — et de le vivre positivement ?

Les adultes résistent aux tentatives de changer leur façon de voir les choses. Mais alors, qui peut aider les enfants à évoluer, si ce n'est les adultes ?

Le système éducatif actuel, au niveau familial et scolaire, reproduit le système technologique : bien des enfants sortent aliénés du milieu familial et de l'école : non consultés sur leur propre destin, qui leur a été imposé pendant 12 ans ; prêts à consommer pour soulager le manque d'estime de soi produit par une compétition insensée ; leur imaginaire sous-développé ; prêts à se laisser prendre en charge par la technologie et à fuir dans la consommation pour éviter d'affronter le



Sans l'industrie spatiale, aurions-nous conscience de la fragilité de la Terre?

manque de sens auquel ils se sont habitués ; prêts à obéir sans poser de questions, ayant pris l'habitude de se taire afin d'éviter des conflits ; prêts à rester passifs face aux difficultés, car habitués à voir les solutions venir d'en haut.

Afin de développer leur savoir-vivre, leur conscience des risques technologiques, la recherche d'un sens à attribuer à l'existence, leur attitude citoyenne, il serait important que les parents et professeurs conscients de ces lacunes s'emploient à remettre en cause, à chaque occasion, les ressorts qui produisent l'inconscience, et qu'ils proposent alors des alternatives :

- Suppression ou atténuation de la compétition, et encouragement de la coopération et de la promotion collective (refus des notations, évaluation repensée, projets en groupes hétérogènes pour que chacun puisse y trouver sa place, groupes de besoin pour développer les capacités et surmonter les lacunes de chacun).

- Désacralisation du rôle du professeur et du programme afin d'encourager l'expression, la participation démocratique et la prise en compte des besoins des élèves dans le choix des sujets et de la manière de procéder, et l'établissement de règles bien comprises d'une vie en société scolaire.

- Développement de l'initiative des élèves et des occasions de faire des choses qui ont un sens pour eux, avec emprise sur le monde au lieu des apprentissages souvent trop abstraits et sans implication citoyenne.

- Partage du temps entre imagination/création, savoir-vivre/connaissance du monde ; construction active d'un savoir plus équilibré.

- Interdisciplinarité et liens avec le monde qui entoure l'école, pour développer un esprit critique qui voie les conséquences sociales, économiques, politiques, environnementales et culturelles des technologies et d'autres phénomènes.

Tout ceci contribuerait à former les enfants pour qu'ils pratiquent la vie citoyenne, qu'ils explorent la technologie et ses risques, qu'ils apprennent à se faire plaisir sans consommer de manière excessive, qu'ils développent leur imaginaire et des solutions alternatives pour inventer des façons de se divertir dans un monde où le bien-être dépend moins de la technologie, qu'ils trouvent un sens à leurs apprentissages, qu'ils aient envie de lutter pour une vie sensée et qu'ils trouvent déjà un plaisir profond dans leur travail, qu'ils questionnent l'autorité, les informations, les procédés proposés...

Il n'y a pas assez de parents, de professeurs, et de responsables politiques prêts à aller dans ce sens, mais je ne crois pas qu'un changement significatif face à la technologie soit possible sans une telle remise en cause de nos systèmes d'éducation, qui sont au centre du développement de l'esprit dans notre société.

Gregg West ■
professeur d'histoire.

(5) Note de la rédaction : et que fait-on de ceux qui, au premier tour, font encore moins ? Sont-ils moins corrompus pour autant ?

Technologies, par quel bout commencer ?

Industrie, société, environnement, éducation, et technologie...
Les choses sont complexes. Il est nécessaire d'avoir une vision la plus large possible avant de choisir une direction pour agir.

Pour avancer dans le débat sur la technologie, il est nécessaire de saisir les relations entre industrie, société et éducation, qui sont autant de champs d'application de la technologie. Mais il est aussi nécessaire de mettre à mal un certain nombre de raisonnements qui, s'ils sont faits de bonne foi et sans volonté de nuire, n'en sont pas moins très discutables car partiels, simplificateurs, voire carrément erronés, et constituent des voies de garage pour l'esprit critique.

Une technique qui échappe au social

En rester à ne pas comprendre ces relations peut par exemple pousser à opter pour le nucléaire face à la raréfaction du pétrole pas cher, ou encore choisir une voiture plus récente car plus économe en carburant en ignorant l'effet rebond, ou équiper sa maison d'une éolienne de plusieurs kW et de 20 m² de panneaux solaires sous prétexte de ne pas avoir à changer son train de vie énergétique, tout en se donnant bonne conscience en réinjectant l'énergie solaire excédentaire des beaux jours (au moment où personne n'en a besoin) dans le réseau EDF où une part importante va se perdre par effet joule, tout en justifiant l'existence de ce même réseau...

L'observation du monde réel et l'analyse des relations entre technologie et économie ne laisse pas de doute : les choses sont complexes. D'un côté, c'est bien par le biais de la demande de l'industrie et de ses services de marketing que la technologie progresse ; d'un autre, c'est bien la technologie, par le biais de la recherche-développement, qui répond à la demande accrue de gains, de croissance... des sphères industrielles et économiques.

La pensée technicienne, s'il en est une, a été à une époque enchâssée dans le social, et notamment dans le monde rural. Aujourd'hui, elle est certainement déshâssée du social, tout comme l'économie dont parle Serge Latouche. La rupture historique pourrait bien se situer autour de la révolution industrielle, voire avant selon certains (1). A l'heure d'aujourd'hui, où l'on impose à une société

On a donc une dépendance au moins relative des technologies, fussent-elles alternatives, vis-à-vis du complexe économico-industriel. Reste à savoir si cette pensée technicienne, dans les relations qu'elle entretient avec le monde économique et industriel, peut contribuer à l'évolution positive d'une conscience politique sociale ou environnementale.

Il y a de quoi rester dubitatif, dans la mesure où tous les argumentaires de toutes les innovations techniques que chacun peut rencontrer quotidiennement sont basés sur les mêmes justifications : efficacité, rentabilité, économie (à court terme et sans tenir compte des externalités négatives) (3), homogénéisation, standardisation, gain de temps... à part peut-être quelques exceptions, encore une fois, dont on peut se demander si certaines ne sont pas consubstantielles et nécessaires au système dominant (4).



Toit solaire installé par Hespul à Villeurbanne (immeuble abritant les locaux d'Hespul et de La Nef).

(1) Voir à ce sujet les ouvrages de Gunther Anders, Jacques Ellul, Serge Latouche, Alain Gras, François Partant, Gilbert Rist, François de Ravignan et bien d'autres.

(2) Mis à part quelques rares exceptions à la marge, comme le suggère l'article sur *Perche Activités* du n°328 de *Silence*. Cependant, ne nous est-il pas précisé dans cet article que "les ingénieurs de *Perche Activité* vendent à l'industrie des prestations qui leur permettent de financer des activités alternatives." La place du doute est donc permise.

(3) On appelle externalité des conséquences qui sont prises en charge par la collectivité et non par l'utilisateur du procédé.

(4) Voir l'article "Alternatives : de quoi parle t-on ?", *Silence* n° 322.

(5) Serge Latouche parle de la "pédagogie des catastrophes" par exemple dans son ouvrage *Décoloniser l'imaginaire*.

(6) Niveau et catégories conceptuelles qui sont évidemment définies en Occident !

une ressource énergétique qui condamne l'avenir, une servilité au système industriel de contrôle social (carte d'identité électronique obligatoire et interrogeable à distance), un standard de consommation déshumanisant et éco-suicidaire, il semble évident que la technique occupe une place dominante dans notre monde industriel, au point qu'elle en arrive à façonner le social.

En conséquence, on peut à juste titre se demander si, de la pensée technicienne actuellement en vogue, il est possible d'attendre une conscience politique, sociale ou environnementale (2).

On entend parfois dire que, sans certaines évolutions technologiques néfastes voire catastrophiques, la conscience politique, sociale et environnementale ne serait jamais montée au niveau où elle se trouve aujourd'hui. Ces propos sont discutables et le paradoxe parfois annoncé n'a en fait rien de paradoxal (5). Discutables car cela revient implicitement à dénier à certaines sociétés traditionnelles peu technologiques un niveau acceptable de conscience politique, sociale et environnementale (6). Ceci est en désaccord avec beaucoup de travaux socio-anthropologiques sur un certain

nombre de sociétés traditionnelles. Faudrait-il généraliser l'énergie nucléaire à l'échelle planétaire pour en faire comprendre les dangers à l'humanité ?

De nombreux coûts cachés aujourd'hui et demain, ici et là-bas

La critique de l'incorporation croissante de technologie dans les procédés n'est pas un raisonnement uniquement quantitatif, qui oblitérerait le volet qualitatif. En réalité il est absolument néces-

saire de dépasser cette lecture binaire afin de pouvoir analyser notre sujet en profondeur. Par exemple, s'il semble exact qu'une centrale à gaz est moins polluante qu'une centrale à charbon, encore faudrait-il savoir si dans le bilan on intègre toutes les externalités négatives de manière thématique. Du point de vue des composants et des technologies utilisés, une centrale à gaz fonctionne, entre autres, avec des turbines à gaz, dont la technologie dépend du savoir-faire des industries militaires. Les turbines équipent les hélicoptères de combat, les avions de chasse, et autres équipements que nous aidons à financer en France et à l'étranger en choisissant de "valoriser dans le civil" des technologies mises au point avec l'aide ou non de la DGA (7), dans des laboratoires universitaires ou de grandes écoles et/ou par des centres de recherche privés. On se retrouve bien ici aux prises avec des problématiques économiques, militaires et politiques.

qu'on a extraites pour qu'il le devienne. En effet, ce gaz peut avoir été produit par distillation de pétrole brut plus ou moins léger. Les sous-produits de cette distillation et les externalités négatives des complexes industriels qui accompagnent les raffineries pétrolières sont l'objet de vives préoccupations de la part de nombreux groupes écologistes sur la planète (8). Rien ne dit non plus que des villages entiers n'ont pas subi des pressions ou des exactions pour que ce gaz puisse être extrait puis acheminé "en toute sécurité" pour les usagers (9).

Enfin, d'un point de vue social, il faudrait demander leur avis aux Algérois qui,

et d'analyser les processus techniques, leurs fondements physiques, leurs implications industrielles, politiques, sociales et enfin écologiques. Il ne suffit pas de ramener l'analyse d'un processus technologique complexe à une approche qui consiste à dire qu'un couteau peut autant servir à partager le pain qu'à tuer quelqu'un. Il faut peut-être aller plus loin et acquérir, parfois studieusement, une compréhension fine des phénomènes. Ceci semble être nécessaire pour fonder une action qui, dépassant largement le cadre de la simple technique, soit la plus adaptée possible au monde tel qu'il existe réellement.



depuis maintenant quelques années, ont, au cœur de leur ville, une centrale électrique fonctionnant au gaz. Pour ce que j'ai pu constater sur place, cette installation génère un bruit de turbine impressionnant et très désagréable, perceptible à des distances importantes, les émanations de la combustion du gaz étant, elles, repérables dans l'environnement. Qu'en est-il au juste de la propreté de ces centrales à gaz ? Il aurait peut-être fallu installer cette centrale à une dizaine de kilomètres d'Alger ? Certes, mais alors la conception technique aurait été encore plus complexe et les pertes par effet Joule, supérieures... Là encore la solution ne semble pas être du côté de la technique.

On voit bien qu'une approche dichotomique qualitatif/quantitatif ne suffit pas à embrasser le problème. Il est nécessaire d'avancer thème par thème, en intégrant pour chacun d'eux une échelle de temps suffisamment longue et une échelle spatiale qui ne s'arrêtent pas à l'horizon de vie quotidienne de l'utilisateur d'une technologie, car les externalités peuvent se manifester soit dans 40 ans (10), soit de l'autre côté de la planète (11).

La difficulté de cette démarche réside (au moins) dans la nécessité de connaître

et d'analyser les processus techniques, leurs fondements physiques, leurs implications industrielles, politiques, sociales et enfin écologiques. Il ne suffit pas de ramener l'analyse d'un processus technologique complexe à une approche qui consiste à dire qu'un couteau peut autant servir à partager le pain qu'à tuer quelqu'un. Il faut peut-être aller plus loin et acquérir, parfois studieusement, une compréhension fine des phénomènes. Ceci semble être nécessaire pour fonder une action qui, dépassant largement le cadre de la simple technique, soit la plus adaptée possible au monde tel qu'il existe réellement.

Moulins à vent contre éoliennes

Le cas des éoliennes est parlant. Ces dernières ont été utilisées bien avant que les militaires ne s'emparent de l'espace des nuages. Nul besoin de hautes technologies pour puiser l'eau dans les nappes des régions sèches des USA, nul besoin d'ordinateurs pour fabriquer les ailes des moulins meuniers des siècles durant, nul besoin de matériaux composites issus de la recherche militaire pour faire tourner le

(7) Direction générale de l'armement, dont certaines revues scientifiques comme *La Recherche* ont publié durant des années des encarts pour appel à projet.

(8) On peut par exemple s'intéresser aux dégradations écologiques irrémédiables subies autour et dans l'étang de Berre en France.

(9) Voir par exemple l'article "Nappes de pétrole et d'argent sale : de la Francafrrique à la Maftafrique" publié par François-Xavier Vershave en 2002, lisible sur www.survie-france.org.

(10) C'est peut-être le cas des fibres d'amiante, qui ont été interdites depuis des décennies en Grande-Bretagne, alors qu'elles sont restées d'un usage courant en France jusqu'en 1997.

(11) Exemple de l'aluminium, prétendu matériau écologique par certains, et dont l'exploitation génère des dégradations écologiques et sociales très graves en Nouvelle-Calédonie.

moulinet que ma fille fabrique avec des planchettes de bois et une vieille dynamo de vélo et qui me demande : “Et qu’est-ce qu’on va en faire de cette électricité ?”. Eh oui, la vraie question est là, et elle rejoint celle, plus large, que soulèvent avec justesse un nombre croissant d’écologistes. Il ne s’agit pas de se résoudre à attendre qu’advienne la venue toujours espérée d’une “pensée technique responsable, citoyenne, etc.” souhaitée depuis maintenant bien longtemps. La lecture d’Ellul est de ce point de vue très instructive (12).

Il existe aussi une argumentation, faible il faut le reconnaître, qui consiste à justifier le recours aux technologies même si celles-ci dégradent l’environnement, sous le prétexte que l’être humain détruit son environnement depuis la nuit des temps (13). Dans ce genre de raisonnement, une confusion existe dans les échelles qualitatives et quantitatives des actions de l’homme, et bien des facteurs échappent ainsi à l’analyse.

En effet, mettre sur un pied d’égalité la capacité de nuisance d’un homme préhistorique, qui lutte pour sa survie, et celle d’un homo urbanus, economicus corruptus, technicus, scientificus (14),

qui lutte avec un acharnement au moins aussi fort, pour conserver son train de vie délirant (15) relève tout à la fois de l’ignorance d’une disproportion des raisons d’agir flagrante, mais aussi d’une méconnaissance de la démultiplication du pouvoir de nuisance d’un individu par le fait de l’efficacité des technologies qu’il emploie, comme le précisent les travaux maintenant connus internationalement sur l’empreinte écologique.

On ne peut pas renvoyer dos à dos le chasseur-cueilleur de Bornéo et l’agriculteur français moyen, ni l’homme-médecin de la steppe et le médecin généticien, sauf à perdre la mesure en toutes choses.

Néanmoins, pour autant que l’on puisse opter pour une désindustrialisation, il est certain que le retour à des technologies plus simples ne pourra empêcher un homme d’en maltraiter un autre ou la nature. Evidemment, là aussi la solution n’est pas de l’ordre de la technique.

Refus de changer son mode de vie

Autre pensée discutable, celle qui consiste à prétendre que le niveau de population actuel de la planète justifie de conserver l’usage des “techniques modernes”, sous prétexte d’éviter le risque de créer d’énormes problèmes d’hygiène, de santé, de démographie, d’éducation, de travail, et de sécurité alimentaire et militaire, relève d’une collection de lieux communs propres finalement à justifier la pérennité du monde tel qu’il existe. Mais que veut-on au juste ?

Par bon sens, dans le milieu rural, on dit qu’entre deux maux il faut choisir le moindre. Refuser maintenant l’usage des hautes technologies, c’est autant de moyens dont est privé le système dominant, et c’est autant de savoir-faire qui sont redécouverts et qui favorisent la sou-

veraineté alimentaire, technique, sociale et économique. D’ailleurs, certains principes posés concernant les Safti (16) se retrouvent traduits dans des faits au sein des pays du Sud, particulièrement démunis et instables. Par exemple en Haïti, où se mettent en place des micro-laiteries qui fonctionnent sans électricité, avec des moyens techniques entièrement maîtrisables par les travailleurs de ces ateliers (17). Preuve est donc faite que des Safti peuvent répondre aux situations de crise durable.

Refuser de lâcher la haute technologie (ou les “technologies modernes”) sous prétexte du risque de déstabilisation de “l’équilibre” actuel va donc à l’encontre de ce qu’il est possible de faire, mais aussi de la volonté qui consiste à réaliser une modification de nos manières de vivre et de penser, bref d’imaginer et de pratiquer des alternatives.

Une question d’éducation ?

Parallèlement, concernant le système éducatif, la lecture d’Ivan Illich et de Pierre Bourdieu renseigne très bien sur les fonctions de l’école pour une société, entre autres comme moyen de pérennisation d’un modèle social. Il en découle que vouloir changer simplement le système éducatif de masse sans changer les pratiques sociales est difficilement imaginable, car dans les faits, tous les systèmes éducatifs de masse ont été conçus et secrétés par les systèmes dominants. Cette raison tient au moins au coût de ces systèmes éducatifs — que l’on songe à la place du budget de l’Education nationale dans le budget de la nation — ainsi qu’à leur rôle stratégique : en éduquant les masses, on peut toujours espérer les assujettir.

Proposer de commencer par une réforme du système éducatif pourrait bien se révéler être une impasse, car d’une part le système dominant n’aurait certainement pas l’intention de consacrer des moyens à une école qui prônerait par exemple la remise en question de la productivité, d’autre part des changements radicaux seraient nécessaires dans les mentalités des enseignants et des personnels en général, sans compter les parents d’élèves qui ne supporteraient pas de voir “l’avenir de leurs enfants remis en question”... Tout le système éducatif est fondé sur la productivité, autant dans son mode de fonctionnement que dans les valeurs qu’il inculque aux jeunes. Certes des exceptions existent au sein de l’Education nationale, ainsi que dans certaines écoles



(12) Par exemple : *Le Système technicien*, Jacques Ellul, éd. Calmann-Lévy, 1977.

(13) Ce qui est déjà faire preuve d’un certain anthropocentrisme, l’homme n’étant présent sur Terre que depuis peu de temps.

(14) Allusions aux chapitres du livre de Pierre Thuillier, “*La Grande implosion, rapport sur l’effondrement de l’Occident 1999-2002*”, Fayard, 1996.

(15) Allusion à un document vidéo réalisé par des élèves de première bac professionnel agricole en juin 2004 au LPA Lavour Flamarens qui circule de manière informelle depuis sa création.

(16) Safti, système à faible technologie incorporée. Voir article sur ce sujet du même auteur dans *Silence* 325/326, été 2005.

(17) Projet *Lèt à gogo* de l’association haïtienne Vétérimed, site Internet www.veterimed.org.

(18) Voir les travaux de Pierre Bourdieu dans son ouvrage *La reproduction*.

parallèles, mais elles restent exceptionnelles et ne touchent qu'une minorité. Il faut se rappeler que les systèmes totalitaires ont toujours eu leurs îlots d'exception.

Mais pour aller plus loin, peut-être faudrait-il analyser l'essence de notre système éducatif, dont on sait que l'apparition est consubstantielle à la révolution industrielle. Le système éducatif est une production de la révolution industrielle, puisqu'il consiste en une industrialisation de l'éducation. Il suffit de passer un moment dans une école, un collège ou un lycée de moyenne importance pour s'en rendre compte. Mais c'est peut-être précisément cette genèse et ses tares congénitales qu'il faudrait interroger.

Pour qui n'a pas en tête les dégâts historiques causés par cette invention de la révolution industrielle qu'est le système éducatif, il faut rappeler entre autres choses l'écrasement des cultures locales, l'uniformisation des langues, la disparition de nombreuses ressources de tradition orale, l'endoctrinement productiviste, le complexe d'infériorité de ceux qui n'ont pas pu faire d'études (la majorité, et de toute façon les couches les moins aisées) (18), la fabrication et la diffusion d'une histoire officielle (19), la segmentation de la vie sociale des jeunes en classes d'âges

a priori (20), l'éloignement des enfants de leurs parents de plus en plus précocement (21), support publicitaire pour EDF (22), accueil des représentants des forces armées pour leur "communication", encouragement et entraînement intensif à la concurrence, à la compétition, à l'élitisme, au productivisme...

Ceci ne constitue qu'une brève liste des effets de ce système éducatif hérité de la révolution industrielle qui, de fait et de tout temps, n'a fait que servir le pouvoir et la doxa du moment, afin de fournir des humains "citoyens", conformes et utilisables si possible directement par le macro système industriel en place ou en évolution.

Si l'on garde à l'esprit toutes les externalités négatives du système éducatif, il est difficilement tenable de le considérer comme une invention de la société industrielle qui mériterait qu'on l'admire.

Actuellement, les modes de pensée inculqués par le système éducatif aux

Le système éducatif est une production de la révolution industrielle, puisqu'il consiste en une industrialisation de l'éducation.



DR
Formatés dès leur plus jeune âge.

jeunes sont en fait presque parfaitement adaptés au système industriel. Presque, car il existe forcément un décalage dans le temps entre les besoins du macro système industriel et les capacités éducatives qui pourraient les satisfaire. Mais il est irréfutable que le système industriel, par le biais des lobbies et du Parlement, a su faire évoluer l'Education nationale au fil et au rythme des innovations technologiques (23). Ce rythme s'accélérait d'ailleurs sans cesse, aujourd'hui, c'est l'Usine qui entre à l'École, et mieux encore, les enseignants qui partent à l'école de l'entreprise sous l'impulsion de l'académie, comme semble s'en

réjouir Alassandre Allemand dans la revue de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) (24).

Ceci permet de bien comprendre que vouloir changer la société en changeant le système éducatif revient, lorsque l'on circule à vélo et que l'on veut changer de direction, à tenter de pousser à droite ou à gauche la roue avec la main, sans tenir

compte du fait que l'autre main, posée sur le guidon imprime une direction de manière bien plus efficace... et avec bien moins de risque pour l'équilibre, mais pas forcément dans la direction souhaitée. L'école est une production sociale localisée.

Dans les faits, vouloir s'attaquer au système éducatif pour faire changer une pensée essentiellement techniciste part d'un bon sentiment, mais c'est oublier que le système éducatif et ses directives sont secrétés par la société et le pouvoir qui la régit.

Par contre, j'ai pu constater que certains enseignants commencent à s'intéresser aux démarches alternatives, de plus en plus d'étudiants se posent des questions, de plus en plus de techniciens agricoles se penchent sur ce qui se passe chez des agriculteurs "différents". Le mouvement semble se développer, et il se pourrait bien que l'action d'un individu "alternatif" sur les personnes qu'il peut être amené à côtoyer soit plus efficace que celles que ce même individu peut avoir sur une institution, ce qui n'exclut pas pour autant de recourir à des actions collectives.

Daniel Julien ■

(18) Voir les travaux de Pierre Bourdieu dans son ouvrage *La reproduction*.

(19) Voir par exemple les débats autour des "événements d'Algérie" dans les livres d'histoire.

(20) Alors que l'on sait depuis si longtemps que chaque enfant a une maturité complexe et non synchrone avec ses camarades du même âge.

(21) Dans nos sociétés industrielles, et particulièrement en France, une part importante de très jeunes enfants sont séparés de leurs parents du fait du travail et des contraintes de transports liés à la vie urbaine. L'institution éducative argumente en faveur de ces dispositifs sociaux (crèches, écoles maternelles) sur la base de l'éveil de l'enfant. Reste encore à savoir quels sont les critères pour définir l'éveil d'un enfant (beaucoup d'enfants "en retard" se sont avérés être de grands esprits, des artistes de renom, des scientifiques

hors pair), et par ailleurs à considérer qu'une institution veille toujours à développer des dispositifs et des argumentations qui visent au maintien de son existence ou à son développement.

(22) Dans de très nombreux labos de physique chimie sous forme d'affiche "pédagogiques" et de "partenariats" ou d'"interventions". A l'inverse, la contre-information est interdite dans les établissements, au nom de la "neutralité" de l'enseignement !

(23) Les revues de l'Onisep sur l'orientation des enfants dans leurs études présentent les différents métiers et les filières à suivre : n'y figure aucune mention pour signaler l'existence de centaines de milliers d'emplois, dans le milieu associatif par exemple.

(24) FCPE, *La revue des parents*, n° 342 octobre 2005, page 16.

Répondre aux lieux communs de la croissance et du progrès

“Vous rejetez toute science, tout progrès, toute technologie : vous êtes obscurantistes !”. “Vous voulez retourner à l’âge de pierre ?”.

“De toute façon, si ce n’est pas nous qui développons les OGM ou les nanotechnologies, d’autres le feront”...

Il n’est pas rare d’entendre ce genre de petites phrases péremptoires lorsque nous critiquons les orientations actuelles de la recherche scientifique ou le fonctionnement de la société industrielle. Ces petites phrases, nous les appelons des *lieux communs* parce qu’elles reflètent les pensées d’une grande partie de la population. Nous les entendons si régulièrement qu’il nous a semblé intéressant de les confronter à l’épreuve de notre argumentation.

Nos réponses seront forcément incomplètes et ne feront pas l’unanimité. D’autres raisonnements sont possibles ou mieux adaptés à certaines situations. Néanmoins, nous espérons que les éléments de réponse proposés ici permettront à chacun d’examiner des arguments, d’en imaginer d’autres, et de nous proposer des améliorations...

Obscurantistes

Lieu commun n°1 : “Vous rejetez toute science, tout progrès, toute technologie : vous êtes obscurantistes !”

L’obscurantisme serait “une attitude d’opposition à la diffusion du savoir, dans quelque domaine que ce soit. Un obscurantiste est une personne qui prône et défend une attitude de négation du savoir (refuser de reconnaître pour vraies des choses qui devraient l’être), ou de restriction dans la diffusion d’une connaissance” (1).

Pour discréditer des idées dérangeantes, la caricature est un procédé efficace. Elle témoigne surtout d’une méconnaissance de nos analyses.

Non, nous ne rejetons pas toute science, tout progrès, toute technologie. Qui pourrait rejeter la science en tant que

méthode de “recherche et d’acquisition de connaissances sur les objets et le monde qui nous entoure” (2) ?

En revanche, nous rejetons ce qui motive l’essentiel de la recherche scientifique actuelle et ses applications technologiques : la course aux profits industriels et à la puissance militaire. Nous rejetons cette course parce qu’elle est :

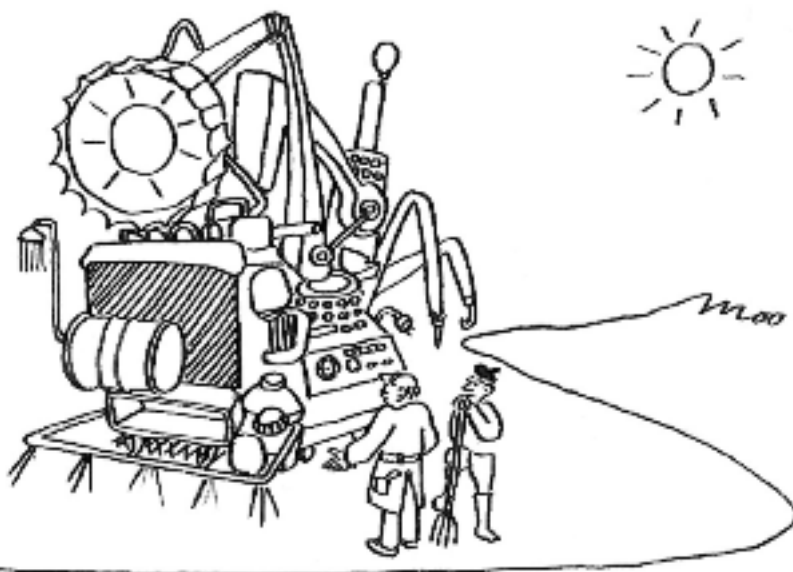
- *irresponsable* : elle néglige ses conséquences sociales, écologiques et économiques. Cette irresponsabilité s’exprime à travers l’indifférence aux dégradations des relations humaines, aux inégalités sociales, à la perte d’autonomie des individus, à l’épuisement des ressources naturelles, à l’exploitation sauvage des pays du Sud, à la destruction de la biodiversité, à la pollution généralisée et aux maladies qui l’accompagnent, etc.

- *obscurantiste* : nous utilisons chaque jour un grand nombre d’objets techniques sans connaître l’origine exacte des matières qui constituent ces objets, leurs processus de fabrication et de diffusion, le travail humain que cela représente, son

réel effet social et environnemental. La publicité est le premier vecteur de cet obscurantisme (3).

- *oligarchique* : les moyens et les choix des orientations de la recherche scientifique sont concentrés dans les mains de l’Etat et des grandes entreprises.

C’est pourquoi il est urgent d’interroger, partout où nous le pouvons, la réalité sociale des progrès techniques. A qui profitent les nouvelles technologies ? Qui décide d’octroyer des fonds à telle ou telle recherche technologique ? Pourquoi tel sujet plutôt qu’un autre ? Qui pèse le pour et le contre de chaque technologie : son utilité sociale, ses bénéficiaires, son coût réel du point de vue de la santé humaine, des relations sociales, des effets écologiques ? Qui reconstitue rationnellement la chaîne d’implications qu’entraînent la production, l’utilisation et le devenir — une fois usagé — de toute technologie ? Élucider ces questions permet de prendre conscience combien la plupart des progrès techniques ne sont pas des progrès sociaux.



(1) Extrait de l’encyclopédie Wikipedia, <http://fr.wikipedia.org>

(2) Définition du mot « science » sur l’encyclopédie Wikipedia.

(3) Voir brochure *A la conquête de notre imaginaire*, Les renseignements généreux.

Variante : "Vous ne voyez que le mauvais côté des choses. La technologie est aussi riche de belles réalisations. Il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain !".

Certes, les avancées technologiques sont spectaculaires. Les avions sont de plus en plus performants, les sondes spatiales de plus en plus précises, les écrans informatiques de plus en plus plats, etc. Mais à quoi bon se réjouir du nouvel A380, des records de vitesse du TGV et de l'Internet très haut débit quand ces technologies ne font qu'empirer le désastre écologique actuel ? Quand seule une part infime de l'humanité accède à ces "hautes" technologies ? Quand celles-ci reposent sur le pillage des ressources et l'exploitation de la main-d'œuvre, au Nord comme au Sud ?

Développons un exemple : l'A380, progrès ou régression ?

En avril 2005, l'entreprise Airbus a inauguré l'A380. Cet avion est le plus gros porteur commercial du monde, capable de transporter jusqu'à 800 passagers et de soulever 560 tonnes. Une performance technique spectaculaire ! Mais l'A380, c'est aussi un réservoir de 310 000 litres de kérosène qui n'apporte aucune solution à l'épuisement des énergies fossiles. C'est un rejet énorme de gaz à effet de serre (chaque passager en rejette autant que s'il se déplaçait en voiture, mais il voyage sur de plus longues distances). C'est un investissement de onze milliards d'euros, soit l'équivalent des fonds qui, selon l'UNICEF, devraient être consacrés chaque année pour un accès mondial à l'eau, à l'éducation et aux soins de base. Ce sont enfin des conditions de fabrication dangereuses : à cause des chromates et éthers de glycol, utilisés dans des conditions de sécurité désastreuses, les salariés de l'entreprise ATE qui peignent les avions sont une quarantaine à avoir développé des troubles hépatiques, des œdèmes, des ulcérations et des inflammations aux testicules (4).

(4) Voir mensuel CQFD, mai 2005 et <http://www.manicore.com>.

(5) Quelques exemples. Impasse écologique : 6 milliards d'humains produisant et consommant autant que l'États-unien ou l'Européen moyen signifierait l'épuisement des ressources naturelles. Impasse sociale : l'industrie occidentale repose sur l'exploitation sauvage des pays du Sud. Impasse économique : alors que les profits capitalistes n'ont jamais été aussi élevés, les inégalités ne font qu'augmenter, au Nord comme au Sud.

(6) L'empreinte écologique d'un individu désigne la surface en hectares et les ressources nécessaires pour maintenir un niveau de vie constant et assurer l'élimination des déchets produits par cet individu. La moyenne mondiale de l'empreinte écologique est estimée à 2,5 ha par personne. Un Européen aurait besoin de 5 ha pour maintenir son niveau de vie, un Américain du Nord 10 ha. Attention, ces chiffres sont approximatifs. (cf. <http://fr.wikipedia.org/>)

Contradictions

Lieu commun n°2 : "Vous critiquez la technoscience, mais vous utilisez des ordinateurs et Internet".

Dénoncer les conséquences de la course au high-tech tout en utilisant un ordinateur, quelle contradiction ! N'est-ce pas aussi incohérent qu'un militant altermondialiste qui manifesterait contre l'impérialisme des États-Unis, une canette de Coca à la main ?

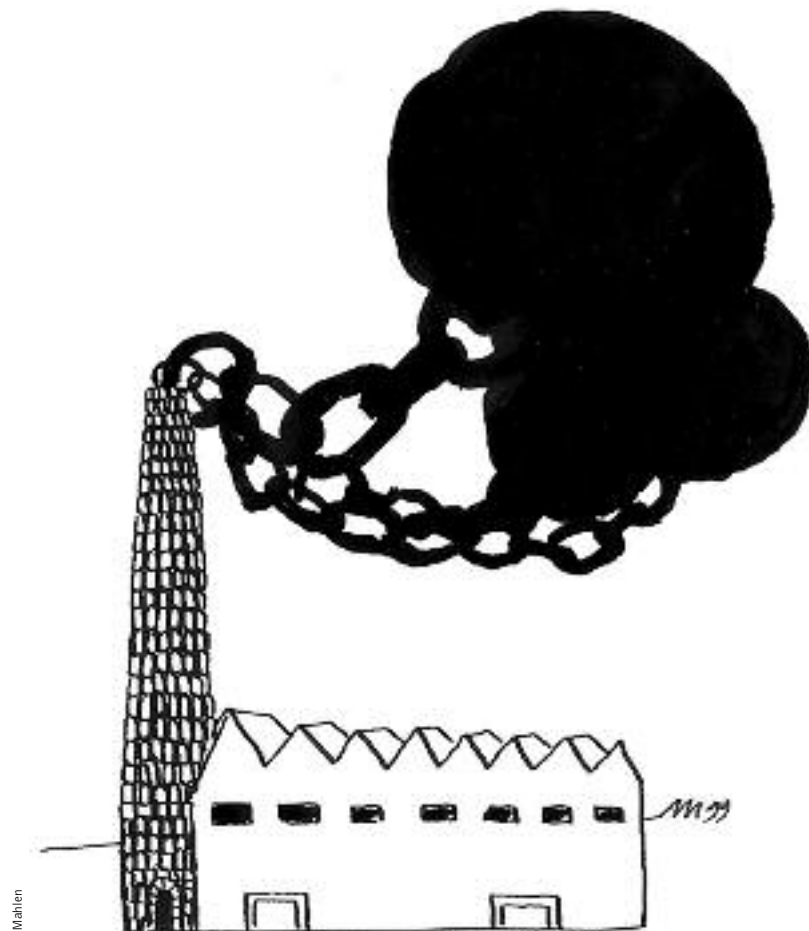
Le mode de vie occidental est une impasse écologique, sociale et économique (5). Partant de ce constat, un minimum de cohérence consiste à tenter de nuire le moins possible dans sa vie quotidienne : utiliser le moins possible sa voiture (ou ne pas en avoir), prendre les transports en commun, manger des fruits et des légumes de saison produits localement, cultiver un potager, boudier les grandes surfaces, refuser au maximum les technologies polluantes (le téléphone portable, la télévision...), moins consommer, etc.

Ces démarches de "décroissance" ou de "simplicité volontaire" rassemblent des personnes soucieuses de diminuer leur empreinte écologique (6). Certains vont même plus loin. Ils fuient la ville et s'ins-

tallent en campagne, espérant trouver un air plus pur, des légumes moins chargés de pesticides, auto-produire leur énergie et leur alimentation, etc.

Cependant, tant qu'elle reste minoritaire, cette perspective nous semble limitée. Comme tout projet de société ou toute lutte politique, la décroissance reste insuffisante si nous ne sommes pas plus nombreux. Se replier à quelques-uns au fin fond de la campagne n'empêchera pas le développement des biotechnologies ou le passage d'un nuage de Tchernobyl. Quelques obstinés du vélo ne sonneront pas la fin des 5000 morts sur les routes chaque année. Construire une poignée d'éoliennes ne fera pas disparaître les déchets des centrales nucléaires. Et les havres de "décroissance rurale" seront tôt ou tard rattrapés par l'extension de la "croissance urbaine"... L'enjeu dépasse de loin l'éthique de quelques individus. Il relève de l'organisation de la société dans son ensemble. Nous sommes désormais tous concernés par la "technification" du monde et ses effets.

Comment être plus nombreux sans exprimer publiquement nos analyses, nos enquêtes, nos propositions ? Comment le faire sans utiliser ces outils de communication incontournables que sont devenus



Internet et les ordinateurs ? Y renoncer reviendrait à nous couper de la société dans laquelle nous vivons. L'enjeu politique nous semble plus important que les nuisances écologiques et sociales de l'informatique (7).

L'impossibilité de refuser certaines technologies

A un postulant pour un travail de manutentionnaire, la responsable d'une agence d'intérim répond : "Vous n'avez pas de portable ? Mais ça va pas être possible !" (8). Cette petite anecdote illustre combien, dans notre société hautement technifiée, refuser certaines technologies entraîne des mécanismes d'exclusion sociale. Prenons un autre exemple, celui de la voiture. On peut certes refuser d'avoir une voiture et adapter sa vie en conséquence. Mais il est quasiment impossible de ne *jamais* l'utiliser, au risque de se couper totalement du monde dans lequel on vit (famille, amis, travail, etc.), tant la société actuelle, de par son mode de vie et ses infrastructures, est construite autour de l'automobile. Dernier exemple, celui de l'eau potable. Actuellement, un citoyen est dépendant de l'eau du robinet. Il ne peut s'abreuver à une rivière sans risquer de s'intoxiquer tant les eaux sont chargées en pesticides et métaux lourds. Il est dépendant des systèmes techniques de dépollution de l'eau.

Pour toutes ces raisons, les démarches individuelles de décroissance atteignent des limites sociales et structurelles, qui, pour être dépassées, nécessitent une transformation de l'ensemble de la société.

Un discours de résignation

Lieu commun n°3 : De toute façon, on ne peut rien faire.

Variante : "On n'arrête pas le progrès".

Sven Lindqvist rappelle que "vous en savez déjà suffisamment. Moi aussi. Ce ne sont pas les informations qui nous font défaut. Ce qui nous manque, c'est le courage de comprendre ce que nous savons et d'en tirer les conséquences" (9).

"On ne peut rien faire contre la puissance de l'industrie, de l'armée et du pouvoir politique". Nous entendons souvent ce type de raisonnement. Le monde est devenu si complexe qu'il faudrait se résigner à n'être que de simples rouages de la



Mahlen

société, de simples cellules d'un organisme gigantesque. Il nous faudrait accepter une société scindée en deux : d'un côté, une "élite" qui prend les grandes décisions ; de l'autre, une masse de gens rivés à des tâches secondaires, ne conservant un contrôle partiel que de leur quotidien : travail, famille, maison, hobbies, etc.

Il nous faudrait nous résigner à accepter la liberté qui nous est consentie, celle de choisir la couleur de notre voiture, de consommer le salaire que nous verse l'État ou l'industrie en échange de notre force de travail. Ce serait la fin de l'histoire, il n'y aurait pas d'alternatives. Il faudrait accepter la société telle qu'elle est et se repaître des multiples loisirs qu'elle met à notre disposition. Il faudrait enfin considérer comme des effets certes regret-

(7) Sans illusion sur les "bienfaits" de l'informatique. Internet rend les échanges humains de plus en plus déshumanisés, les ordinateurs contiennent des plastiques toxiques, de l'arsenic, des métaux lourds polluants tels que le cadmium, le mercure, le brome, le plomb, le chrome, le palladium, etc. Chaque Français produirait en moyenne 14 kg de déchets d'équipements électriques et électroniques par an. Actuellement ces déchets sont essentiellement enfouis en décharge ou incinérés sans traitement préalable. Chaque année, des dizaines de millions d'ordinateurs usagés sont envoyés en Chine, au Nigeria ou en Inde pour être "recyclés" dans des conditions moyennes, ou directement enfouis en décharge (cf. <http://www.ban.org>). Faible consolation : utiliser des ordinateurs d'occasion équipés de logiciels libres tels que Linux.

(8) Extrait de la brochure *Le Téléphone portable, gadget de destruction massive*, disponible sur <http://www.piecesetmainoeuvre.com>.

(9) Sven Lindqvist, *Extérminez toutes ces brutes*, Le serpent à plumes, 1998.

(10) voir *Sur la concentration dans les médias*, Observatoire français des médias, Liris, 2005.

(11) Voir *Almanach critique des médias*, ouvrage collectif, Les Arènes, 2005.

(12) Voir respectivement www.criirad.org, www.monde-solidaire.org, www.apres-developpement.org, www.decroissance.info... Vous trouverez sur le site des renseignements généraux des liens vers de nombreuses initiatives politiques.

tables mais inévitables les désastres où nous conduit la société industrielle : la vache folle, l'amiante, les pesticides, AZF, Tchernobyl, Seveso, Bhopal, les marées noires, le trou dans la couche d'ozone, etc.

Ce discours de résignation et de dépolitisation est renforcé par les médias dominants, dont la quasi-totalité sont aux mains d'industriels (10). L'opposition et les alternatives y sont rarement présentées sous un jour favorable. Les critiques sociales sont minimisées, marginalisées ou passées sous silence (11).

Nous refusons la tristesse et la soumission du fatalisme ambiant. Bien sûr, nous ne pouvons pas transformer la réalité sociale par un coup de baguette magique. Mais nous avons chacun le pouvoir, au niveau individuel et collectif, d'infléchir le cours des choses, de s'opposer à ce qui nous semble injuste, de propager une vision différente de la société, basée sur la coopération, l'égalité politique, l'écologie, le refus des dominations.

De multiples initiatives existent déjà, elles ne demandent qu'à être soutenues et développées. Citons la CRIIRAD sur les luttes antinucléaires, les faucheurs volontaires contre les OGM, le réseau ROCADE contre l'idéologie du développement, le réseau décroissance, les mouvements de lutte contre la publicité, etc. (12). A nous de rejoindre ces collectifs ou d'en créer d'autres, de diffuser ou d'écrire des textes, de tracter, d'afficher, d'expérimenter des luttes politiques, de développer des lieux alternatifs, de parler à nos voisins, de soutenir les médias indépendants (*CQFD*, *S!lence*, Indymedia, etc.), de tisser des relations de lutte et d'amitié. Transformons ce monde avant qu'il ne soit trop tard.

Produire des idées : l'enquête critique

Pièces et main-d'œuvre écrivait en 2005 : "Les idées sont décisives. Les idées ont des ailes et des conséquences. Une idée qui vole de cervelle en cervelle devient une force d'action irrésistible et transforme la réalité. C'est d'abord une bataille d'idées que nous, sans-pouvoir, livrons au pouvoir, aussi devons-nous être d'abord des *producteurs d'idées*. [...] Pour produire des idées, *Pièces et main-d'œuvre* s'appuie d'abord sur l'enquête, aliment et condition première, quoique insuffisante, à toute opposition. Il est trop paresseux de se contenter de condamnations de principe théoriques, altières et intemporelles [...] du monde tel qu'il va.

Et braire une fois de plus « *A bas l'Etat* », ou « *A bas la société industrielle* », ne rapproche pas leur chute d'un instant. Il faut rentrer dans la réalité concrète, factuelle et fastidieuse [...] de la machine pour saisir et troubler, si peu que ce soit, son fonctionnement. [...] Sans doute ne peut-on pas tout savoir, mais on peut savoir beaucoup, en ratissant et triant la communication dont on nous inonde. Les Russes de l'époque soviétique décryptaient de même la langue de bois pour y lire l'état réel des affaires. La veille technologique trouve la plupart de ses informations dans des publications accessibles au tout-venant, y compris le quotidien local. Il n'est pas défendu non plus de parler à ses voisins, le personnel et les habitants de la technopole. Cela ne requiert nulle spécialisation professionnelle, scientifique ou politique, mais du simple bon sens. Un effort minimal à la portée de chacun" (13).

De la neutralité des technologies

Lieu commun n°4 : "Les technologies sont neutres. Elles ne sont pas bonnes ou mauvaises en soi. Tout dépend de comment on les utilise".

L'Homme maître de la Machine. Une banalité vérifiée quotidiennement, n'est-ce pas ? Car qui allume la télévision ? Qui tient le volant de la voiture ? Qui pianote sur l'ordinateur ? C'est l'Homme qui pense, la Machine ne fait qu'obéir. Les technologies ne sont que de simples moyens, que l'Homme utilise en bien ou en mal suivant ce qu'il est lui-même.

Et les effets de la Machine sur l'Homme ? Ne les avez-vous jamais observés ? Cette différence de comportement d'un individu s'il est au volant d'une voiture ou s'il roule à vélo. Cet état de fébrilité de certains adolescents après quelques heures passées devant une console de jeux. Cette fascination de certains adultes pour leurs téléphones portables.

Les outils ne sont pas neutres. Ils véhiculent des valeurs sociales (construites par la publicité, l'éducation, les médias, etc.) (14) qui conditionnent nos manières d'agir et nos désirs. Ils ont des impacts sociaux, sanitaires et écologiques que nous ne sommes pas habitués à évaluer.

Du matin au soir, nous vivons perpétuellement entourés d'objets techniques de plus en plus sophistiqués. Dès le plus jeune âge, nous apprenons à établir avec eux des relations d'automatisme, sans

réfléchir aux conséquences de nos habitudes. En démarrant sa voiture, qui pense à la pollution qu'elle rejette ? En allumant la télévision, qui se soucie de ses effets psychiques ? En achetant un ordinateur, qui réfléchit à son devenir une fois usagé ? La publicité est la première à occulter les questions morales et politiques que soulève la technologie.

De plus, si l'on considère les technologies comme de simples moyens que l'Homme utilise en bien ou en mal suivant ce qu'il est lui-même, alors il convient de relier chaque technologie développée actuellement avec le projet de société qui l'accompagne. A qui profitent les nouvelles technologies ? Dans quel but sont-elles développées ? Qui les contrôle ? Si les technologies ne font que refléter des projets de société, il convient de connaître ceux-ci. Pour notre part, nous pensons que la quasi-totalité des technologies développées actuellement le sont dans un but militaro-policié ou industriel. Les États sont à la recherche d'un meilleur contrôle social, et les industries à la recherche de nouveaux marchés. Au final, les nouvelles technologies renforcent la puissance de l'État et des industries sur la population.

Variante : "Il faut critiquer la recherche appliquée, mais pas la recherche fondamentale" ou "Il faut critiquer la recherche civile, mais pas la recherche militaire".

Aucune technologie n'échappe à la possibilité d'être utilisée autrement que le but dans lequel elle était originellement conçue. "Rares sont les exemples de techniques qui, aussitôt découvertes, n'aient été, si ce n'est utilisées, du moins essayées. Ainsi, chaque invention contient le meilleur et le pire, et cela dans tous les domaines" (15). Vu sous cet angle, il était prévisible de voir les recherches génétiques se concrétiser par des tentatives de clonage humain, tout comme les nanotechnologies se concrétiseront certainement par la recherche d'un contrôle des individus par neuromuces, ou les études sur le sommeil

(13) Extrait de *Pour l'enquête critique*, Pièces et main-d'œuvre, 2005.

(14) La voiture symbole de puissance et de réussite sociale, la télévision symbole d'ouverture sur le monde, Internet symbole de communication, etc. (cf. *Mythologies*, Roland Barthes, Seuil, 1970 ; *Le bonheur conforme*, François Brune, Gallimard, 1985).

(15) Jacques Ellul, *Le système technicien*, Le cherche-midi, 2004.

(16) Les nanotechnologies permettent de manipuler la matière à des échelles du nanomètre, c'est-à-dire du milliardième de mètre. A cette échelle, les atomes peuvent être manipulés comme des Legos, ce qui ouvre des perspectives inimaginables en terme de miniaturisation, de génie génétique ou de création de nouveaux matériaux.

(17) Source : *Pourquoi il faut fermer le CEA-Grenoble*, texte disponible sur www.piecesetmaindoeuvre.com.



par la mise au point de substances permettant aux soldats de rester éveillés plus longtemps. Ce simple constat devrait nous inciter à nous méfier des prétendues frontières entre la science fondamentale et la science appliquée, la recherche civile et militaire. La science fondamentale peut tôt ou tard servir la science appliquée, la recherche civile peut être utilisée à des fins militaires.

La recherche civile, paravent des militaires

A Grenoble, le *Commissariat à l'énergie atomique* inaugure Minatec, le plus grand centre européen en micro- et nanotechnologies (16). Ce projet a initialement été présenté comme un centre de recherche civil. Mais en mars 2006, la ministre de la Défense Michèle Alliot-Marie visitait le chantier de Minatec en expliquant son importance pour l'armée. Elle a souligné combien "la Défense est un acteur majeur dans la recherche, elle appuie les recherches civiles et militaires qui sont de plus en plus imbriquées". Cinq ans plus tôt, un responsable de la Délégation générale de l'armement expliquait lors d'une conférence à Grenoble combien les laboratoires et les universités de la capitale des Alpes constituent "une source inépuisable d'innovations dans laquelle la Direction générale pour l'armement pioche régulièrement". Un an plus tard, la DGA et le CEA signaient une convention permettant à l'armée de participer au choix des recherches de Minatec et d'acquérir les technologies inventées. La recherche civile grenobloise permettra aux militaires de produire le matériel des guerres de demain : microdrones, obus "intelligents", cuirasses de fantassin, etc. (17).

Extrait de la brochure "Lieux communs" publiée par les Renseignements Généraux

(Ne sont présentés ici que quatre lieux communs sur dix).

■ Dessins extraits de *La ligne des horizons*, 122 dessins légendés de Matt Mahlen avec les préface, post-face et volte-face de J.Held, P.Ulrich et Y.Artufel, Juin 2006, 140p, 10,45 € chez Gros Textes Editions, Fontfourane 05380 Chateauroux-les-Alpes.

Kokopelli gagne un premier procès

L'association Kokopelli a été attaquée en justice par la fédération des professionnels des semences pour diffusion de semences non inscrites au catalogue national. L'affaire est passée devant le tribunal d'Alès, le 14 mars 2006. Le tribunal d'instance d'Alès a souligné que "il existe bien tant au niveau communautaire qu'au niveau national le cadre légal susceptible de permettre l'inscription de variétés de semences anciennes sur un catalogue officiel", que "l'incrimination générale des variétés de semences anciennes commercialisées par l'association Kokopelli, au motif de leur non-inscription sur le catalogue officiel ou le registre annexe, est incompatible avec les objectifs du droit communautaire de créer une liste de variétés de conservation" et "qu'enfin, rien ne permet de soutenir, en l'absence justement de détermination précise des conditions de leur inscription au catalogue, que les semences de Kokopelli ne seraient pas éligibles à cette procédure". En conséquence de quoi, le tribunal estime que l'inscription est possible mais pas obligatoire et donc reconnaît la démarche de Kokopelli comme légale. Kokopelli, Oasis, 131, impasse des Palmiers, 30100 Alès, tél : 04 66 30 64 91.

Médias

■ **Environnement votre,** Pays Villecomtois, Malbosq, 12580 Villecomtal. Bulletin de quatre pages distribué gratuitement sur l'ensemble du canton. Conseils écolos en tous genres.
 ■ **Mortibus,** 18, rue de Méry, 60420 Ménévilliers, tél : 03 44 51 25 65. Nouvelle revue semestrielle culturelle. Au som-

maire du premier numéro, un dossier sur l'Utopie et sa récupération par le capitalisme. Mélange de poésie, de graphisme, de littérature et de textes philosophiques ardues. Prochain thème annoncé : Désirs d'oseille.

■ **L'âge de faire,** la Treille, 04290 Salignac, tél : 04 92 61 24 97. De nombreux lecteurs nous demandent

Alternatives



s'il serait possible de faire des textes plus grand public. *Silence* anime plutôt un débat entre militants et alternatifs. *L'âge de faire* a fait lui le pari du grand public



en proposant tous les deux mois un seize pages très facile à lire qui renvoie ensuite aux associations et aux sites internet pour en savoir plus. Prix modeste : 0,50 € et recherche de diffusion militante par abonnement groupé.

Décroissance

■ **Rencontres internationales pour l'après-développement.** Des rencontres sont co-organisées du 20 au 21 octobre en Italie par l'association italienne pour la décroissance, avec le soutien du Rocode, réseau des objecteurs de croissance pour l'après-développement. Les rencontres se passent dans deux communes à 10 km à l'est de Turin. Première journée : "De la vision anthropocentrée à la vision biocentrée" avec des interventions de différentes associations et de différentes religions. Deuxième et troisième journées : réflexions et partages d'expérience sur la décroissance, initiative pour un réseau international de la décroissance. Renseignements : Rocode, Solidarité, BP 52, 81602 Gaillac cedex, tél : 05 63 41 01 14.

■ **Ardèche : Ateliers décroissance.** Rendez-vous le 1^{er} septembre à 20 h à la maison pour tous de Tournon-sur-Rhône, pour ateliers sur les Amap, les groupements d'achat, les Sel, les échanges de pratiques décroissantes. Renseignements au 04 75 08 73 07.

SAÔNE-ET-LOIRE

Passerelle Eco

Autour du fonctionnement de la revue *Passerelle éco*, revue pratique des alternatives écologiques, depuis l'été 2005 un lieu de vie se met en place dans le Morvan. Des chantiers sont organisés, découpés en tranches d'une semaine, avec un équilibre entre le chantier et d'autres activités festives, culturelles, gastronomiques. Si vous voulez participer à une telle semaine de chantier, vous pouvez contacter *Passerelle éco*, Corcelle, 71190 La Chapelle-sous-Uchon, tél : 03 85 54 36 06.



publicité

BioZone

21^{ème} FOIRE BIOLOGIQUE
 9-10 SEPTEMBRE 2006
 MÛR DE BRETAGNE (22)

**Habitat,
 source d'énergie et de santé**

- 12 000 visiteurs
- 220 exposants
- 24 viticulteurs
- Conférences
- Animations
- Fest-Noz
- Restauration

CONTACT - 02 96 30 11 14
 SOCIÉTÉ NATIONALE

publicité

5^{ème} FÊTE DE
L'ÉCOLOGIE
 votre priorité !

23-24 SEPT. 2006 - NAMCLARS (16)
 Conf. tél : 06 85 32 99 34 - www.lesalternatives.org

CÔTE-D'OR

Passer à la pratique

Le 20 mai s'est tenue la 3^e édition du forum social local à Dijon. Un atelier a travaillé plus précisément sur la promotion d'une culture de la solidarité et a permis l'échange d'expériences sur les alternatives solidaires comme les AMAP, l'habitat collectif autogéré, les coopératives d'activités et d'emplois, le soutien au peuple palestinien par



Alternatives

la vente de produits... Des réunions mensuelles permettront de poursuivre les débats et de développer des pratiques. *Forum social Côte-d'Or, 45, rue Parmentier, 21000 Dijon.*

N O R D

Bio en fête

La ferme du Bio pays, à Borre (35 km au nord-ouest de Lille) organise dimanche 24 septembre une journée "la bio en fête" avec visite d'un élevage de porcs bio, conférences "comment je suis devenu agriculteur bio" et "eau potable, aujourd'hui et demain", visite guidée d'un chemin aux simples, stands associatifs. Renseignements : *Alain Vaillant, 77, rue des Pacavas, 59660 Merville.*

L I L L E

Jardins partagés



L'association Ajonc, Association des jardins ouverts et néanmoins clôturés (voir le numéro spécial Nord-Pas-de-Calais) organise le vendredi 1^{er} septembre à 18h30 une rencontre avec Olivier Muselec sur le thème du "jardin

secret", dans le jardin communautaire des (Re)trouvailles, rue Montesquieu. Le samedi 9 septembre, elle organise une visite en musique des friches de Fives, avec en fin de balades, un repas partagé au jardin des Maguettes, rue des Dondaines. Le dimanche 17 septembre, les Ajonc vous propose un tour des jardins communautaires à vélo (location possible si besoin). Départ à 14h30 de Ch'ti vélo, avenue Willy-Brandt. Renseignements : *Ajonc, 13, rue Montaigne, 59000 Lille, tél : 03 28 55 03 30.*

C A L V A D O S

Eco-construction

L'association Hélianthe propose des stages de familiarisation et de pratique de l'écoconstruction. Samedi 16 septembre : visite de l'éco-centre et présentation de différentes techniques de construction ou de rénovation. Samedi 7 octobre : votre projet de construction ou de rénovation écologique, étapes à suivre. Samedi 11 novembre : construire et isoler en chanvre. Samedi 9 décembre : initiation aux enduits de chaux. *Association Hélianthe, Clomesnil, 14310 Coulvain, tél : 02 31 77 96 27.*

B R E T A G N E

Eveil land art nature

Elan, Eveil land art nature, est une association qui fait la promotion du land art comme mode

Toilettes sèches



■ **Exposition.** Christophe Elain, auteur de l'excellent livre *Un petit coin pour soulager la planète*, vient de réaliser une exposition en 11 panneaux plastifiés de taille A3 qui présente l'intérêt de ces toilettes. L'exposition est disponible à prix coûtant auprès de *Eau Vivante Cassany, 47130 Port-Sainte-Marie, tél : 05 53 95 44 56* ou gratuitement par téléchargement sur www.toiletteacompost.org.

■ **En caravane.** L'association Senois propose à ceux qui organisent des rassemblements, fêtes ou festivals, de leur fournir une caravane adaptée, avec quatre toilettes et quatre urinoirs. *Association Senois, château de Verchaüs, 07220 Viviers, tél : 04 75 49 46 92.*

d'expression artistique en partenariat avec la nature. Il offre un parcours sur son site situé à Ty Itribilh, à Ploneour Lanvern, en Pays Bigouden, dans le Finistère. Plus de 100 œuvres pérennes ou éphémères sont visibles sur un parcours d'environ 1500 m. Un festival artistique se tient tous les deux ans (la prochaine fois en août 2007). *Elan, c/o Michel Morvan Ty Itribilh, 29720 Ploneour-Lanvern, tél : 02 98 87 73 13.*

F I N I S T È R E

Rendez-vous au bout de la Terre

Le Citi, Centre international du théâtre ambulant, organise une convergence des spectacles en direction de la Bretagne, pour une arrivée collective à la presqu'île de Crozon, du 21 au 24 septembre 2006. Cette convergence a pour but de permettre la rencontre entre les troupes, d'échanger les savoirs et les réseaux, de croiser les réflexions et les chantiers développés par chacun. Pour participer à la démarche, il faut prendre contact avec *le Citi, La Chaussée, 03190 Hérisson, tél : 04 70 06 24 33.*

P R O V E N C E -
C Ô T E - D ' A Z U R

Bourse intersel

A l'occasion de son dixième anniversaire, le Sel de Rognes organise les 7 et 8 octobre à Rognes (à 20 km d'Aix-en-

Les vingt ans de Télé-Millevaches



L I M O U S I N

Télé-Millevaches est née sur le plateau du même nom en 1986. Cette télévision associative produit une cassette vidéo mensuelle, distribuée à 250 exemplaires dans les mairies et les lieux culturels du plateau. Elle est depuis peu disponible également sur internet. A l'occasion de ses vingt ans, elle organise une fête à Faux-la-Montagne les 28, 29 et 30 septembre. Elle y présentera un ouvrage qui lui est consacré, à paraître aux éditions REPAS. Une émission sera enregistrée avec le public, en direct pendant ces trois jours. Un séminaire permettra la rencontre avec d'autres télévisions associatives. *Télé-Millevaches, 23340 Faux-la-Montagne, tél : 05 55 67 94 04.*

D O R D O G N E

Eco-festival

L'Eco-centre du Périgord accueille les 9 et 10 septembre le deuxième Ecofestival du Sud-Ouest, à la fois salon spécialisé dans les matériaux et procédés de construction écologiques, lieu de débats, de conférences et d'information

sur l'écologie en général, lieu de fête et d'animations, lieu de rencontre et de convivialité. Débats sur les thèmes : écoconstruction et décroissance positive, choisir l'autoconstruction, habitat et société, l'énergie dans l'habitat. Une centaine d'exposants sont attendus. *Association Pégase-Périgord, Froidefont, 24450 Saint-Pierre-de-Frugie, tél : 05 53 52 59 50.*

Fêtes, foires, salons

(le signe * indique que SIlence est présent)

- **Namur : 22* Valériane.** 1^{er}, 2 et 3 septembre, à Namur Expo. Thème de l'année : énergies, de l'excès à l'accès. 300 exposants, une quarantaine de conférences. *Bernadette Giot-Parisse, Nature & progrès Belgique, rue de Dave, 520, B-5100 Jambes, tél : 0032 81/32 30 50.*
- **Haut-Rhin : 2* Eveil des sens.** 1^{er}, 2 et 3 septembre à la Forge (Colmar, direction Munster). Des spectacles gratuits ou payants (9€ par jour) et un village des alternatives avec stands, artisanat, restauration, expos, conférences, animations... *Association Mü-Ghen, 79, rue de la Fecht, 68000 Colmar, tél : 03 86 24 15 12.*
- * **Isère : 10* Avenir au naturel.** 2 et 3 septembre à L'Albenc. Bio, artisanat, hygiène et produits d'entretien naturels, jardinage, librairie, protection de la nature et de l'environnement, éducation, défense des consommateurs, transports collectifs, énergies, mouvements sociaux et non-violents, relations Nord-Sud, tourisme nature... *Avenir au naturel, Espace nature Isère, BP 1, 38470 L'Albenc, tél : 04 76 36 50 10.*
- **Yonne : 13* marché bio de Vézelay.** 3 septembre, place Borot et alentours, 15 h : projection du film *Pesticides, non merci*, suivie d'un débat sur la bio comme alternative. *SEDARB, BP 382, 89006 Auxerre cedex, tél : 03 86 72 92 20.*
- **Rhône : 12* Nuit métisse.** 8 et 9 septembre, parc de la MJC "Le Cadran" à Vénissieux. Village associatif, artistes locaux et internationaux, exposition Hugo Pratt, danse, entrée gratuite. *Centre associatif Boris-Vian, 8 bis, rue Gaspard-Picard, 69200 Vénissieux.*
- **Loire : 9* fête la différence.** 9 septembre à Saint-Bonnet-le-Château. Thème de l'année : la décroissance soutenable, consommer plus, ce n'est pas nécessairement vivre mieux. *Collectif pour une dynamique de gauche en haut Forez, 2, avenue Paul-Doumer, 42380 Saint-Bonnet-le-Château.*
- * **Gard : 16* Terrabio.** 9 et 10 septembre sur la place de la salle des fêtes de Collias. *Nature et progrès, 23 bis, boulevard Triaire, 30000 Nîmes, tél : 04 66 64 77 18.*
- * **Hautes-alpes : 8* Génépi.** 9 et 10 septembre à Crots. Forum des médecines douces, conférences, expositions, ciné-débats, 120 exposants. *Mairie, 05200 Crots, tél : 04 92 43 13 05.*
- * **Côtes-d'Armor : 21* foire de Mur-de-Bretagne.** 9 et 10 septembre. 220 exposants. Thème de l'année : habitat, source d'énergie et de santé. Conférences sur la maison polluée, le recyclage de l'eau, la maison en paille, le scénario négawatt, l'écohabitat... *APCB, Association produire et consommer biologique, Didier Hassan, 45, le Coudray, 22800 Saint-Brandan, tél : 02 96 32 11 14.*
- * **Alsace : 3* BIObernai.** Du 15 au 17 septembre, au parking des remparts à Obernai. 150 exposants. Thème de l'année : le terroir vivant. *BIObernai, 7, rue de Sarrebourg, 67000 Strasbourg, tél : 036 81 28 20 51.*
- **Luxembourg : 18* foire écologique.** Du 15 au 17 septembre, hall d'exposition Luxembourg-Kirchberg, 160 exposants. *Éko-foire, Mouvement écologique, 6, rue Vauban, L 2663 Luxembourg, Luxembourg, tél : 00352 43 90 301.*
- **Thaon-les-Vosges : 22* fête de l'homme, la nature, l'environnement.** 16 et 17 septembre, à la Rotonde, 20 débats, films et projections. *Renseignements : tél : 03 29 39 50 99.*
- * **Isère : 10* foire bio de Mens.** 16 et 17 septembre, produits bio et écoconstruction. *Office de tourisme, rue du Breuil, 38710 Mens, tél : 04 76 34 84 25.*
- * **Creuse : 10* Colchique.** 17 septembre à l'étang de Courtille, à Guéret. Plus de 60 exposants. Conférences. Entrée gratuite. *Association Colchique, La Size, 23320 Bussière-Dunoise, tél : 05 55 81 65 13.*
- **Paris : Vivez nature.** 21 au 25 septembre, cité des sciences et de l'industrie, La Villette. *Naturally, 1, place Paul-Verlaine, 92100 Boulogne, tél : 03 86 78 19 20.*
- * **Charente : 5* fête de l'écologie.** 23 et 24 septembre à Nanclars (30 km au nord d'Angoulême). Diversité des exposants, diversité des forums : éolien, santé alimentation et environnement, politique énergétique de la Charente, fin du pétrole, objectif bio 2007... *La Sauce verte, bâtiment Ronsard, appt. 11, Ma Campagne, 16000 Angoulême, tél : 05 45 65 24 60.*
- **Bouches-du-Rhône : fête de l'environnement.** 24 septembre, au Loubatas, centre permanent d'initiation à la forêt provençale, à Peyrolles (entre Aix et Cadarache). Balades, art et nature, théâtre forum, cuisine solaire, jeux pédagogiques, spectacle dansant. Entrée libre. Dans le cadre de la semaine sans voiture, une calèche fera la navette à partir de Peyrolles ; possibilité de venir à pied ou en VTT par un sentier de découverte. *Le Loubatas, BP 16, 13860 Peyrolles-en-Provence, tél : 04 42 67 06 70.*
- * **Drôme : 8* Parfum de terre.** 24 septembre, sur le parvis du théâtre et sur les berges du Rhône, à Bourg-lès-Valence. *Parfum de terre, 20, avenue Jean-Moulin, BP 205, 26500 Bourg-lès-Valence, tél : 04 75 43 40 15.*
- **Puy-de-Dôme : 6* bio-nature en Combrailles.** 24 septembre à Saint-Gervais-d'Auvergne. Foire biologique, 40 producteurs bio. Conférence : pesticides, quels impacts sur l'environnement ? avec François Veillerette. Spectacle de Chraz. *Communauté de communes Cœur de Combrailles, tél : 04 73 85 84 58.*
- * **Loire-Atlantique : Nature en fête.** 29, 30 septembre et 1^{er} octobre, au lycée Jules-Rieffel de Saint-Herblain. 80 exposants, 30 conférences. *Humus 44, 8, allée Patis-Forestier, 44115 Haute-Goulaine, tél : 02 40 06 16 62.*
- * **Drôme / Alpes-de-Haute-Provence : 23* foire de Montfroc.** 30 septembre et 1^{er} octobre, à Montfroc, entre Sisteron et Buis-lès-Baronnies. L'une des foires les plus importantes en plein air et aussi l'une des plus conviviales. *Amis de la foire bio de Montfroc, Nadine Bonis, Le Coulet, 04200 Les Omergues, tél : 04 92 62 01 08.*
- **Haute-Garonne : 5* Alternalys.** 30 septembre et 1^{er} octobre à Fonstres. Conférences : le 29 au soir, par Tifenn et Frédéric, sur leur tour de France pour une agriculture durable. Samedi 30 : 14h30 Bruno Thouvenin : habiter à la campagne, éco-hameaux, éco-villages ; 16h30 Pierre Gevaert : alerte aux vivants et qui veulent le rester. Dimanche 1^{er} : 14h30 Silvia Pérez-Vittoria : les paysans sont de retour... Stands, ateliers, exposition, animations. *ADPSL, Association pour un développement solidaire et durable en pays de Save et Longe, 20, impasse Bruno, 31470 Saint-Lys, tél : 05 61 91 63 16.*

Alternatives



ISÈRE

Festiforum

Festiforum se tiendra à Saint-Antoine-l'Abbaye du 28 septembre au 1^{er} octobre. Sur le thème "un monde en marche", il présentera de nombreuses expériences sur la bioconstruction, les monnaies alternatives, les transports, l'agriculture biologique, la santé naturelle, l'éducation autrement, les écovillages, les solidarités. Conférences et tables-rondes porteront sur l'économie au service de l'homme, le concept d'écovillage, les échanges nord-sud, la conscience écologique, l'art et l'individu dans la société. Une scène proposera musique, danse, chants, théâtre, contes, magie. Des expositions et des stands associatifs compléteront le tout. *Les Clés, Ecosite La Clairière, 38160 Dionay, tél : 06 64 65 98 98.*

Provence en direction du Lubéron) une bourse interSel régional, au parc municipal des Garrigues, route de Lambesc. *Crocose, 4, avenue de Verdun, 13840 Rognes, tél : 04 42 50 21 91.*

HAUTES-ALPES

Les 30 ans de Chantemerle

La Filature de Chantemerle a été reprise en 1976 par des membres des coopératives de Longo Mai. Cette filature collectait la laine des éleveurs du nord de la Provence. Tout était vétuste mais bien entretenu. L'usine fonctionnait grâce à une installation hydraulique. Après quelques formations, elle redémarre en auto-gestion. La profession est alors en crise et pour éviter de fermer comme d'autres, Chantemerle met en place un réseau solidaire entre éleveurs, tondeurs, transformateurs et développe la vente directe de la laine. La filature se trouve au pied d'un domaine skiable et cela permet d'intéresser le touriste de passage aux activités de l'usine. Le développement des canons à neige provoque toutefois une concurrence qui nuit à certains moments avec les besoins de l'usine. Une rencontre est organisée du 13 au 15 octobre pour fêter les trente ans de la filature avec le 13 une présentation des artisans transformateurs dans le domaine de la laine, le 14 une visite des ateliers, la projection



de films, des expositions photos, une soirée festive, le 15, la visite d'élevages proches et des démonstrations en ateliers. *Filature de Chantemerle, 05330 Saint-Chaffrey, tél : 04 92 24 04 43.*

publicité

publicité

23^e foire aux produits biologiques de Montfroc

entre Sisteron et Buis-lès-Baronnies

30 SEPTEMBRE
1^{ER} OCTOBRE

Producteurs bios, produits transformés, plantes aromatiques et médicinales, artisans... Théâtre, musique, manège, conférences, débats.

contact : 04 92 62 01 08

publicité

Foire Bio 10^e Mens 16 & 17 septembre 2006

Grand Marché de produits Bio
La Maison Ecologique en pratique



ISÈRE

La ferme des Isles

Anne-Laure et Chad, producteurs bio, ont construit un local de vente sur leur ferme où l'on peut trouver œufs et petits fruits biologiques de leur production, mais également en dépôt une gamme de produits bio locaux : confitures, jus, miels, pain, fromage, bière. Un coin librairie propose différents ouvrages et périodiques écolos. Le lieu est ouvert le mercredi en fin d'après-midi et le samedi matin, un lieu qui fait la promotion des circuits courts, avec un projet d'AMAP autour de la ferme. On peut venir à la ferme en vélo : piste cyclable depuis Grenoble (20 km) ou

publicité

8^e foire bio Parfum de Terre

L'habitat sain
et les énergies renouvelables

DIMANCHE
24 SEPTEMBRE 2006

Bourg- Lès-Valence Drôme

contact : 04 75 43 40 15

la gare de Moirans (1 km).
La Ferme de l'Isle, 1336, route
de la Morge, 38430 Moirans,
tél : 04 76 35 01 64.

Travail pour les plus exclus

Quinze ans après sa création, le réseau Cocagne fédère aujourd'hui 80 jardins accueillant 2700 jardiniers en contrat d'insertion et 12 000 adhérents consommateurs, 450 encadrants, 1200 bénévoles. Tous les jardins sont en bio. Le réseau organise une journée nationale de réflexion avec Solid'action, vendredi 15 septembre à Pontcharra, à l'espace culturel Le Coléo, avenue J.F.-Champollion sur le thème : "Quel travail pour les plus exclus ?". Renseignements : Réseau Cocagne, 2, grande rue, 25220 Chazeule, tél : 03 81 21 21 10 ; Solid'action, 27, route des Etablissements, 38660 Saint-Hilaire-du-Touvet, tél : 04 76 97 83 64.

DRÔME

Paniers bio

Agribiodrom met en place sur le département de la Drôme un réseau de distribution de paniers bio, en lien avec les producteurs bio locaux. Chaque famille choisit son type de panier, en échange de quoi, Agribiodrom propose des paniers de valeur constante chaque semaine. Les produits de saison sont privilégiés, les pro-

publicité

ARDÈCHE

30 ans de chantiers au Viel Audon

En 1976, parce que cela semblait impossible, des amis ont commencé à restaurer un village à l'abandon dans les gorges de l'Ardèche. Après 30 ans de chantiers internationaux et des millions de pierres remontées une à une, le village a repris vie et accueille aujourd'hui, au sein d'une équipe qui fonctionne collectivement, une activité agricole, un gîte, un magasin de ventes de produits locaux, des salles de réunions pour y faire des formations, en particulier en lien avec le REPAS (Réseau des entreprises ayant une pratique alternative et solidaire). Trente ans, cela se fête et ce sera toute la journée du samedi 30 septembre avec, le matin, un forum à l'Escargot, sur la commune de Vogüé, puis, l'après-midi, une marche sur les lieux ; en soirée, différentes activités artistiques. Un appel est lancé pour participation à tous ceux et celles qui sont venus apporter leur pierre au village. La rencontre se poursuivra de manière informelle le dimanche. Association le Mat, le Viel Audon, 07120 Balazuc, tél : 04 75 37 73 80.



duits locaux de même, mais des compléments peuvent venir de la région ou du pays. Si cette formule doit permettre une plus grande variété du contenu des paniers, elle n'a pas forcément le même coût énergétique. Agribiodrom, quartier Saint-Martin, 26270 Loriol, fax : 04 75 63 86 01.

LYON

Toutes les couleurs

Toutes les couleurs est un restaurant bio, non fumeur et végétarien qui a ouvert le 1^{er} avril dernier. 12 couverts seulement, ouvert le midi du lundi au vendredi, le soir le samedi. Toutes les couleurs, 26, rue Imbert-Colomès, 69001 Lyon, tél : 04 72 00 03 95.

publicité

Nature en fête Festival d'écologie

Conférences - Stands - Ateliers - Débats - Scène ouverte ...

St Herblain au Lycée Jules Rieffel
29 - 30 septembre & 1^{er} Octobre 2006

Organisé par HUMUSM

Partenaires : PAYS DE LA LOIRE, Loire, etc.

publicité

BiObernai'06

Le Salon de l'Agriculture Bio Alsacienne
15, 16 et 17 septembre 2006

Le terroir vivant !

www.biobernai.com

8^e Foire Bio de Crots

Hauts-Alpes
Samedi 9
Dimanche 10
septembre 2006

Partenaires : PAYS DE LA LOIRE, Loire, etc.

Nouvelle course aux armes nucléaires ?

Alors que l'on essaie d'empêcher l'accès à l'arme nucléaire à de nouveaux pays, la France se lance dans la fabrication de missiles nucléaires, qui violent le Traité de non-prolifération.

Le 8 juin dernier, alors que les ministres de la Défense des pays membres se réunissaient à Bruxelles pour discuter du futur de l'OTAN, des militants de Greenpeace, venus de six pays différents ont bloqué l'entrée du siège de l'alliance militaire avec un camion surmonté d'une maquette de missile en taille réelle. Des militants ont réussi à pénétrer dans le bâtiment pour demander que soit retirés les 480 missiles de l'armée américaine encore présents sur le territoire européen (en Allemagne, Belgique, Italie, Pays-Bas, Turquie et Grande-Bretagne) comme le demande l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique. 24 militants ont été brièvement arrêtés.

La France relance la prolifération ?

Après les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, la France se lance également dans une nouvelle course aux armes nucléaires. Le Président de la République l'a rendu officiel le 19 janvier 2006 : la France "adapte" ses armes nucléaires. Il s'agit désormais de rendre possible une utilisation en premier de l'arme nucléaire, contre des puissances régionales soupçonnées de commanditer des actes terroristes, de menacer "nos alliés", ou de menacer les "intérêts vitaux" de la France, lesquels incluent désormais "nos approvisionnements énergétiques".

Pour cette raison, la France cherche à la fois à augmenter la portée et la précision de ses missiles nucléaires, comme le M51, mais aussi leur flexibilité, en leur permettant d'emporter un nombre variable de têtes nucléaires pour des frappes allant du simple "avertissement" jusqu'à l'anéantissement total.

En parallèle, un programme de réduction de la puissance des têtes nucléaires portées par ces missiles est en cours, afin de rendre celles-ci plus utilisables parce que plus "acceptables" par les opinions publiques.

S'il est déjà possible d'effectuer des dégâts "limités" équivalant à un dixième de la puissance de la bombe d'Hiroshima, les recherches actuellement conduites à Bordeaux, à l'aide du Laser Mégajoule, devraient permettre de réaliser des bombes nucléaires "à fusion pure", d'une puissance bien plus réduite encore. De quoi viser, selon Jacques Chirac, "les centres de pouvoirs et les capacités d'agir" de tel ou tel pays hostile.

Comme George Bush et Tony Blair, qui ont rendu leurs propres missiles "sous-stratégiques", Jacques Chirac adapte l'arsenal nucléaire français pour des frappes nucléaires dites "préventives" qui toucheront les populations civiles, directement et indirectement, par leurs retombées.

En violation complète du Traité de non-prolifération.

Des missiles M51 injustifiables

Sur le plan *militaire*, la France ne souffre, d'après Jacques Chirac, d'"aucune menace directe de la part d'une puissance majeure". La prévention du danger terroriste ne relève, aujourd'hui comme hier, que des services de police et de renseignement. La France est en outre déjà dotée de missiles pour transporter les têtes nucléaires, les M45, dont le remplacement apparaît encore moins nécessaire que leur conservation.

Sur le plan de la *sécurité collective*, le développement d'un nouveau missile tel que le M51, dont la justification est d'assurer à la France sa "sécurité", constitue un encouragement direct à la prolifération de l'arme nucléaire. En effet pour assurer leur "sécurité" pourquoi les autres pays ne devaient-ils pas aussi s'équiper d'armes nucléaires ou moderniser leurs arsenaux actuels?

Sur le plan *juridique*, le M51 contrevient aux dispositions des articles I et VI du Traité de non-prolifération (TNP), ratifié par la France en 1992 et qui lui

commande de désarmer son arsenal nucléaire, et non de le développer. Il n'en faut pas plus pour pousser certains États à s'affranchir de la discipline internationale.

Sur le plan de la *morale* et du *droit humanitaire*, comme l'a rappelé la Cour internationale de justice en 1996, la menace d'utilisation, ou l'utilisation elle-même de l'arme nucléaire, est illégale, notamment en raison de sa puissance qui implique des destructions massives de populations et porte atteinte à l'environnement et aux générations futures.

Sur le plan *démocratique*, les Français et leurs représentants n'ont jamais été consultés sur la création de la "force de frappe", ni sur ses développements passés, présents ou à venir, ni sur l'évolution de sa "doctrine d'emploi".

Sur le plan *social*, le programme de modernisation, dont le M51 fait partie, détourne des ressources financières et industrielles colossales, estimées à plus



de 10 milliards d'euros, qui n'iront pas à la lutte contre la pauvreté, à la création d'emplois socialement utiles, à la sauvegarde de l'environnement, "sources de prévention" des conflits dans le monde.

Une campagne pour le désarmement

Les armes nucléaires sont des armes de destruction massive uniquement dirigées contre les populations civiles. Utilisées deux fois dans l'Histoire de l'Humanité, leur prolifération accroît le danger d'un nouvel usage, volontaire ou accidentel. Pour faire face au danger de la prolifération, la communauté internationale a estimé dès 1970 qu'il n'y avait qu'une seule issue possible: leur élimination.

Cette élimination a été prévue, non à travers le recours à la guerre, mais dans le cadre d'un traité international, le Traité de

non-prolifération (TNP) signé par la totalité des États du monde sauf l'Inde, le Pakistan et Israël. La Corée du Nord s'en est retirée en 2003.

Pourtant la prolifération se poursuit et son danger a été de nouveau révélé à plusieurs reprises récemment. Pour préserver l'avenir de notre planète et des générations futures, demandons l'application immédiate du TNP, et en particulier de son article VI qui prévoit l'élimination totale des armes nucléaires sous un contrôle international strict et efficace.

Sans débat public, la France a lancé un programme ambitieux d'adaptation et de recherche pour les armes nucléaires du futur: le laser Mégajoule, un quatrième sous-marin, de nouveaux avions (Rafale), de nouvelles têtes nucléaires (TNO-Tête nucléaire océanique), et enfin de nouveaux missiles, les M51.

Une campagne d'interpellation des élus par les citoyens est lancée jusqu'à la fin de l'automne par douze associations

(1). Des cartes postales sont à envoyer à son député, à son maire, à un ami et à l'une des associations pour demander que cesse la fuite en avant dans le domaine des armes nucléaires, et en premier lieu qu'ils s'opposent à la fabrication des missiles M51. A vous d'y participer.

Francis Vergier ■

Commandes de cartes par exemple auprès de Stop Essais, 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris, 5 ex pour 5 €, 15 ex pour 10 €, 30 ex pour 15 €.

Suivre la campagne en direct : www.nonaumissileM51.org

(1) Greenpeace, Réseau Sortir du nucléaire, Mouvement de la paix, Attac, Pax Christi, Association des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire, Mouvement pour une alternative non-violente, Stop essais, Appel des cent, Association des citoyennes pour le désarmement nucléaire, association françaises des communes départements et régions pour la paix, ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté.

Paix

NORVÈGE

Retraits des capitaux des armes nucléaires

Le comité d'éthique norvégien avait rendu un rapport le 19 septembre 2005 rappelant que les armes nucléaires sont illégales car non sélectives — elles tuent indifféremment militaires et civils — ce qui est contraire au droit international. Le gouvernement Bondevick alors au pouvoir avait alors demandé aux entreprises norvégiennes de retirer leurs capitaux des entreprises liées à la production des armes nucléaires avant la fin 2005. Le nouveau gouvernement élu en octobre 2005 a confirmé la mesure et a annoncé le 6 janvier que plus de 3,3 milliards de couronnes norvégiennes ont ainsi été retirées de sept compagnies : BAE Systems, Boeing, Finmeccanica, Honeywell International, Northrop Grumman, Safran et United Technologies. Le cas de Total a été également discuté pour les violations des droits humains en Birmanie, mais bénéficie pour le moment du doute sur la poursuite de ces violations.

GRANDE-BRETAGNE

Lutte "anti-terroriste"

Excédé par les "inspections citoyennes" qui depuis des années dénoncent la présence d'armes nucléaires illégales dans les bases de l'armée britannique, le gouvernement n'a rien trouvé de mieux que d'étendre l'article 128 de la loi anticriminalité à treize bases militaires dont Faslane (où stationnent les sous-marins nucléaires), Marshwood (base relais pour les vols vers l'Irak ou l'Afghanistan), le quartier général de Northwood. La violation de propriété dans



Inspection citoyenne à Faslane en 2001.

ISRAËL



La communauté palestino-israélienne Neve Shalom/Wahat al Salam.

Le mot interdit

Uri Avnery, animateur d'un centre pacifiste en Israël, a écrit à différents journaux israéliens pour s'étonner de l'absence totale d'un mot pendant la récente campagne électorale dans le pays : alors qu'Israël est en état de guerre permanent depuis sa création en 1948, le mot "paix" n'a pratiquement jamais été prononcé par aucun des candidats ! Comme si la guerre était un phénomène constant et normal. Il y a quelques années, un appel signé par des femmes palestiniennes et israéliennes dénonçait déjà cette incapacité des hommes politiques des deux bords à envisager la paix. Envisager la paix, cela signifierait devoir justifier de ses erreurs dans la conduite de chacun des pays alors que le conflit permet de masquer cela et permet à chacun de régner sur son malheur.

Bush dégoût

■ **Soutien aux réfractaires.** Un sondage paru en mars dernier indique que 60% des militaires des Etats-Unis sont aujourd'hui contre la poursuite de l'occupation en Irak. Les mouvements contre la guerre ont organisé le 15 mai dernier, journée internationale de l'objection de conscience, une manifestation à Washington pour demander au Congrès américain d'autoriser les soldats à refuser de partir à la guerre. Une ligne téléphonique a été ouverte, animée par des avocats, pour conseiller les soldats qui veulent refuser de partir. Les campagnes antiguerre dénoncent également les scénarios actuellement étudiés pour déclencher une guerre contre l'Iran.



Manifestation de soutien des réfractaires à Chicago.

■ **200 000 morts.** Le nombre de civils irakiens morts dépasse sans doute les 200 000. L'armée US a franchi le cap des 2500 morts le 15 juin dernier. Il convient d'y ajouter ceux des autres armées (environ 500), ceux qui deviennent fous (un tiers des effectifs de l'armée US officiellement soit de l'ordre de 40 000 militaires), ceux qui sont blessés (plusieurs centaines de milliers de personnes), un pays dévasté, une guerre civile, une situation politique inextricable... Bref, c'est une "guerre de civilisation" !

ces bases coûtera désormais 7000 € et/ou un an de prison. Deux militantes pacifistes, Helen John et Silvia Boyes ont été arrêtées récemment au nom de cette loi pour avoir pénétré sur la base de Menwith Hill (Yorkshire) où se cachent les oreilles du réseau Echelon qui contrôle le trafic des télécommunications en Europe (fax, courriels, téléphones...).

SUISSE

Communication non-violente

Des groupes de communication non-violente et de médiation sont en place dans l'ensemble de la Suisse romande. Vous pouvez les contacter :

- Carouge : Laurence Reichler, tél : 022 823 00 67.
- La Chaux-de-Fonds : Claudia Lüthi, tél : 032 968 42 32.
- Délémont : Fabienne Wust, tél : 032 422 94 62.
- Genève : Emmanuelle Vidick, tél : 022 733 19 79.
- Genève : Hélène Domergue-Tappolet, tél : 079 682 91 78.
- Grand-Lancy : Anne Bourrit,

- tél : 022 300 20 15.
- Lausanne : Sylvia Keller, tél : 021 601 13 55.
- Lausanne : Yann Chappuis, tél : 078 744 10 35.
- Lausanne-Crissier : Angela Boss, tél : 021 635 18 77.
- Marsens : Emmanuelle Straub, tél : 026 915 04 52.
- Martigny : Nicolas Bagnoud, tél : 027 323 68 19.
- Montreux : Jean-Philippe Faure, tél : 021 963 34 10.
- Neuchâtel : Laurence Brusweiler, tél : 032 842 30 20.
- Nyon : Muriel Weyeneth, tél : 022 362 15 91.
- Romont : Corine Romanens-Menoud, tél : 026 917 00 36.
- Sion : Nicolas Bagnoud, tél : 027 323 68 19.
- La Tour-de-Peilz : Marie Rampazzo, tél : 021 922 15 85.
- Verlioz (Haute-Savoie) : Claire Cole, tél : 04 50 44 29 62.

Décennie pour une culture de non-violence

Des actions sont menées chaque année au début de l'automne en

Paix

faveur de la promotion d'une culture de paix et de non-violence.

■ **Lorraine : journée de la paix.** La coordination pour la décennie de promotion de la culture de la non-violence propose une journée internationale de la paix, dimanche 24 septembre à la Colline de Sion, en Meurthe-et-Moselle. Stands associatifs, forums, spectacles, mur d'expression libre... *Non-violence et paix Lorraine, L'Ebrouelle, 54290 Froville, tél : 03 83 72 88 50.*

■ **Nord-Pas-de-Calais : semaine de l'éducation à la paix.** La deuxième édition de la semaine de l'éducation à la paix organisée par l'Ifman, le Pas de côté et la maison de la nature et de l'environnement de Lille, se tiendra du 30 septembre au 7 octobre. Au programme : une journée sur l'animation à la paix dans le Calaisis, le 30 septembre ; des films dans de nombreux cinémas de la région avec des débats ;

un cyclo-tours entre Calais et Lille, une fête Festi-Paix à Lille le 7 octobre. *Ifman, MNE, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 95 91 46* ou *Le Pas de Côté, MNE,*



Une action pour la Paix à Plaisir (78).

23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 52 12 02.

■ **Lyon : animations de rue.** Le 21 septembre, de nombreuses associations se retrouvent pour la journée, rue de la République avec stands et animations : MAN, génération médiateurs, MIR,

Inspections citoyennes

Le traité de non-prolifération nucléaire indique que, d'une part, les Etats qui ne possèdent pas la bombe s'engagent à ne pas chercher à l'avoir, d'autre part, ceux qui la possèdent doivent commencer à désarmer. Or, non seulement aucun des grands n'en fait rien, mais en plus, l'AIEA n'envoie jamais ses inspecteurs chercher des armes de destruction massive dans les pays qui détiennent le droit de veto à l'ONU (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis, Russie et Chine). C'est pour pallier ce manque que, depuis quelques années, des actions d'"inspection citoyenne" ont été mises en place : des volontaires entrent dans les bases militaires pour essayer d'en savoir plus sur la présence d'armes nucléaires. A l'initiative de Greenpeace, des inspections citoyennes sont organisées en France, espérant ainsi briser le tabou au moment de l'élection présidentielle. Les 23 et 24 septembre, une inspection citoyenne aura lieu en France, à la base d'essais de Biscarosse, dans les Landes, où les missiles porteurs de bombes sont testés en mer. Lors d'une précédente action, le 15 mai 2005 à l'Ile-Longue (base de sous-marins nucléaires dans le Finistère), trois militants de Greenpeace ont été interpellés. Ce jour-là, une trentaine de petits bateaux avaient essayé de pénétrer dans la base militaire. Le 17 juillet, le tribunal de Rennes les a condamnés à deux mois de prison avec sursis et 2000 € d'amende. Pour participer à l'action, prendre contact avec *Xavier Renou, Greenpeace, 22, rue des Rasselins, 75020 Paris, tél : 01 44 64 02 02.*



Inspection citoyenne sur la base militaire de Kleine Brogel (Belgique), le 11 octobre 2004.



Du côté des Verts

■ **Genève : rencontre des Verts européens.** Les Verts ont été les premiers à reprendre à leur compte la possibilité de créer un parti européen. Ils tiendront leur deuxième congrès avec 800 délégués venant de 35 pays, du 13 au 15 octobre à Genève. En débat : quelle Europe après l'échec du traité constitutionnel ? Quelle ouverture à l'Est ? Quelle place pour la Suisse ? Quelle Europe verte peut-on proposer ? Renseignements : *Les Verts, case postale 345, CH 1211 Genève 4, tél : 022 800 38 48.*

■ **Dominique Voynet.** Après un nouveau tour d'élection et 4 % de participation en plus, c'est finalement Dominique Voynet qui sera de nouveau candidate pour les élections présidentielles. Elle devance Yves Cochet de 54 voix. Différence notable avec Cochet, ne "voulant pas faire peur", elle ne parlera pas de décroissance.

■ **Marseille : fête des Verts.** Les Verts des Bouches-du-Rhône organisent deux jours de fête les 30 septembre et 1^{er} octobre au théâtre de la Sucrière, parc Billoux. Ateliers, forums, débats, stands écolos et solidaires, restauration bio-équitable, marché paysan. *Les Verts, 88, rue Curial, 13001 Marseille, tél : 06 08 70 57 82.*

Petite phrase

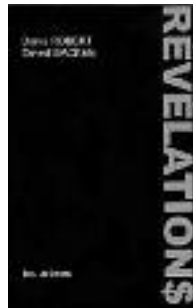
"Le monde deviendra moins inégalitaire au fur et à mesure qu'il deviendra plus sobre"
Georges Sorel.

SOS démocratie

De pire en pire dans la démocratie représentative. Comme nous le signalions dans l'éditorial du n°333, les députés ont voté le lancement d'un nouveau réacteur nucléaire alors que 8% des Français sont d'accord. Début février, ils ont adopté une loi autorisant les essais d'OGM en plein champ alors qu'un sondage réalisé pour le compte d'*Agir pour l'environnement* indique que 78% des Français sont pour un moratoire sur la question, 72% souhaitant un référendum. Concernant, le CPE, contrat première embauche, le gouvernement a fait adopter son texte... le 9 février à 2h35 du matin : 51 voix UMP pour, 23 voix PS, PC, Verts et UDF contre ! Le lendemain, Dominique de Villepin a utilisé l'article 49.3 de la Constitution pour faire passer en force son projet de loi sur l'égalité des chances... se justifiant par le fait qu'UDF et gauche feraient de l'obstruction. Le même jour, le conseil des ministres a validé le projet de loi de Sarkozy sur "l'immigration choisie" alors que le Conseil

Clearstream

La vérité peut-elle sortir ?



Dans son livre *Révélation\$,* paru aux Arènes, Denis Robert publie de très nombreux listings identiques à ceux qui agitent aujourd'hui le monde politique. Il explique que cette "banque des banques" détient des comptes numérotés permettant non seulement aux banques d'échanger entre elles, sa fonction officielle, mais également des comptes servant aux basses œuvres des ministères, des services secrets, et sous couvert de comptes bancaires, de personnes physiques, qui se servent de cette société pour y faire circuler de l'argent à destination de paradis fiscaux. Traîné plus de cinquante fois en procès pour son livre *Révélation\$,* et d'autres ouvrages plus récents, l'ancien journaliste de *Libération* Denis Robert voit peu à peu se confirmer ce qu'il avait annoncé. Dans ses aveux à la presse, le 19 mai, Jean-Louis Gergorin, marchands d'armes à EADS, confirme par exemple que l'on peut ouvrir un compte personnel anonyme à Clearstream... à condition de disposer au départ d'une somme d'au moins 20 millions de dollars. Ce que des banquiers avaient déjà plus ou moins avoué dès 2001.

Le vrai fond de l'affaire est là : si nous voulons améliorer le système démocratique, il ne s'agit pas de seulement dénoncer les comptes de quelques hommes politiques français, mais de s'interroger pour empêcher ce genre de pratiques d'exister. Y a-t-il une faible chance pour que cela se fasse ?

constitutionnel a indiqué que c'était illégal. Chaque jour nous entraîne donc vers un décalage de plus en plus grand entre les dirigeants et ceux qu'ils sont censés représenter.

Constitution européenne

■ **Non confirmé.** Un an après le référendum, un sondage réalisé pour le compte de *Libération* du 17 mai indique que 98% de ceux qui ont voté non au référendum revoteraient non, ils ne sont que

89% pour ceux qui ont voté oui. En clair, le "non" l'emporterait encore plus largement aujourd'hui. De quoi mettre fin aux envies de ceux qui veulent réorganiser un référendum.

■ Pas d'implosion.

Contrairement à ce qu'annonçaient les partisans du Oui, le refus de la Constitution n'a pas fait imploser l'Union européenne. Dans les faits, l'Europe continue à adopter des textes qui vont dans le sens libéral du projet de Constitution, faisant ainsi passer par des directives ce qu'elle n'a pu obtenir par les urnes.

Ça se passe comme ça au Sénat...

Christian Vélot fait partie des militants anti-OGM qui ont pu suivre au Sénat les "débats" sur le projet de loi réglementant les plantations transgéniques en France. Voici ce qu'il a pu observer : "Premier coup derrière les oreilles, le nombre de sièges vides : sur 331 sénateurs, seulement 49 étaient présents en ouverture de séance. Il n'en restait plus que 35 après une demi-heure ! Je me dis alors qu'il doit au moins y avoir tous ceux qui sont (ou prétendent être) concernés par le sujet, et notamment ceux censés défendre notre position. Nous avons bien cherché (c'était facile, ils étaient peu nombreux) : pas de Dominique Voynet, qui était pourtant venue le matin même faire de belles déclarations lors de la conférence de presse ! Aucune présence non plus de Jean-Luc Mélanchon, proche de José Bové, depuis la campagne contre le traité constitutionnel européen. Je l'ai d'autant plus amère qu'aux dernières sénatoriales, en 2004, j'ai fait partie, avec mon ami Raymond Leduc de la Confédération paysanne, du comité de soutien de Jean-Luc Mélanchon, candidat en Essonne. Au-delà de cet absentéisme pitoyable, reste le déroulement des "débats" : à pleurer (ou hurler, mais on ne pouvait pas) ! Un brouhaha incroyable ! Personne ou presque n'écoutait l'intervenant qui faisait (ou plutôt qui lisait) son discours. Chacun parlait dans son coin avec son voisin ou y allait de ses petites activités personnelles. J'ai dix fois moins de bruit dans un amphithéâtre de 200 étudiants d'une moyenne d'âge de 20 ans, et sans avoir besoin d'exercer la moindre autorité. L'intervenant aurait pu

s'adresser à la porte des chiottes, cela aurait eu le même effet.

Du balcon où nous étions situés, nous avions une vue plongeante sur le pupitre des sénateurs du groupe UMP. Pas un seul n'avait le projet de loi sous les yeux ! Raffarin et ses potes ont passé leur temps de présence (environ 30 minutes) à causer entre eux et à se marrer, certains tournant carrément le dos à l'intervenant. D'autres remplissaient des dossiers, regardaient leur agenda. Deux sénatrices au fond de l'hémicycle (et donc juste en dessous de nous), après avoir regardé ensemble un album photo, s'échangeaient leur pièces d'identité, sans doute pour mieux constater les dégâts provoqués au cours du temps par les crèmes à l'ADN végétal. Un autre montrait à son voisin des photos d'une maison imprimées en couleur sur du papier A4, probablement la résidence secondaire qu'il venait de s'acheter avec les 120 000 € annuels qu'il perçoit pour venir glander au Sénat ; un autre encore réorganisait ses papiers et ses billets de 20 € dans son portefeuille... Et le plus drôle (façon de parler), c'est qu'à la fin d'une intervention, et uniquement s'il s'agissait d'un intervenant de leur groupe, ils applaudissaient comme des automates. En ce qui concerne les interventions elles-mêmes, les aeries de ceux qui défendaient le texte étaient à la hauteur de leur méconnaissance du dossier. Quant à ceux qui étaient censés intervenir dans notre sens, il est clair que je ne les choisirais pas comme avocats, à moins que je ne souhaite être assuré de faire de la prison à vie : mous du genou sur le fond, monocorde et sans aucune conviction sur la forme. Eux non plus n'avaient probablement pas lu le projet de loi... à moins qu'ils n'aient tout simplement pas vraiment envie de s'y opposer. A pleurer, vous dis-je..."

Jeunes femmes vendues comme esclaves et libérées par des ONG.



INDE

Avortement et esclavage

Le nombre d'enfants par famille est en baisse rapide en Inde : si l'on compte encore en moyenne trois enfants par famille, certains Etats sont déjà passés en dessous du seuil de renouvellement comme le Kerala (1,8 enfant). Cette baisse des naissances pousse les parents à privilégier les garçons car le système des dots est très contraignant pour les filles (bien qu'interdit depuis 1961 !).

Conséquence : un recours à l'échographie et à l'avortement sélectif (interdit depuis 1994). A l'arrivée, on compte au Pendjab 120 garçons pour 100 filles.

Après près d'une vingtaine d'années de ce déséquilibre, les jeunes hommes adultes se trouvent sans compagnes. Et c'est là que les choses deviennent dramatiques : des parents pauvres vendent leurs filles au plus offrant, celles-ci devenant des esclaves sexuels de plusieurs hommes.

Des associations essaient bien de libérer ces filles, mais doivent affronter l'hostilité des villageois où ces pratiques se sont développées.

Prix Nobel

Depuis sa création en 1901, les prix Nobel ont été attribués à 770 personnes... dont seulement 34 femmes.

IRAK

Mortes de soif

Plusieurs femmes militaires américaines sont mortes de déshydratation dans leur caserne, car pour boire, il fallait aller aux toilettes et traverser des couloirs sans éclairage où elles avaient peur de se faire agresser sexuellement par les soldats masculins. L'affaire a été étouffée par la hiérarchie militaire sur ordre du lieutenant général Ricardo Sanchez, le même officier qui avait déjà caché les tortures à la prison d'Abu Ghraib. Celui-ci s'est défendu en déclarant : "Si les femmes avaient demandé à être ici, elles n'avaient qu'à prendre ce qui vient avec".

BRESIL

Journée des femmes contre les OGM

Le 8 mars dernier, plus de 2000 femmes, militantes de Via Campesina et du mouvement des sans-terre, ont mené une action de destruction d'OGM. Elles ont envahi une propriété de la société Aracruz Celulose dans l'Etat du Rio Grande do Sul et détruit en quelques minutes les pépinières d'eucalyptus et un laboratoire de recherche. Par cette spectaculaire action de désobéissance civile, elles entendaient dénoncer la prolifération des "déserts verts" d'eucalyptus transgéniques destinés à la fabrication de pâte à papier. 37 femmes ont été arrêtées et inculpées, et un mouvement international de soutien s'est mis en place.

RUSSIE

Homophobie

Crimes maffieux, crimes racistes... le quotidien en Russie. Dans ce contexte difficile, des associations gays ont essayé d'organiser une marche dans le style des Gay pride, le 27 mai dernier. Seuls une cinquantaine de manifestants étaient présents, dont la moitié venus de l'étranger, dont Pierre Serne, élu Vert à Paris. Forces de l'ordre et groupes fascistes ont attaqué le groupe qui venait de déposer une gerbe sur la tombe du soldat inconnu.

EUROPE

Inégalités masquées

Une étude publiée par Eurostat montre qu'il n'y a pas véritablement de "double journée" pour les femmes de 20 à 74 ans en Europe. En Suède, homme et femmes travaillent chaque jour 414 minutes, tout compris. Le pays où l'écart est le plus grand est l'Italie où les femmes font 23% de plus soit 85 minutes de plus. En France, les femmes font 36 minutes de plus. Mais les inégalités sont masquées : les hommes font beaucoup plus de travail salarié, les femmes de travail domestique. Ainsi, en France, les hommes ont un travail salarié qui représente 160% du temps équivalent des femmes alors qu'ils ne font que 53% de ce que font les femmes à la maison. Les hommes ont plus de mobilité que les femmes, plus de temps de loisir. La parité s'observe pour tous les pays pour le temps de sommeil et presque pour la préparation des repas et les soins personnels.

Pour sortir de la prostitution, un titre de séjour

Plusieurs associations françaises se sont associées pour lancer en juin dernier une campagne "Pour sortir de la prostitution, un titre de séjour". Ces associations (Fasti, Le nid, Ligue des droits de l'homme...) estiment que la possession de papiers pour les prostituées étrangères permettrait à nombre d'entre elles d'avoir vraiment le choix de s'arrêter. Fasti, 58, rue des Amandiers, 75020 Paris.

Ecart de taille

En un siècle, en France, les femmes ont grandi de 8 cm, passant d'une moyenne de 1,54 m à 1,62 m. Les hommes ont gagné 11 cm, passant de 1,64 m à 1,75 m. L'écart s'est donc agrandi et l'égalité physique n'est pas pour demain.

ALLEMAGNE

Echec de la loi sur la prostitution

Voulu par la coalition SPD-Vers au pouvoir en 2002, la loi légalisant la prostitution devait donner un cadre légal pour lutter contre l'exploitation des femmes et le proxénétisme. Cela a sans doute permis à l'Etat de mieux percevoir les impôts du milieu, mais, comme l'a montré la création de nombreux bordels au moment de la coupe du monde de juin dernier, cela a eu comme conséquence de provoquer une croissance importante de la prostitution. Ainsi, au moment où la loi a commencé à être discutée en 1998, le gouvernement estimait le nombre de prostituées à 200 000. Un nombre qui a officiellement plus que doublé depuis. 75% d'entre elles sont d'origine étrangère, la plupart venue par des filières de proxénétisme international.



Mahlen

Wi-fi : danger !

La wi-fi est une liaison entre appareils informatiques sans fils, utilisant pour cela des longueurs d'onde proches de celles des micro-ondes et des téléphones mobiles. Ce procédé se développe actuellement sur les campus, les aéroports... Les spécialistes des ondes électromagnétiques ont lancé un appel à la prudence à ceux qui travaillent sur un ordinateur utilisant ce procédé : il semble plus dangereux que celui permettant le fonctionnement du téléphone portable.

Vaccins

■ Autisme, asthme et diabète.

Des études portant sur un grand nombre d'enfants, faites aux Etats-Unis, montre des différences significatives pour l'autisme entre les Etats qui pratiquent des vaccinations obligatoires et ceux qui laissent les parents libres de leur choix. Ainsi, en

Illinois où les parents peuvent refuser la vaccination, on compte 38 enfants autistes pour 10 000 enfants contre 60 pour 10 000 en moyenne générale. Une autre étude montre que le taux d'autisme a été multiplié par 15 aux Etats-Unis depuis 1991... Ce qui semble accuser sérieusement l'introduction du vaccin contre l'hépatite B qui a commencé à être utilisé à cette époque. Autre indice : dans certaines communautés religieuses comme les Amish qui refusent les vaccins de tout temps, le taux d'autisme est quasiment nul. En croisant les données avec d'autres maladies, il est également apparu des corrélations fortes entre les vaccins et l'asthme, les vaccins et le diabète juvénile. (*Votre santé, février 2006*)

■ **Médecin indemnisé.** Fin 1994, Michel Gauvin, médecin pédiatre à Saint-Brieuc (Côte-d'Armor) est vacciné contre l'hépatite B dans le cadre des vaccinations obligatoires pour le corps médi-

D'abord ne pas nuire

L'utilisation de certaines techniques médicales n'est pas sans effet négatif sur la santé. C'est pour développer des alternatives à ces pratiques que la campagne internationale *D'abord ne pas nuire* a été mise en place. Elle est animée en France par le CNIID, Centre national d'information indépendante sur les déchets. Une première campagne a consisté à faire prendre conscience au milieu médical que l'usage d'instruments en PVC jetable avait des conséquences néfastes : brûlé, ce plastique dégage des dioxines, comme tous les produits chlorés. Le 20 juillet dernier, la clinique Champeau de Béziers, dirigée par Olivier Toma, a annoncé la mise en place d'une démarche de réflexion avec sa centrale d'achat, pour remplacer progressivement le petit matériel en PVC par d'autres instruments. Première demande de la clinique à ses fournisseurs : la composition exacte des plastiques utilisés, afin de pouvoir ensuite choisir en connaissance de cause. A plus long terme, le retour à la stérilisation des outils cliniques au lieu de la mono-utilisation, serait à mettre en place pour éviter une consommation inutile. Pour en savoir plus : *CNIID, 21, rue Alexandre-Dumas, 75011 Paris, tél : 01 55 78 28 60.*

cal. Très vite, il tombe malade et fait le rapprochement avec son vaccin. Souffrant d'une grave maladie des nerfs, il doit progressivement cesser son activité et se retrouve aujourd'hui invalide à 70%, alors qu'il n'a que 45 ans. Il a attaqué l'Etat devant

les tribunaux. Le 2 mars dernier, le tribunal administratif de Rennes a estimé que les preuves étaient suffisantes pour que le lien soit fait avec le vaccin et les juges ont condamné l'Etat à lui verser 525 000 € d'indemnités. (*L'Impatient, avril 2006*)

■ **Brésil : la fin du soja OGM ?** Le Brésil s'est lancé à fond dans le soja OGM depuis quelques années, et 30% du soja cultivé dans le pays est aujourd'hui transgénique. Mais les résultats se font attendre. Tout d'abord, le soja transgénique s'est révélé moins résistant aux deux années de sécheresse qui ont eu lieu en 2003 et 2004 et les rendements ont été moins bons (-13%) que le soja traditionnel. Ensuite, il a nécessité plus d'utilisation d'herbicides (doublement des quantités), d'où des frais supplémentaires. Payer plus cher les semences, payer plus d'herbicides... les agriculteurs commencent à l'avoir mauvaise et pour la campagne 2006, 30% des semences OGM n'ont pas trouvé preneur. (*L'Ecologiste, mars 2006*)

■ **Le conseil d'Etat annule des expérimentations.** Saisi par le Modef, syndicat proche des communistes, le Conseil d'Etat a annulé le 29 avril dernier deux arrêtés du ministère de l'agriculture autorisant des expérimentations en plein champ de maïs transgénique. Le conseil d'Etat a tout d'abord rappelé que la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés est soumise, en vertu de l'article L. 533-3 du code de l'environnement, à une autorisation préalable, délivrée après examen des risques pour la santé publique et pour l'environnement. Il a ensuite relevé que les demandes d'autorisation doivent, conformément aux dispositions du décret du 18 octobre 1993 et de l'arrêté du ministre de l'agriculture du 21 septembre 1994, être accompagnées d'un dossier technique comportant tous les éléments permettant d'évaluer l'impact des essais sur la santé publique et sur l'environnement, et notamment les informations concernant la localisation et l'étendue des sites de dissémination. Considérant qu'au moins la localisation n'était pas précisée, le conseil d'Etat interdit donc l'expérimentation accordée à Monsanto.

■ **Le gouvernement persiste.** Le 23 mai, le gouvernement a autorisé 17 nouvelles expérimentations d'OGM en pleins champs... Les décrets d'autorisation sont rédigés de la même façon que ceux de 2004 et 2005 qui ont été annulés par le tribunal de Clermont-Ferrand. Devant la crainte de voir les essais OGM interdits les uns après les autres, le Parlement a adopté en urgence un amendement limitant la précision de la localisation des cultures commerciales d'organismes transgéniques. Cet amendement, voté avec l'appui des députés UMP, a été proposé par Michel Charasse, sénateur socialiste du Puy-de-Dôme.

■ **Le miel soumis à étiquetage.** La direction de la répression des fraudes a confirmé aux apiculteurs qu'ils doivent vérifier si leurs miels ne contiennent pas plus de 0,9 % d'OGM. Si tel est le cas, ils doivent l'indiquer sur les étiquettes. Les analyses sont à leur charge !

La Confédération paysanne conteste que, comme pour la bio, ce soit au pollué d'assumer les frais des conséquences de la législation, et s'étonne que l'on applique cette demande au miel et non à la viande : la grande majorité des bêtes d'élevage non-bio mangent aujourd'hui du soja OGM importé.

■ **Deux mois de prison ferme.** Jean-Emile Sanchez, porte-parole de la Confédération paysanne, a été condamné à deux mois de prison ferme le 27 juin, lors du procès en appel d'Orléans. Après José Bové et René Riesel, c'est le troisième syndicaliste à être condamné à de la prison ferme. Ceci prend le contre-pied du premier procès où le tribunal, reconnaissant l'état de nécessité, avait relaxé l'ensemble des 49 faucheurs inculpés. Chaque faucheur est par ailleurs condamné à 1000 € d'amende et à deux mois de prison avec sursis. Le tribunal se prononcera le 5 décembre sur les indemnités accordées à Monsanto, qui demande 390 000 €. Les faucheurs ont décidé de se pourvoir en cassation, estimant que ce jugement est en contradiction avec le principe de précaution.



Agnès Maillard
Jean-Emile Sanchez

■ **Greenpeace réplique.** Pour protester contre le jugement d'Orléans, Greenpeace a indiqué sur internet les localisations précises des parcelles plantées cette année en OGM. Partant des indications floues du ministère de l'Agriculture, des équipes de militants ont réussi à localiser un grand nombre de parcelles. En 2005, le gouvernement a reconnu que plus des deux tiers des parcelles avaient été détruites, soit publiquement par les Faucheurs volontaires, soit clandestinement par d'autres mécontents. Début août, le tribunal a interdit à Greenpeace la publication de cette carte, après que de nombreuses parcelles aient été détruites.

■ **Semeurs volontaires.** Le dimanche 4 juin, une parcelle située à Daulx (Lot-et-Garonne) a été réensemencée en maïs normal. Elle appartenait à la firme Pioneer. Le samedi 17 juin, la même opération a eu lieu à Ouzouer-sous-Belgarde, près de Montargis (Loiret). La parcelle appartenait aussi à Pioneer. La gendarmerie a procédé à 43 interpellations, 9 ont été placés en garde à vue et interrogé pendant près de 24 h.

Influents laboratoires

Le Docteur Lisa Cosgrove, de l'Université de Boston, vient de publier une étude sur les liens entre les experts de l'Association américaine de psychiatrie et les laboratoires psychiatriques. C'est après avoir constaté que cinq des six experts travaillant dans le domaine du syndrome prémenstruel était rémunéré par un laboratoire qui vend un médicament pour diminuer ce syndrome qu'elle a commencé son enquête. Résultat : sur les 170 experts chargés de réactualiser pour 2006-2011 le manuel de diagnostic qui conseille les praticiens dans le domaine de la psychiatrie, plus de la moitié ont un lien financier avec l'industrie pharmaceutique et jusqu'à 100% pour des groupes travaillant sur les troubles de l'humeur ou sur la schizophrénie. Le monde est peut-être moins fou que les laboratoires voudraient qu'il soit ! (Viva, juin 2006)

Abus de médicaments

Chaque Français a acheté en 2005 en moyenne huit boîtes de médicament, ce qui en fait un record mondial. Un Allemand n'en a acheté que trois, un Espagnol trois, un Britannique ou un Canadien une. (Viva, janvier 2006)

Prévenir le cancer

En France, on compte chaque année 280 000 cas de cancers en plus dont 46% seront guéris. Selon la Ligue contre le cancer, au moins un quart d'entre eux peuvent être évités simplement en prenant quelques précautions : ne pas fumer, manger des fruits et légumes régulièrement, surveiller son poids, avoir des activités physiques.

Trop de radiographies

Plusieurs études françaises et britanniques montrent que le recours aux radios pour faire des diagnostics médicaux ne sont pas sans conséquence sur la santé et incitent les médecins à moins y recourir, en particulier pour les jeunes enfants : plus l'enfant est jeune, plus ses cellules sont sensibles aux radiations. 700 cancers par an sont provoqués en Grande-Bretagne par l'utilisation des rayons X.

Tabac

■ **Les enfants trinquent.** Selon une étude rendue publique fin mai, 47 % des enfants dont les parents fument à eux deux au moins dix cigarettes par jour présentent des substances cancérogènes dans leurs urines.

■ **Cafés en perte.** La fréquentation des cafés a baissé de 27 % en cinq ans. Une enquête montre deux causes : des prix excessifs et l'ambiance enfumée, rejetée par de plus en plus de personnes.



■ **Pauvreté.** Plus on est pauvre et plus augmente la dépendance à la cigarette : 60 % chez les titulaires d'un contrat-emploi-solidarité, 52 % chez les chômeurs, 37 % chez les salariés. Pour un Smicard, fumer peut représenter jusqu'à un quart du salaire !

■ **Pas de nouvelle loi.** Le 12 avril était inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale une nouvelle loi visant à interdire complètement le tabac dans les bars, restaurants, hôtels, discothèques... Le rapporteur, le député UMP Yves Bur, a rappelé que le taux de pollution dans une discothèque peut atteindre mille fois celui que l'on observe dans un embouteillage. La nouvelle loi visait notamment à protéger le personnel salarié qui est le plus exposé. Le syndicat de l'hôtellerie avait donné son accord pour cette loi. Un sondage indiquait que 56% des Français étaient d'accord... Mais le gouvernement a retiré le projet de loi de l'ordre du jour. Les industriels du tabac ont gagné.

En avant marche !

Une étude menée par une université de Floride concernant la prévention des maladies cardiovascu-

laires montre que les personnes qui marchent plus d'une demi-heure par jour ont une espérance de vie de trois ans supplémentaires. (60 millions de consommateurs, février 2006)

Asthme et chlore

Une étude réalisée en Belgique sur 341 enfants dont 41 avaient été des "bébés nageurs" montre qu'à dix ans, les bébés qui ont été longtemps en piscine présentent deux fois plus de bronchites chroniques et d'asthmes que les autres. En cause : le chlore mis dans les piscines. D'autres études, en Grande-Bretagne et en Suède avaient déjà montré des dommages des poumons pour les maîtres nageurs. Les poumons étant en plein développement jusqu'à 6-7 ans, il est recommandé d'éviter les piscines chlorées avant cet âge pour les enfants... après c'est un peu moins dangereux.

Rions un peu plus !

Les études sur le sujet montrent que l'on rit de moins en moins : nous rions environ vingt fois moins qu'il y a un siècle. Et pourtant, le rire est un puissant facteur de santé, un anti-stress efficace et permet une importante détente dans tout le corps. Le rire ne coûtant rien, il n'est pas remboursé par la sécurité sociale. Il devrait néanmoins être compris dans un programme de décroissance.



Obésité

Le développement de l'obésité (près de 50 % des habitants des Etats-Unis, 20 % en Grande-Bretagne, 10 % en France... 1 % au Mali) commence à poser des problèmes sociaux un peu partout : sièges trop étroits dans les transports publics, appareils médicaux insuffisants (les scanners n'acceptent que les personnes de moins de 150 kg et de moins de 135 cm de tour de taille), impossibilité pour les personnels soignants de déplacer les personnes... Une maladie qui est pourtant facile à prévenir avec une bonne alimentation (légumes frais et fruits à volonté) et un peu d'exercice physique (marcher, faire du vélo). Si dans les pays du Sud, ce sont les pauvres les plus maigres, dans le Nord, c'est le contraire. Ainsi, en France, 16 % des ouvrières sont en surpoids contre 4 % des femmes cadres. Le taux monte à 19 % chez les RMIistes. Explication : pour manger des fruits et légumes, il vaut mieux être riche : leur prix moyen a augmenté de 120 % au cours des vingt dernières années contre seulement 20 à 30 % pour les sucres et les graisses. Les plus pauvres mangent de plus en plus déséquilibré.





Limites des microfinances

Si officiellement, les prêts par microfinances ont permis au cours des quatre dernières années de financer 2378 activités et de créer 12 408 emplois, un bilan montre que les microfinances ont de sérieuses limites : les institutions mutualistes qui prêtent ont un fonctionnement qui glisse de plus en plus vers celui du milieu

bancaire classique ; les projets financés relèvent de plus en plus de celui des petites et moyennes entreprises ; les projets les plus modestes retournent de plus en plus vers le système des tontines, mode de mise en commun des économies très développé en Afrique. Enfin, les femmes, au départ les premières bénéficiaires de ce nouveau mode d'aides, y sont de moins en moins représentées car elles butent sur le manque de formation, encore plus marqué chez les femmes que chez les hommes. Il semble donc qu'avant de prêter de l'argent, l'éducation soit plus importante. (Aminata Ndiaye, *Les Pénélopes*, mars 2006)

Quand la France provoque les conflits

Lors de la conférence de la francophonie au Québec qui s'est tenue à la mi-mai, un orateur a donné l'information suivante : la moitié des Casques bleus de l'ONU déployés dans le monde le sont dans un pays francophone (à commencer par la Côte d'Ivoire, le Burundi, Haïti). Comme quoi, à défaut de contrôler la situation, la France arrive au moins à semer le trouble.

RWANDA

Un procès en France ?

Le 29 mai, la cour d'appel de Paris a validé les plaintes de six rescapés rwandais qui accusent des soldats français d'avoir participé aux massacres lors du génocide de 1994. Le parquet, qui avait contesté la validité de ces plaintes déposées en février dernier, a de nouveau fait appel pour vice de procédure. Un nouveau jugement devrait avoir lieu le 3 juillet. Si le procès est ouvert, l'armée française devra

Quand le Sud finance le Nord

En 2005, des études menées par des ONG britanniques ont estimé que les aides "au développement" du Nord vers le Sud se sont montées à 75 milliards de dollars... mais le remboursement des dettes a fait passer 400 milliards du Sud vers le Nord. Une étude région par région, montre que le flux va du Sud au Nord absolument partout : même l'Afrique subsaharienne, la région la plus pauvre du monde, aide à financer le Nord : pour 1 dollar d'aide du Nord, elle a versé 25 centimes sous forme d'intérêts, 30 centimes sous forme de sorties de capitaux et 51 centimes sous forme de détérioration des termes de l'échange (chiffre de la Cnuced) soit 1,06 dollar !

Le scandale ne s'arrête pas là si l'on regarde à quoi servent les 75 milliards d'aide : seuls 39% vont réellement sur le terrain, le reste est ce que l'on appelle de l'"aide fantôme" : 2% servent aux réfugiés dans les pays du Nord, 1% aux frais administratifs du Nord décomptés au Sud, 20% à l'assistance technique (consultants, expertises... venant d'institutions ou d'associations du Nord), 14% sont des allègements de dette, 13% sont pris par le système financier lors des transactions, 7% vont à des activités sans lien avec la pauvreté (aide au commerce par exemple... pour acheter des produits du Nord !), 4% sont de l'aide liée, c'est-à-dire avec l'obligation de dépenser pour des biens ou service au Nord.

Bilan 2005 : 29 milliards d'aides réelles... pour 400 milliards de récupérés par le Nord. L'aide au développement est hautement rentable ! (pour le Nord bien sûr !). (*Action Aid*, repris dans *Imagine* janvier 2006)

justifier de son engagement au sein de l'opération Turquoise, de nombreux observateurs estimant que la France a participé aux massacres par ce biais.

Commerce équitable

■ **Refus d'Artisans du monde.** La Fédération Artisans du Monde a indiqué le 5 mai qu'elle ne signerait pas l'appel à la modification de l'article 60 de la loi du 2 août

2005, qui définit le commerce équitable comme exclusivement Nord-Sud. Elle estime en effet que cette loi vaut mieux que rien. La question du commerce équitable local €

le thème de l'année retenu pour l'assemblée générale d'Artisans du monde. Cette décision n'est donc pas forcée... définitive.

■ **Équitable sur toute la filière ?**

Au départ, la question du commerce équitable n'a abordé que la question de la rémunération du producteur. Le réseau Minga a déjà posé clairement la question du vendeur final en fédérant près d'une centaine de boutiques indépendantes et en dénonçant l'exploitation des employés dans les grandes surfaces, estimant incompatible de vendre de l'équitable dans ces conditions. Mais qu'en est-il entre les deux ? Comment se font les collectes, le transport, la distribution ? Tayeb Belbouab, l'un des fondateurs des magasins bio *Les nouveaux Robinson* a relancé l'idée d'un regroupement des importateurs pour essayer de mettre en place un contrepoids dans le domaine des transports. Avec le *Douanier vert* il propose pour le moment un regroupement des démarches douanières. Pour le moment, le poids de cette structure est encore insuffisant pour influencer le secteur, mais il espère pouvoir y parvenir un jour. *Le douanier Vert, 42, avenue de Flandre, 75019 Paris, tél : 08 73 17 42 26.*



Démantèlement des navires

Actuellement, environ 700 navires finissent leur carrière chaque année. Une bonne partie d'entre eux sont vendus aux chantiers d'Alang en Inde, en Chine ou au Bangladesh, où dans des conditions de travail ignobles, ils sont démontés pour être recyclés. Mais tous ne finissent pas ainsi : il y a encore de nombreux naufrages de fin de carrière qui ont l'avantage de ne pas coûter cher, de permettre éventuellement de toucher une prime d'assurance ou même d'ensevelir un dernier chargement de déchets toxiques.

Le nombre de bateaux à recycler étant en forte hausse avec l'interdiction des pétroliers à coque simple d'ici 2008, de nouveaux chantiers de démolition pourraient voir le jour... mais probablement dans les pays du Sud où le coût, comme en Inde, est jusqu'à dix fois moindre qu'ici.

La convention de Bâle interdit l'exportation des déchets toxiques, ce qui a permis, avec succès, à Greenpeace de demander le traitement du *Clemenceau*, avec son amiante, en Europe. La plupart des navires qui sont envoyés à la casse actuellement contiennent de l'amiante et ne devraient donc pas être autorisés à être exportés vers des pays qui ne sont pas équipés pour traiter cette matière. Mais pour le moment, le désamiantage préventif reste l'exception.

Les maladies que l'amiante provoquera dans les pays du Sud n'apparaîtra pas dans nos résultats économiques.

Chantiers d'Alang en Inde.

Faut-il diminuer l'empreinte ethnique ?

Comment en est-on arrivé à avoir une vision négative de l'immigration ?

L'Ancêtre décida un beau matin trop sec d'il y a moins deux millions d'années de quitter sa savane en contraction et prit le risque de la migration. 50 000 générations plus tard, dans le déjà vieux monde, au rythme des croissances et des récessions, les états-nations s'ouvrent ou se ferment aux hommes, *Homo migrans* est devenu suspect. Les politiques se prennent à leur propre piège du discours sécuritaire, et l'opinion est éduquée à une vision négative de l'immigration.... Où est le malentendu, alors que l'immigration est "positive" pour le pays d'accueil, économiquement, culturellement, démographiquement ?

Une immigration positive économiquement

Depuis la seconde guerre mondiale, les immigrants ont construit 90 % des autoroutes et un logement sur deux. Aujourd'hui encore, croissance ou non, les migrants par leur consommation, leur travail, augmentent le PIB du pays.

"*Mais le chômage ?*". Les pays européens qui souffrent le moins du chômage sont ceux où l'immigration est la plus forte (Espagne : moins de 1 % d'immigration, taux de chômage supérieur à 20 % ; Suisse : 17 % d'immigrés dans la population, 5 % de chômeurs ; France : 5 % d'immigrés et 12 % de chômeurs).

"*Les étrangers, ça fait baisser les salaires*". L'immigrant "historique", même faiblement qualifié, ou déqualifié de fait, a vocation à être rémunéré au SMIC. S'il y a des rémunérations plus basses, c'est bien certaines entreprises qui contournent la loi... Rappelons-nous les grèves récentes de travailleurs étrangers des chantiers navals, embauchés dans des conditions déplorables. Certes l'étranger cherche souvent "à ne pas faire de vagues" dans l'ambiance difficile créée par les lois successives sur l'immigration, d'où la nécessité d'une vigilance accrue pour débusquer les trafiquants internationaux du

marché du travail. A un autre extrême, la circulation des cadres à haut revenus résulte d'accords internes aux multinationales, et la concurrence sur l'emploi est mondiale. Là où le cadre français est effectivement perdant, c'est dans sa très faible propension à s'expatrier (seulement 3 % de Français vivent à l'étranger, un des plus faibles taux européens). Effectivement, si l'on veut gagner à ce jeu de la mondialisation économique, il faut se jeter à l'étranger... prendre le risque d'une migration...

"*Oui mais, pour les cadres moyens ? Nos PME bien françaises ?*" On a assisté ces dernières années à un afflux important d'informaticiens étrangers car nos entreprises ne parvenaient plus à recruter

vailleurs versus la délocalisation de ses entreprises ? La multinationale sera toujours gagnante, mais *quid* de la France ?

"*Et toutes ces familles qui viennent rejoindre le premier arrivé ? Ces avantages sociaux gaspillés ?*" Hier nous "importions" pour notre bon plaisir économique des travailleurs non qualifiés célibataires dans des foyers-ghettos... certains d'entre eux sont rejoints aujourd'hui par leurs familles. D'autres n'ont plus d'autre vrai foyer que la Sonacotra, et pourtant toujours étrangers chez nous... Quoi de plus humain qu'un "regroupement familial" ? les USA, qui n'ont pas, au lendemain de la crise économique des années 1970, instauré de politiques de contrôle de l'immigration, restent la première puissance mondiale. Cependant, négligeant les mesures sociales, ils ont installé un tiers-monde au sein même de leur nation. Avec les conséquences que l'on sait, marginalisation, recours à la délinquance. Pour concilier les impératifs économiques de l'Europe et la paix sociale, et en dehors même de toute considération morale, une couverture sociale de qualité doit être assurée à tout résident quelle que soit son origine. Qui plus est, la régularisation des



DR
File d'attente pour la régularisation des sans-papiers.

localement dans ce secteur. Aujourd'hui, situation critique à l'hôpital. Que se passerait-il sans médecins et infirmières étrangers, avec les déjà très faibles effectifs dans ce secteur? "Emplois qualifiés : la France manque d'étrangers" dans la santé, l'hôtellerie, le textile, osa un jour, à total contre-courant, titrer *Le Monde*. A moins de délocalisations majeures de nos entreprises ? Faire migrer nos usines dans un paradis du travail est-il plus propre socialement ? Quelles sont les conséquences économiques à long terme sur le pays d'accueil de l'immigration de tra-

"sans-papiers" serait positive en termes de recettes fiscales et de cotisations sociales, nous dit le rapport 2003 du Conseil économique et social.

Une immigration positive culturellement

Evident besoin de diversité, d'échanges, de confrontations dans la création culturelle. Echange inégal de l'intégration, ou réciproque de la transculturation ? Mais "*tous les voyous sont arabes*". Oui, la

proportion de délinquants d'origine étrangère est forte. Mais les mineurs d'origine étrangère cumulent les désavantages socio-économiques. Ne retenir que le critère ethnique quand on parle de criminalité est une erreur, qui ferait "recaler" n'importe quel étudiant en statistique, par l'oubli de la recherche de "facteurs de confusion". Est-ce qu'on vole parce qu'on est étranger, ou bien parce qu'on est mis à l'écart du logement, de l'emploi, de la couverture maladie, de l'accès aux loisirs et à la culture, bref, parce qu'on est marginalisé, précarisé, isolé dans sa banlieue ?

Une immigration positive démographiquement

Aujourd'hui 20 % des personnes nées en France ont au moins un parent ou un grand-parent qui est arrivé comme immigrant. Un cinquième de la croissance annuelle de la population est due à l'immigration. L'immigration rajeunit la pyramide des âges. C'est aussi simple que ça :

les migrants sont jeunes. Tiens, au fait, qui cotise pour nos retraites ? Et quelle sera l'évolution de cette proportion d'actifs d'origine étrangère dans ces cotisations, demain ? Là aussi une étude documentée devrait être diffusée. Mais qui attend encore cette information positive sur l'immigration ?

Journée ordinaire auprès de migrants. Madame B., Béninoise, rédige son mémoire de DEA sur la "probabilité de ruine" dans le secteur de l'assurance. Et est enseignante de mathématiques en région parisienne. C'est vrai, on pourrait manquer aussi d'enseignants. Monsieur F. est Polonais et lit la *Théorie du Chaos* en attendant son tour. Les enfants C. du Mali rejoignent leur papa et sont dans la tête de leur classe. Mademoiselle H., 18 ans, lycéenne, Colombienne, en France depuis sa naissance, est radieuse : " Elle est arrivée ! — Mais qui ça ?, demande l'Européen interloqué — ma nationalité !" (française). Les valeurs de justice et d'universalité, loin des cloisonnements des économismes et des intégrismes, attirent encore... Ne nourrissons pas les idées xénophobes par des chiffres provocants



Immigrés marocains à El Ejido, Espagne.

dont le seul but est de faire de l'audience médiatico-politicienne... La stigmatisation des migrants en boucs émissaires d'une crise économique sont des stratégies économiquement et culturellement suicidaires pour une nation.

Eric Ledru ■

Ancien expatrié, médecin de santé publique.



Société

19 % de chômage !

Si l'on en croit le gouvernement, le chômage n'arrête plus de baisser. Dans son livre, *Chômage, des secrets bien gardés*, Fabienne Brutus, salariée à l'ANPE, explique comment on procède pour faire baisser le chômage : les chiffres rendus publics sont ceux de la seule catégorie 1...

alors que l'ANPE en compte 8, que l'on ne compte ni les RMIstes (1,2 millions), ni les plus de 57 ans, dispensés de recherche, ni ceux qui abandonnent, ni les jeunes non-inscrits parce que n'ayant droit à rien... En totalisant l'ensemble de ceux qui cherchent un travail, elle arrive au total de 19% de la population active, soit près du double des chiffres officiels.

Déboulonneurs

■ **Paris : nouvelles interpellations.** Le 23 juin, pour la huitième action des Déboulonneurs, dix militants ont été brièvement interpellés après des barbouillages sur des panneaux des Champs-Élysées. Ils ont été emmenés par la police sous les applaudissements d'une centaine de personnes.

■ **Montpellier : condamnations.** Jean-François Lenoir et Geoffroy Maguet ont été condamnés le 4 juillet à 200 € d'amende avec sursis pour avoir, à visage découvert, recouvert de peinture un panneau publicitaire le 25 février 2006. Cinq volontaires ont fait des démarches pour être inculpés également, mais en vain. Le collectif des Déboulonneurs a remercié le tribunal de lui permettre de bénéficier d'une telle tribune. Contact : deboulonneurs34@no-log.org.

■ **Cherbourg : condamnations.** Après la manifestation de Pâques, six militants ont été arrêtés pour avoir détérioré des panneaux publicitaires. Ils ont été condamnés fin juin globalement à 900 € à verser au Trésor public. On peut les soutenir en envoyant un chèque à : *Scalp-Reflex, 21 ter rue Voltaire 75011 Paris.*

Du pain et des jeux

Pendant que les gens sont scotchés à leur téléviseur pour suivre les évolutions d'un petit ballon rond, le gouvernement en profite pour faire passer tout ce qui coince :

- enquête publique pour la relance du nucléaire (15 juin)
- loi sur l'enfouissement des déchets radioactifs (15 juin)
- loi sur l'expulsion des sans-papiers et l'immigration choisie (19 juin), etc.

Prisons Une incarcération ordinaire

Loïc Le Floch-Prigent, ancien PDG d'Elf, qui a fait quatorze mois de prison, a publié le livre *Incarcération ordinaire* dans lequel il dresse un bilan de ses observations sur la vie en prison. Pour lui, "la prison est une école de délinquance et de paresse", "ceux qui y entrent en ressortent

Farley Matchett

En 1993, Farley Matchett a été condamné à mort aux États-Unis pour avoir tué une autre personne. Il ne le nie pas, mais évoque la légitime défense. Son avocat nommé d'office ne l'a jamais évoquée. Une campagne internationale de lettres a été lancée pour demander à ce qu'il soit jugé équitablement avec un avocat connaissant le dossier : la date de son exécution a été fixée au 12 septembre. Contact : François Geoffroy, 81, avenue de l'Hôtel-de-Ville, 77340 Pontault-Comb, geoffroyfmo@yahoo.fr, 01 64 40 67 04.

souvent pire qu'ils y sont entrés", "la prison punit, mais n'amende pas", "la société a le sentiment que mettre des gens en prison est une solution pour se protéger, elle se trompe", "il faut distinguer les atteintes aux personnes et aux biens. Il faut des peines alternatives pour les responsables de ces dernières, pour qu'ils réparent ce qui a été fait et soient réinsérés", "pour l'immense majorité des détenus, je ne parle pas des 10% de criminels, la prison est tout simplement inutile".



Changement climatique

■ **Faune et flore en évolution.** Les comparaisons entre les paysages d'aujourd'hui et d'il y a un siècle montrent que les espèces végétales se déplacent vers le nord ou montent en altitude. En Europe, le déplacement en un siècle va de 50 à 120 km vers le nord selon les espèces... Or la température n'a pour le moment augmenté en moyenne que de moins de 1°. Les prévisions pour le siècle à venir étant supérieures, il n'est pas sûr que les végétaux puissent se déplacer assez vite, même si l'augmentation du taux de CO₂ dans l'air est plutôt appréciée par la végétation, permettant une augmentation de la photosynthèse de 10 à 20%. On s'attend à un déplacement de l'ordre de 180 km vers le nord ou de 150 m en altitude. Autre crainte : la modification des périodes de chaud et de froid, des périodes de pluie et de sécheresse. Des étés plus chauds et plus secs pourraient être fatals à certaines espèces végétales, notamment dans le sud de l'Europe. Tout le centre de l'Espagne est menacé de désertification.

Du côté des insectes, des invasions de criquets ont été constatées depuis deux étés dans le sud-est de la France et des moustiques porteurs de paludisme ont franchi la Méditerranée et ont été retrouvés en Camargue.

■ **Océans acides.** En absorbant de plus en plus de gaz carbonique, les océans nous rendent un fier service : ils limitent ainsi son augmentation dans l'atmosphère et le changement climatique qui lui est lié.

Concrètement, les océans absorberaient environ un tiers de nos émissions. Un programme de recherche européen s'est penché pour la première fois sur ce phénomène et en conclut que l'augmentation de CO₂ dans l'eau de mer ne se fait pas de manière neutre : l'eau a tendance à s'acidifier et l'eau de mer serait déjà de 0,3 à 0,5 point de pH en moins (sur une échelle qui va de 0 acide à 14 basique). Cela pourrait avoir comme conséquence de rendre plus difficile l'utilisation du calcaire pour élaborer les coquillages ou les carapaces des crustacés, les coraux... avec un risque majeur de déséquilibre des chaînes alimentaires. (*Politis, 8 juin 2006*)

■ **La France ne tient pas ses engagements, les autres non plus.** Alors que la France affiche officiellement son intention de diminuer de 80 % ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050, ce qui signifie concrètement une baisse de 3 % par an, sur le terrain, la hausse régulière de la consommation d'énergie ne peut que provoquer une importante hausse des gaz à effet de serre. D'ici 2012, EDF prévoit la mise en service de 3100 MW de centrales à énergie fossile, Gaz de France,

1430 MW, SNET 2000 MW, Powéo 2800 MW et Suez 840 MW, soit un total de près de 10 000 MW. Même si, pendant le même temps, 2000 MW de centrales au charbon disparaîtront, et malgré les perfectionnements, le résultat sera bien une hausse.

Actuellement, aucun pays au monde n'arrive à faire baisser ses émissions dans le domaine de l'énergie. Même l'Espagne, qui développe rapidement les renouvelables, dépasse de 40 % ses émissions de 1990, alors que celles-ci ne devaient pas augmenter de plus de 16 %, selon le protocole de Kyoto. (*Le Monde, 4 juillet 2006*)

Incinérateurs et effet de serre

On savait déjà que les incinérateurs ne sont qu'une piètre solution pour les déchets : ils ne les détruisent pas mais les transforment en déchets gazeux, solides et liquides, libérant au passage de dangereuses molécules comme les dioxines.

Les Amis de la Terre britanniques se sont, eux, posé la question de l'intérêt que peut représenter

un incinérateur comme "valorisation énergétique" en le comparant avec une centrale au gaz classique. Les incinérateurs brûlant des déchets forcément hétérogènes, ils ont un rendement moindre et dégagent donc, à production électrique constante, plus de gaz à effet de serre : environ un tiers de plus, un écart qui va grandissant avec le temps.

Il est fort probable qu'en France, les résultats soient encore pires, car la valorisation énergétique est moins mise en avant dans l'installation des incinérateurs.

Pollution européenne

La commission européenne a chiffré ce que nous coûte en terme d'espérance de vie l'exposition à une pollution de plus en plus généralisée : en moyenne 9 mois de moins... mais avec de gros écarts entre certaines zones très industrialisées comme le Bénélux et l'Italie du Nord ou avec des installations obsolètes comme chez les nouveaux pays membres où la perte dépasse 3 ans. L'une des pollutions montantes provient des particules provenant de l'usage accru du diesel dans les véhicules. (*Imagine, septembre 2005*)

Erika, AZF, jugement clément



Pour protester contre la pollution due à l'Erika et la destruction d'une partie de Toulouse par AZF – ces deux compagnies appartenant à Total –, des militants bretons et toulousains se sont retrouvés les 11 et 12 décembre 2001 à la résidence de Thierry Desmarest, PDG de Total, à Montigny-la-Resle, dans l'Yonne. Ils ont été poursuivis en justice pour violation de domicile, vol aggravé et dégradations graves. Neuf d'entre eux sont passés devant le tribunal le 30 mars dernier. Comment sont-ils entrés chez Thierry Desmarest ? "Par la porte". Ils ont admis avoir badigeonné "Erika" et "AZF" sur les murs avec du pétrole rapporté des côtes bretonnes : "On nous a bien tagué 450 km de côtes". Autre dégradation : les fenêtres et les volets ont été démontés.

Le juge : "Vous ne les avez pas remis en partant ?" Un accusé : "Non, mais ils ne l'ont pas fait à Toulouse non plus". Et le vol ? Une douzaine de bouteilles, vidées sur place... avec les gendarmes. Le juge : "A qui appartenaient les bouteilles ?". Un avocat : "On n'a pas retrouvé les factures". Ensuite, les accusés ont fait remarquer qu'ils assureraient leur responsabilité devant la loi, alors que Total essaie toujours de tergiverser sur les deux dossiers mis en cause. Le tribunal correctionnel d'Auxerre a requalifié l'action militante en simples contraventions, qui entrent donc dans le cadre de l'amnistie présidentielle de 2002. En vertu de quoi les militants ont été relaxés.

Reach revient au Parlement

Après une première adoption le 17 novembre 2005 au Parlement européen, une adoption en conseil des ministres le 13 décembre 2005, le texte final réglant le contrôle des substances chimiques commercialisées doit repasser une deuxième fois devant le Parlement à l'automne 2006. L'enjeu porte sur le nombre de substances soumises à contrôle. Le texte initial proposait des contrôles en fonction de la quantité qui est commercialisée et l'on devrait ainsi passer de 2900 molécules étudiées à environ 30 000. Mais la pression des lobbies chimiques a fait baisser ce nombre autour de 3000, c'est-à-dire sensiblement au niveau actuel ! Actuellement 103 000 molécules sont commercialisées, on est donc loin de contrôler quoi que ce soit.

Greenpeace a publié début mai un rapport sur les conséquences de ces molécules disséminées dans la nature, notre environnement, notre alimentation. Les analyses montrent qu'elles sont souvent stockées dans le corps et qu'elles ont des conséquences sur notre métabolisme. Ces pollutions chimiques sont suspectées d'avoir déjà provoqué une baisse de 50% du nombre de spermatozoïdes actifs depuis 1960, tandis que les cancers des testicules se multiplient.

Greenpeace, avec de nombreuses autres associations, demande aux députés européens de ne pas céder aux lobbies de l'industrie et de revenir au premier texte.



Déchets

■ **Allemagne : vers la consigne obligatoire.** A l'exception du vin et des canettes de bière, si le commerçant n'en vend pas, tout commerçant qui vend des boissons en Allemagne doit accepter de rembourser toutes les formes de bouteilles de verre (eau, soda, bière) au prix unique de 0,25 €. Ceci évite pour une bonne part que des bouteilles se perdent dans la nature, tout en permettant des économies d'énergie et de matière, car la réutilisation est plus économe que le recyclage.

■ **Routes : une bombe à retardement ?** Selon l'ADEME, agence du ministère de l'écologie, en 2003, environ deux milliards de tonnes de mâchefer provenant d'incinérateurs d'ordures ménagères ont été utilisées pour la réalisation de routes. Ce mâchefer, qui concentre les métaux lourds et autres produits toxiques, représente une source évidente de pollution à retardement de l'eau de ruissellement, puis des eaux de surface et des eaux souterraines. Les routes sont ainsi devenues les premières décharges de France... et risquent de devenir une des premières sources de pollution, non seulement à cause de ce qui roule dessus, mais aussi pour ce qui coule dessous.

■ **Piles : un coût exorbitant.** L'incinération des déchets coûte actuellement environ 78 € la tonne, l'enfouissement autour

de 70 € la tonne. Le Ministère de l'écologie a communiqué mi-mai le prix actuel du recyclage des piles : de l'ordre de 1000 € par tonne. La tentation est donc grande pour les industriels de ne pas récupérer les piles et de les laisser partir en décharge ou en incinérateur. Mais dans un cas comme dans l'autre, cela devient une importante source de pollution. Aujourd'hui, environ 25 % des piles sont récupérées, et il est peu probable que l'on dépasse un jour les 50 %, car elles sont petites et faciles à jeter n'importe où. Le plus raisonnable reste donc de les supprimer en les remplaçant, au choix, par du solaire, du mécanique ou un branchement sur le secteur, selon les usages.

BESANÇON Œufs à la dioxine

Des analyses réalisées début juin sur des œufs provenant de trois élevages familiaux situés à proximité de l'incinérateur de Besançon indiquent une contamination à la dioxine : jusqu'à 43 pg par kilo alors que la limite européenne est de 3 pg par kilo et que des analyses faites ailleurs donnent une moyenne de 0,3 pg. Le gouvernement envisage d'éventuellement pouvoir émettre l'hypothèse que peut-être il y aurait un problème avec l'incinérateur. Mais ce n'est pas très sûr.

Lyon-Turin

■ **Petits arrangements.** Dans son livre *Ma Cavale*, Cesare Battisti écrit : "Quelques jours après, le plus important quotidien italien publiait une demi-page sur le marché passé avec la France pour obtenir mon extradition, ou tout au moins ce qu'on en savait. Selon le rédacteur, en échange d'un avis favorable de la cour, l'Italie signait l'accord pour la ligne Lyon-Turin, promettait une participation à l'achat d'Airbus, et un oui au nouveau Traité constitutionnel européen".

C'est sans doute cela la démocratie.

■ **Bouchons au-delà ?**

Le raisonnement des pro-tunnels qui argumentent — comme, en France, les Verts ou la FNAUT — pour transmettre le fret de la route sur le rail, se heurte vite à un problème majeur : si l'on ne combat pas l'idée même du franchissement des Alpes par les marchandises, construire le Lyon-Turin ne fait que déplacer le problème : une fois que les marchandises auront



Opposants au Lyon-Turin en Italie.

pris le train sur ce tronçon, les camions envahiraient les routes en amont et en aval. On peut bien sûr imaginer un fret rail depuis les Pouilles, au sud de l'Italie, jusqu'à Rungis, aux portes de Paris, mais alors le coût déjà exorbitant des travaux devient un obstacle infranchissable. La solution est donc bien dans une "décroissance" du fret et non dans la gestion de son "développement durable".

■ **Décroissance du fret ?** Si l'on se place dans la recherche d'une alternative crédible, c'est-à-dire une diminution du fret qui franchit les Alpes, il faut élargir le débat : taxation des poids-lourds, augmentation du prix du fuel, importants droits de franchissement des tunnels... mais aussi, incitation à la relocalisation de l'économie, notamment en expliquant aux consommateurs qu'il faut mieux aider les paysans d'ici en consommant leur production que d'acheter des produits hors-saison qui viennent de loin. Le WWF avait fait une étude montrant que des fraises venant d'Espagne pour aller en Suisse, coûtaient en pétrole dix fois plus que des fraises produites localement. Le calcul est sans doute du même ordre de grandeur pour le raisin italien consommé en Bretagne.

Transports

■ **Honte pour la SNCF !** Essayer de trouver des horaires de train pour joindre deux villes de deux régions françaises éloignées est quasiment impossible sur le site internet *sncf.com* : tout de suite, on vous propose avec une multitudes de publicités, des billets d'avion. Il existe une heureuse alternative : *www.sbb.ch/fr* le site des chemins de fer suisse qui vous donne la réponse instantanément en français. Merci la Suisse !

■ **Sud-Est : doubler l'A7 ?** 76 000 voitures par jour, 15 000 poids lourds, c'est la fréquentation moyenne de l'autoroute A7 entre Lyon et Avignon. L'autoroute est de plus en plus souvent saturée, notamment pendant les départs et retours de vacances, et ceci malgré l'ouverture de la nouvelle ligne TGV qui semble avoir surtout provoqué de nouveaux besoins de mobilité. ASF, propriétaire de l'autoroute, propose de créer deux voies de plus de chaque côté, qui seraient réservées aux poids lourds (soit au total 10 voies contre 6 actuellement). Le 18 mai, le conseil régional de la région Rhône-Alpes (PS+Verts+PC) s'est exprimé contre ce projet, préférant privilégier un renforcement des voies ferrées, notamment pour les poids lourds. Un projet de ligne de fret rapide entre la frontière espagnole et la région parisienne est à l'étude depuis des années. Rien n'est envisagé pour diminuer la mobilité des personnes et des marchandises.

■ **Bateaux de plaisance.** Selon la capitainerie de Nice, la moyenne d'utilisation des bateaux de plaisance est de 5 à 6 jours par an. Or on compte 750 000 bateaux de ce type qui nécessitent autant de place



pour stationner. La création de parking pour ce loisir détruit consciencieusement la côte, et ceci de manière totalement inutile. Si nécessaire, mieux vaut louer un bateau que l'acheter. (*La Décroissance*, juin 2006)

■ **Pays basque : besoins de nouvelles voies ?** Réseau ferré de France estime que l'augmentation du trafic à la frontière entre Bayonne et l'Espagne nécessite la création de nouvelles voies et publie pour cela des projections pour le moins étonnantes. Les militants de la revue *Ortzadar* ont pris leurs calepottes pour diviser les tonnages envisagés par le nombre de trains prévus. Résultat : 27 tonnes par train, soit moins qu'un poids lourd ! Ils rappellent que certaines locomotives peuvent tirer jusqu'à 1600 tonnes de marchandises et qu'en conséquence, une simple modernisation des lignes existantes serait largement suffisante. (*Ortzadar*, mai 2006)



Eolien

■ **Gigantisme.** La plus grande centrale éolienne offshore est actuellement en construction en mer Baltique. A l'initiative d'un groupement bancaire, elle devrait alimenter en électricité aussi bien le nord de l'Allemagne, que le Danemark et la Suède. Prévue initialement pour 3000 MW de puissance, elle pourrait être étendue par la suite. La plus grande centrale éolienne terrestre est actuellement en construction au Labrador, au Canada. Financée par des compagnies électriques canadiennes, elle aura une puissance de 1000 MW. Nous sommes

là à des niveaux de concentration de l'énergie équivalents aux centrales nucléaires ou thermiques... mais sans la pollution.

■ **Capitalisme.** Wall Street a bien compris où était l'avenir : au printemps 2005, les financiers new-yorkais ont organisé un colloque dont le titre était "les renouvelables : là est la croissance !". Gros succès dans le milieu des investisseurs ! L'alternative de petite dimension semble bien perdue face à un monde industriel qui emploie déjà une centaine de milliers de personnes.

Energies



MILLAU

Nouvelles perspectives hydrauliques

La microhydraulique est aujourd'hui quasiment bloquée du fait des difficultés que posent les questions d'environnement : nécessité de laisser un débit suffisant pour que la rivière ne s'asphyxie pas, ne pas bloquer les migrations des poissons... Deux entreprises FMF et MJ2 Technologie ont travaillé à la mise au point d'une turbine à très basse chute, une installation qui fonctionne avec une chute d'eau de faible hauteur (à partir de 1,80 m). Les pales tournent suffisamment lentement (37 tours minutes contre 1000 dans les centrales classiques) pour que les poissons puissent les éviter. une première installation de ce genre est actuellement installée à Millau (Aveyron), au moulin de Troucy sur le Tarn. Elle devrait fonctionner à la fin de l'année. L'installation doit produire environ 1 GWh par an soit de quoi alimenter environ 200 foyers. Si le procédé se révèle aussi bon qu'annoncé, les entreprises ont déjà recensé plus de 300 sites potentiels pour en installer, totalisant une centaine de mégawatts de puissance. Globalement, de très nombreuses petites communes rurales pourraient ainsi devenir indépendantes en production électrique.

AMIENS

Colloque national éolien

Du 16 au 18 novembre se tiendra à Amiens le 5e colloque national éolien organisé par l'Ademe. 25 exposants (constructeurs, bureaux d'études, porteurs de projets), conférences à destination des professionnels les 16 et 17, journée grand public le 18. Ademe, *Brigitte Bouhours*, fax : 01 46 38 37 19.

SAVOIE

Maison des énergies

La Maison des énergies de Chambéry propose des conférences débats tout au long de l'année, les jeudis à 20h30. 28 septembre : l'utilisation des plantes aquatiques pour le traitement des eaux usées. 12 octobre : construire écologique, quels matériaux choisir ? 26 octobre : L'éco-conception, la réduction de l'empreinte écologique des bâtiments. 9 novembre : le commerce équitable. 23 novembre : protection des espaces et espèces menacées. Le 21 décembre : le jardin autrement... *Asder, maison de l'énergie, 562, avenue du Grand-Ariétaz, BP 99499, 73094 Chambéry cedex 9, tél : 04 79 85 88 50.*

En guerre contre les veilles

En France, les veilles électriques consomment déjà 10% de notre électricité pour rien, soit la production de quatre réacteurs nucléaires. C'est encore pire en Californie et le gouvernement y a fait voter une loi fin juin qui oblige les vendeurs à indiquer sur l'étiquette combien la veille coûte annuellement à l'utilisateur. Le gouvernement britannique veut aller plus loin : il a indiqué le 21 juillet dernier son intention d'interdire les veilles sur les appareils électriques.

Climatisation solaire Un progrès ?

La peur du réchauffement climatique ouvre un marché colossal pour les fabricants de climatiseurs. Alors que les climatiseurs classiques extraient de la chaleur d'une maison pour la rejeter à l'extérieur en produisant eux-mêmes de la chaleur, créant un cercle vicieux parfaitement intéressant sur le plan économique, quelques fabricants comme Tecsol en France lance des climatiseurs solaires. Le soleil chauffe un mélange liquide qui se sépare en chauffant et se recompose en se refroidissant provoquant alors du froid. Si c'est sans doute plus vertueux, ne faut-il pas plutôt prévoir des logements

Etiquette énergie

A compter du 1^{er} juillet 2006, les vendeurs de biens immobiliers doivent maintenant fournir un "diagnostic de performance énergétique du bâtiment" qui présente la quantité d'énergie estimée pour une utilisation standardisée du logement ou du bâtiment ainsi que sa classification en fonction de valeurs de référence. Cette obligation s'appliquera également aux bailleurs de biens à partir du 1^{er} juillet 2007. Ceci devrait grandement favoriser les maisons économes et pénaliser le chauffage électrique.



La Californie mise sur le solaire

Le gouvernement californien a adopté en décembre 2005 un plan de développement de l'énergie photoélectrique qui prévoit des aides financières pour aider au passage au solaire sur les toits des maisons particulières, des collectivités ou des entreprises. Ce plan prévoit la mise en place de 3000 MW de photopiles d'ici 2017. L'Etat californien y consacrera 3,2 milliards de dollars. L'idée est d'ainsi aider l'industrie à se développer localement et de baisser les coûts. L'Etat espère avoir de quoi produire ensuite 500 MW de plus par an.

Maison solaire à Sacramento (Californie)



Nucléaire et effet de serre

Les Amis de la Terre britanniques ont publié une étude montrant, de manière simple, que la contribution du nucléaire aux émissions de gaz à effet de serre va croissant. En effet, pour extraire l'uranium nécessaire aux réacteurs, il faut aller le chercher de plus en plus profondément, et sous une forme de plus en plus diluée... ce qui nécessite de plus en plus d'outils et de transports, qui fonctionnent avec du pétrole.

Le nucléaire contribue directement au réchauffement climatique en rejetant les deux tiers de l'énergie produite dans le réac-



Deux tiers de la chaleur rejetés.

teur sous forme de chaleur. Après 2003, une nouvelle fois cet été, en France, EDF a été autorisée à dépasser les températures limites des rejets d'eau chaude (30 °C), contribuant ainsi à renforcer les périodes de canicules. En Espagne, le gouvernement a pris la décision inverse en obligeant l'arrêt de la centrale de Santa Maria de Garona, qui rejette ses eaux dans l'Ebre, trop chaud en juillet.

NIGER

La polémique se poursuit

Alors que le gouvernement nigérien a mis en place une commission pour étudier si tout se passe bien au niveau des mines d'uranium d'Arlit, plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Arlit (zone très peu peuplée) pour dénoncer les méthodes de cette commission qui ne s'appuie que sur les documents fournis par Areva, l'exploitant des mines. Les associations locales réclament une "enquête sérieuse et indépendante".



Mines d'uranium à Arlit (Niger).

Tchernobyl

■ **Finlande : consommation interdite.** Des analyses récentes en Finlande montrent que certaines espèces de champignons

EPR

■ **Passage en force.** Le gouvernement a choisi de passer en force. L'enquête publique pour la construction du réacteur EPR à Flamanville (Manche) a été lancée le 15 juin, jour d'ouverture de la coupe du monde de football, pour se terminer le 31 juillet, pendant les vacances. Le périmètre concerné par l'enquête est de 10 km autour de la centrale... comme s'il s'agissait d'une question purement locale. Différentes actions ont été lancées par les opposants pour dénoncer cette mascarade. *Agir pour l'environnement* a lancé une campagne de lettres aux élus pour demander comment on pouvait considérer que relancer le nucléaire après plus de vingt ans sans chantier (démarrage du dernier chantier à Civaux, près de Poitiers en 1982) ne devait pas faire l'objet d'une consultation de l'ensemble de la population (selon les sondages, seuls 8% des Français sont pour la construction d'un nouveau réacteur). *Le Réseau Sortir du nucléaire* a lancé des demandes de rendez-vous avec des centaines d'élus pour leur remettre un argumentaire rappelant notamment que l'EPR est une technique obsolète ne tenant pas compte des risques terroristes, qu'il est plus intelligent d'utiliser la même somme pour les énergies renouvelables, avec plus d'emplois et d'énergie à la clé.



Manifestation "Tous à Cherbourg" en 2006.

■ **Un courant alternatif pour le Grand Ouest.** Le Réseau Sortir du nucléaire a commandé une étude à la coopérative "Les 7 vents du Cotentin" sur le thème : avec la même somme d'argent que celle prévue pour l'EPR, que peut-on faire dans le domaine des économies d'énergie et des énergies renouvelables. Le résultat est remarquable : la maîtrise de l'énergie permettrait d'économiser 7,27 TWh, les renouvelables permettant d'en produire 15,33 soit un total de 22,6 contre 13 pour l'EPR. En termes d'emplois, c'est encore plus spectaculaire : des agences locales pour les conseils aux particuliers, aux communes, aux entreprises permettraient de créer plus de 400 emplois, la maîtrise de l'énergie 60, les renouvelables environ 10 400, il faudrait encore y rajouter le domaine de la recherche soit au total près de 11 000 emplois contre moins de 600 pour l'EPR. En conclusion : presque deux fois plus d'énergie et douze fois plus d'emplois ! On se demande pourquoi on n'adopte pas de plan tout de suite. Un petit document de synthèse de cette étude (16 pages) est disponible contre 2,5 € l'exemplaire (10 € les 10). L'étude complète (114 pages) est disponible contre 12 € auprès de *Réseau Sortir du nucléaire*, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04, tél : 04 78 28 29 22.

et de poissons sont toujours fortement contaminées en césium 137 et sont interdites à la consommation. C'est en particulier le cas de brochets et de perches, des poissons carnivores présents dans les lacs, qui peuvent avoir des chairs contenant plusieurs milliers de becquerels au kilo (alors que la limite autorisée au niveau européen est de 600 bq/kg).

■ **Cancers de la thyroïde.** Alors qu'en France, les autorités continuent à nier le lien entre la hausse des cancers de la thyroïde et le nuage de Tchernobyl, une étude de grande ampleur menée entre 1998 et 2000 sur plus

de 13 000 personnes vivant dans la zone la plus contaminée de l'Ukraine conclut à une multiplication par quatre du nombre de cancers de la thyroïde imputables à l'accident. Cette enquête, menée par des médecins de l'Université de Columbia (New York), a été rendue publique le 5 juillet dans le *Journal Cancer Institute*.

■ **Manipulation à l'Académie des sciences.** En 2003, alors que les plaintes des malades de la thyroïde se multipliaient, l'Académie des sciences a publié une "mise au point historique" sur Tchernobyl, qui concluait qu'en France, les retombées

Iter

■ **Le préfet au tribunal ?** Le 2 mai 2006, le Réseau Sortir du nucléaire a déposé un référé auprès du tribunal administratif de Marseille pour faire constater la non-sincérité du débat public sur le projet Iter et obtenir qu'il soit recommencé. Le Réseau accuse la commission de débat public ne pas avoir rendu publics les accords internationaux concernant Iter... Alors que ceux-ci n'ont pour le moment pas été ratifiés par la France. Comme pour l'EPR à Flamanville – où une attaque terroriste par avion est taboue – le contenu des accords internationaux n'est pas rendu public. Comment pourrait-on en débattre ? Interrogé le 5 mai sur France3 Méditerranée, le préfet répond : "Si on avait fait le débat avant [la décision de construire], la France n'aurait pas pu poser sa candidature pour obtenir Iter, selon toute vraisemblance on aurait cherché un pays un peu moins compliqué que le nôtre, qui aurait dit oui ou non tout de suite". Un peu moins démocratique ?

■ **Qui paie ?** Après des années de dispute au niveau mondial, la France a été choisie pour construire Iter... mais elle a pour cela fait de nombreuses concessions comme par exemple de prendre en charge la différence budgétaire si l'un des partenaires venait à se désister. Or, alors que le projet n'est pas encore bouclé au niveau international, les Etats-Unis annoncent déjà leur réticence à poursuivre leur engagement, préférant mener leurs propres recherches. Après avoir épongé les 6 milliards d'euros de Superphénix, notre fierté nucléaire risque de nous coûter cher une nouvelle fois. Et rappelez-vous quel processus démocratique a conduit à un tel engagement ?

Déclin officiel du nucléaire

Comme il faut entre 10 et 12 ans pour mettre en service un réacteur nucléaire, on sait déjà combien seront mis en route d'ici 2015. Selon l'AIEA, agence de l'ONU, pro-nucléaire, nous avons actuellement 441 réacteurs en fonctionnement dans le monde. D'ici 2015, 41 nouveaux réacteurs devraient voir le jour (dont la moitié en Chine) alors que 80 réacteurs seront arrêtés. Soit une baisse prévisible de quatre réacteurs par an.

Pour l'Europe, fin 2003, la Finlande décidait de construire un prototype EPR, premier chantier depuis 1982 en Europe. En 2007, la France annonce vouloir lancer la construction d'un autre EPR à Flamanville. Depuis 2003, huit réacteurs ont été définitivement arrêtés en Europe :

- Grande-Bretagne : les 4 réacteurs Chapelcross (4x50 MW) en juin 2004,
 - Lituanie : le réacteur Ignalina (1185 MW) en décembre 2004,
 - Allemagne : le réacteur Obrigheim (340 MW) en mai 2005,
 - Suède : le réacteur Barsebäck-2 (600 MW) en mai 2005,
 - Espagne : le réacteur Jose Cabrera-1 (142 MW) en avril 2006.
- Avec 2500 MW de nucléaire en moins, l'Europe ne semble pourtant pas manquer d'électricité.

ont été trop faibles pour nécessiter un suivi. L'Académie a alors contesté les documents publiés par la CRII-Rad. Cette publication, signée de trois académiciens, dédouanait le professeur Pellerin. Les écoutes téléphoniques mises en place dans le cadre de l'enquête ayant conduit à la mise en exa-

men du Pr Pellerin ont permis d'entendre celui-ci raconter qu'il était l'auteur de l'article, les académiciens s'étant contentés de le signer ! Une belle manipulation rendue publique le 12 juillet dernier.

BRETAGNE

Brennilis démantelé ?

Brennilis est un petit réacteur expérimental situé au centre de la Bretagne et arrêté depuis de longues années. Tout a été démonté sauf le bâtiment réacteur qui devait rester au repos une cinquantaine d'années.



Pierre Pellerin.

Prétextant une baisse de la radioactivité suffisante, un décret paru en février 2006 autorise le démantèlement de ce cœur entre 2007 et 2010. Problème : les chiffres de radioactivité annoncés par les autorités ne correspondent pas du tout à ceux des analyses effectuées par la CRII-Rad. Le Réseau Sortir du nucléaire a attaqué le décret en justice pour obtenir une expertise complémentaire.

NOGENT

Quelle transparence ?

Selon l'Autorité de sûreté nucléaire, la centrale de Nogent-sur-Seine, près de Paris, n'a connu que quatre incidents au cours de l'année 2005. La section de la CGT de la centrale a donné une conférence de presse le 22 février dernier, listant les incidents qui ont réellement eu lieu : elle en dénombre 135 dont 27 significatifs, c'est-à-dire qui aurait pu avoir des conséquences d'ordre nucléaire. L'information n'a été reprise que par deux petits médias locaux. La grande presse a ignoré l'information. Cela peut s'expliquer comme le rappelle le comité Stop-Nogent. En 1986, quelques jours après l'accident, le *Tageszeitung* publie les mesures de radioactivité dans le Rhin au niveau de l'Alsace. Un journaliste de ce quotidien demande alors à Jean-Marcel Bouguereau, rédacteur en chef de *Libération* pourquoi il n'en parle

pas. Réponse : "Nous participons au consensus de la France sur le nucléaire" (publié dans *Que Choisir* d'avril 1987). Comité Stop-Nogent, 81, rue du Temple, 75003 Paris.

BURE

■ **Bure zone libre.** Bure zone libre est une association qui gère une maison sur la commune de Bure pour s'en servir de vitrine à la résistance au projet d'enfouissement des déchets radioactifs et pour promouvoir une autre politique de l'énergie. Le site s'enrichit progressivement d'installation en fonction des dons qu'elle perçoit. Vous pouvez aider aux prochains investissements en faisant un don à *Bure zone libre*, 2, rue de l'Eglise, 55290 Bure, tél : 03 29 45 41 77.

■ **Ces villages que l'on enterre.** L'ANDRA a annoncé récemment qu'elle prospectait sur vingt-cinq communes et 200 km² pour élargir le futur site d'enfouissement des déchets. Le 31 juillet, après un somptueux festival, un millier de personnes se sont retrouvées devant l'entrée du site où 25 cercueils ont été posés pour symboliser la mort des vingt-cinq communes. Six personnes ont été interpellées pour avoir mis le feu à des bottes de paille posées devant la grille d'entrée et avoir tenté une intrusion sur le site. Elles ont été jugées en comparution immédiate. Le 1er août, elles ont été condamnées à de la prison avec sursis... et interdiction de revenir sur le site pendant deux ans.

Annonces

Entraide

- 38 ans, éducatrice spécialisée de formation, je m'installe dans le Gers (Vic Fezensac) en septembre. Je voudrais y travailler "autrement" : association, Scop... partager un projet commun fondé sur une réflexion autour d'"un mieux vivre ensemble". Les pistes et domaines sont nombreux. Je suis aussi intéressée par toute info sur les associations existantes (culturelles, trocs, Amap...). Merci de me répondre. *Isa Lamotte*, 63, rue de la Concorde, 31000 Toulouse, tél : 06 20 84 25 46, isasel@voila.fr.
- J'invite toute personne (et éventuellement famille) à venir passer quelques jours dans une belle maison du pays basque en échange de son aide pour poser un capteur solaire et de ses compétences en plomberie. Tél : 05 59 93 40 15.
- Cherche famille ou personnes possédant assez grande ferme, bio ou biody-

- namique, animaux, plantes médicinales, etc., qui auraient la possibilité de partager une partie de leur ferme avec une autre famille. Projet d'accueil d'enfants à la ferme. Peut aider aux travaux de la ferme. Association financière à étudier. Préférence pour les régions du midi. *Michel Béziers*, La Charbonnière-de-Bas, 50210 Montpinchon, tél : 02 33 47 73 34.
- Retraîtée, 67 ans, souhaite découvrir notre belle France. Quelle retraite ayant les mêmes goûts (et une voiture !) serait partante pour partager tous les frais et partir à la découverte des gens et des petits villages ? *N. Félice*, tél : 04 78 22 00 89, à bientôt.
- Je suis Béatrice, 45 ans. Merci à toutes les personnes qui ont si gentiment répondu à l'annonce passée au printemps, sûre que je passerai les voir dans le temps. Je cherche maintenant une personne qui souhaite m'accompagner sur les routes, les chemins de ran-

- donnée, à pied en France. Départ à définir et accueil à la maison pour discuter du projet. Afin d'entrer dans une démarche plus profonde de partage, je propose un colocation de maison à la campagne en Charente à 10 mn de Barbezieux, à personnes seules. A disposition chambre + sdb + toilettes sèches à finir + cuisine + salle de vie + jardin + prêt de vélos. 200 € par mois + bois de chauffage. *Béatrice Séguinot*, Charde, 16300 Guimps. *Je n'ai pas de téléphone.*
- Réf. 338.02. Notre famille, deux adultes et trois enfants, se croyait écolo avec ses ampoules économes basse-consommation. Puis nous avons découvert Silence et les objecteurs de croissance. Que de chemin il nous reste à parcourir ! Nous avançons lentement, certes, mais sereinement. Pour nous aider, nous conseillez, nous encouragez, nous cherchons à correspondre avec des ami-e-s lecteurs de Silence. Ecrire à

- le-mail-a-nous@yahoo.fr* ou à la revue qui transmettra.
- **Pyrénées-Atlantiques.** Nous cherchons des personnes pour développer un lieu autour d'un moulin à pain et de l'éducation à l'environnement. *Moulin d'Orcuin*, route d'Aydiüs, 64490 Bedous, tél : 05 59 34 74 91.
- Urgent, femme 51 ans, au tournant de sa vie, seule avec petite tournante, cherche pour quelques mois petit logement en campagne, Midi-Pyrénées ou Languedoc-Roussillon. En échange de sa participation à l'entretien et à la vie du lieu. Merci d'appeler au 06 18 25 58 74.
- Réf. 338.04. Mon mari est charpentier, en entreprise individuelle depuis huit mois. Il voulait travailler 35 h en chantier sur quatre jours + un jour pour l'administratif. Sensible à la décroissance, il envisageait des semaines libres. Or il a accepté des chantiers lointains et ceux-ci prennent



Annonces

du retard. Conséquence : cinq jours sur chantier et l'administratif le week-end et le soir. Nous grappillons en bataillant des bribes de week-end en famille. Pour 2006, le programme de travail est saturé. Que faire pour avoir une vie de couple et de famille tout en assumant ses engagements ? Pour 2007, il a prévu de refuser les chantiers lointains. Je cherche d'autres conseils et expériences similaires ayant trouvé une solution. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ **Mulhouse.** Dans l'objectif de créer une AMAP, je cherche à réunir un groupement de consommateurs qui souhaitent faire vivre une ferme et recevoir un panier hebdomadaire de fruits et légumes bio. Si ce projet vous intéresse, merci de contacter Olivier au 06 19 87 06 20 ou olivier662000@yahoo.fr.

■ **Lucile, 23 ans,** dans une réflexion et une démarche autour de l'écologie, de la simplicité et de la vie en communauté, aimerait rencontrer des lecteurs de Silence pour échanger et partager. Je vis en Normandie. *Tél : 06 64 32 18 63, lucilefourtier@yahoo.fr.*

■ Propose gîte et couvert en échange aménagement (nature) d'un jardin (1500 m² pentus) à Millau (15 km du Larzac, 100 km de Montpellier). *Tél : 05 65 60 71 18.*

■ **Rhône.** A l'image de la SCI Terres fertiles, qui s'est créée en Ile-de-France pour acquérir des terres maraîchères afin de protéger des agriculteurs bios de la spéculation immobilière, nous cherchons à créer une SCI similaire dans le département du Rhône, en lien avec l'association Terres de liens basée dans la Drôme (www.terredeliens.info). Si vous êtes intéressé, prendre contact avec beabella@no-log.org, *tél : 06 29 78 03 60.*

■ Parents d'une petite fille de 6 mois, nous nous posons — déjà — bien des questions sur sa scolarité future. Sans "rêver" de parvenir à mettre en place une école différente près de chez nous, nous aimerions partager nos interrogations avec d'autres et créer un petit réseau local de réflexion. Nous pourrions ainsi faire le point sur ce qui va et ce qui ne va pas dans les écoles de nos enfants, et nous refiler les bonnes réponses que nous avons trouvées aux différentes situations, nos astuces pour améliorer l'existant, et l'existence ! Nous sommes dans le nord de la Loire. Contact : kangourousse@no-log.org ou 04 77 63 00 65. Bonne rentrée !

Vivre ensemble

■ Femme avec enfant, enseignante, cherche à intégrer un lieu de vie collectif (capital disponible) ou à en créer un avec des personnes intéressées, région sud Ardèche. Dans l'immédiat cherche colocataire(s) dans cette même région. *Tél : 06 33 08 15 82.*

■ Tailleuse de pierre fraîchement diplômée, avec expérience de l'éco-construction, cherche à participer à la construction d'un éco-village ou éco-hameau. Je souhaite vivre dans ce village et partager un projet collectif commun (à définir), plutôt dans le Sud-Est de la France (mais ouverte à d'autres possibilités), *Virginie, vsreporter@yahoo.fr.*

■ Petit mec, 40 ans, seul, convivial et participant, souhaite intégrer projet collectif, tous styles. Cherche à mettre en place un élevage de lapins fermiers. Etudie d'autres projets. Ambiance chaleureuse et collective souhaitée.

Thierry, tél : 05 65 99 86 72 ou 04 66 82 21 47.

Rencontres

■ Homme, 48 ans, esprit 99% bio et sauvegarde de la nature, affectueux, vit à la campagne, cherche jeune femme, même esprit pour envisager projet famille et autre. *Tél : 05 56 23 90 04 ou 06 74 47 25 28.*

■ **Réf. 338.01.** Bientôt 59 ans, une retraite qui se profile... des projets, des rêves... mais pas envie de la faire seule ! Envie de partager plein de choses, les émotions, le rire, de réfléchir aussi, de discuter, de voyager...

Sociable, esprit curieux, intéressée par les idées de *Silence*, engagée dans l'économie solidaire, passionnée de musique, de théâtre et d'art, plutôt campagne que ville, aimant bricoler, jardiner... pas compliquée, mais exigeante, j'aimerais rencontrer un homme libre, menant une vie simple, sincère, sentimental, profond mais pas intello, pour faire la nique à la solitude et partir à deux sur les chemins du bonheur (j'y crois encore !). Humour chaudement recommandé ! *Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ **Réf. 338.03.** Timide, naïf, sincère, utopiste, amoureux de tout, suis-je mal foutu ou me suis-je trompé en tout ? Car, à être entier, on se retrouve seul. Je cherche une jolie fleur d'à peine 30 ans pour partager une vie d'amour, de musique, de décroissance et de kermesse. Si tu t'es reconnue, alors écris-moi. J'habite dans le nord-ouest du Nord (59). Accroc du téléphone portable, de la TV, de la bagnole et autres gadgets aliénant la vie, merci de s'abstenir. Vite. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

Recherche

■ Couple avec un enfant cherche terrain ou bâti à restaurer en Drôme ou sud Hautes-Alpes, avec une source pour un projet de vie autonome (énergie renouvelable, potager, esprit décroissance...). Nous sommes également ouverts aux projets collectifs et accueillons toutes les propositions. Contactez-nous : 06 88 84 01 54 ou 04 42 32 32 32.

■ Cherche adresses de vétérinaires homéopathes ou pratiquant d'autres médecines douces sur la région Rhône-Alpes. Merci aux lecteurs de *Silence* de me les communiquer à l'adresse suivante : *Catherine Fedy, Lebiez, 42520 Saint-Pierre-de-Bœuf.*

■ JH, 36 ans, Aix-en-Provence, cherche contact avec personne engagée dans l'étude de l'Agenda de Mère. *pascal.sauget@laposte.net, tél : 06 67 03 20 29.*

■ Berger-chevrier avec troupeau, marié, six enfants, cherche hameau ou village à l'abandon, avec 50 à 500 ha de terrain, même en friche ou avec travaux, pour création élevage bio avec production-vente de produits fermiers. Matériels et outils de ferme et d'élevage, prêts et dons d'argent et de véhicule de tourisme bienvenus, car nous avons de petits revenus. *Serge Bedessen, Le bourg, rue des Trois-Portails, 12170 Durenque, tél : 05 65 78 48 69.*

Emploi

■ **Hautes-Alpes.** A Réallon, village en bordure du parc des Ecrins, le berger arrête son activité dans trois ans. Plateau sauvage et fort médiéval sont menacés par l'arrivée imminente d'une route forestière, appel d'air pour 4x4 et

quads, sauf si le pâturage des moutons perdure sur ce beau site (1500 m d'altitude). Si repreneur intéressé, contacter l'association *Patrimoine en Réallonais*, *tél : 06 61 22 50 32.*

■ Théâtre en l'air, compagnie de recherche théâtrale en milieu rural, cherche deux actrices pour travail intensif au sein d'un groupe (training, reprise de création, diffusion, projets de sensibilisation théâtrale pour lycéens), logé et nourri sur place, 43 cachets de 90 € net pour période de septembre à juin. Etre entièrement disponible, goût pour la vie collective. *Théâtre en l'air, 9 bis, rue de la Place, 60480 Abbeville-Saint-Lucien, tél : 03 44 79 17 12.*

■ Terre et humanisme cherche son (sa) futur(e) directeur(trice). Vous aurez en charge l'encadrement d'une équipe de salariés de six personnes, la responsabilité générale des activités menées par l'association, notamment son centre de formation et d'expérimentations en agroécologie au Siège de Terre et Humanisme en Ardèche, et le suivi des programmes de solidarité internationale. Vous avez une expérience de management réussie dans un cadre associatif ou d'entreprise, vous adhérez aux valeurs de Terre et Humanisme, la problématique du monde rural et agricole ne vous est pas étrangère. Bon(ne) communicateur(trice), excellente capacité à décider, vous aiderez à dynamiser et à rendre visibles les actions engagées par l'association. Poste à plein temps. Envoyer votre candidature en double exemplaire à terrehumanisme.dir@voila.fr et pierreerabhi@yahoo.fr.

Logement

■ **Vosges.** Dans hameau francomtois (70600 Frettes), vendons maison avec eau et électricité, en cours de restauration avec matériaux écologiques (laine de mouton, fil blindé, chaux). Possibilité 150 m² habitable+atelier, cave voûtée, 800 m² de jardin arboré + 200 m² cour, 60 km Dijon et Besançon, 27 000 €, *tél : 06 62 03 80 51.*

■ **Lot-et-Garonne.** 20 km d'Agen, au milieu des collines verdoyantes, couvertes de vignes et de fruitiers, proche d'un petit village, sur un coteau plein sud, je vends une grotte avec deux souterrains, vestiges archéologiques. La direction des affaires culturelles accepte son aménagement. L'accès est possible en voiture. Prix : 6000 €. Au même endroit, vends dans un terrain boisé un puits creusé dans la roche, un vieux lavoir, réalisation à creuser dans la roche. Prix : 8000 €. *Tél : 05 53 87 02 91 ou 06 81 27 32 40.*

■ **Nîmes.** Echange ou loue appartement de 3 chambres, près du centre-ville en toutes saisons. *Patrick, tél : 06 50 06 50 88 ou patdugard@free.fr.*

■ **Lubéron.** Pour amoureux de la nature, vends maison de pierre dans hameau, énergie solaire, site isolé, chauffage bois, assainissement aux normes. Eau. 120 m² habitables, deux chambres, grand salon lumineux, terrasse vue exceptionnelle, jardin, piscine, village à 7 km. 375 000 €. *Tél : 04 90 75 54 25.*

■ **Lyon 9^e,** 10 mn Gare de Vaise en bus, je loue une chambre (190 €) dans mon appartement à jeune fille, non fumeuse, calme, consciente de la nécessité d'agir au quotidien pour préserver l'environnement. *Tél : 04 78 47 55 83.*

■ **Lyon 1^{er}.** Loue chambre calme, claire + coin bureau dans appartement en colocation, place de la Croix-Rousse, 250 € + charges à partager (chauffage gaz). *Tél : 06 64 14 89 06.*

Vacances

■ Au pied des Alpilles, à 7 km de Saint-Rémy-de-Provence, 20 km d'Avignon, 50 km de la mer, nous avons 4 chambres d'hôtes. Situation idéale pour partir faire des ballades dans le massif, après les chaleurs. *Claire Gautier, Moulin de la Croix, 28, avenue Notre-Dame-du-Château, 13103 Saint-Etienne-du-Grès.*

Echanges

■ Echange ma Fiat Punto, 10 ans, bon état général, contrôle technique OK, contre matériaux + 2 fenêtres double vitrage + 1 porte pour faire sas d'entrée de 4 m². *Annie Brillard, Les Petits Barrios, 73720 Queige.*

■ Echange matelas futon, 140 cm, 100 % coton, contre porte bébé Tonga ou écharpe ou porte-calin Chinados. Echange cinq plaques de mousse épaisseur 12 cm pour faire un lit d'enfant 50x110 cm, hauteur 36 cm contre jolie parure de lit drapeau et housse de couette 220x240. *Lucillecg@free.fr, tél : 04 92 58 14 45.*

■ Donne bélier d'Ouessant né en avril 2006 contre bons soins. *Tél : 04 76 56 80 25.*

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emploi. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces.** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes.

Déails. Les dates de clôture sont indiquées en page "Vu de l'intérieur". Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication.

Domiciliées : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.

Sélection : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

publicité

Colchique fête bio écologique

dimanche
17 septembre 2006

à Guéret (Creuse)

entrée gratuite
restauration
et producteurs bio

office du tourisme :
05 55 52 14 29
Colchique :
05 55 81 65 13

Ecobox

L'Atelier d'architecture autogérée se propose de penser l'urbanisme en partant des désirs des habitants, c'est-à-dire de la base, et non de pseudo-débats autour de grands projets imposés par le haut. Cela a donné naissance aux Ecobox, un espace urbain autogéré.

Le quartier de la Chapelle, au nord de Paris, se caractérise par des appartements relativement petits, occupés par des locataires souvent sans enfants pendant une durée moyenne de six ans. Dès que les enfants arrivent, les familles essaient de déménager car elles ne trouvent pas le quartier agréable, avec trop d'immeubles insalubres et de friches à l'abandon.

En 2001, des architectes et étudiants en architecture qui habitent dans le quartier s'interrogent sur les moyens d'améliorer leur cadre de vie et de rendre les habitants plus responsables de leur environnement. Ils se lancent pendant deux ans dans des processus de concertation pour essayer de faire émerger des envies.

Ils en tirent le bilan que l'on est dans un cercle vicieux : le quartier n'est pas agréable car les gens ne s'y investissent pas. Ils ne s'y investissent pas parce qu'ils veulent le quitter. Ils veulent le quitter parce qu'il n'est pas agréable.

D'un autre côté, le groupe connaît l'expérience d'autres urbanistes habitués à procéder par grands projets, avec des processus de concertation qui ne sont que des prétextes. L'histoire des autres quartiers populaires de Paris leur a enseigné que le scénario est toujours le même : ces grands projets provoquent une spéculation immobilière et débouchent sur un changement de population.

Est-il alors possible de penser les questions d'urbanisme de manière autogérée, c'est-à-dire en en confiant la gestion aux habitants les premiers concernés ?

Dans les rencontres locales, ils entendent souvent que les friches donnent une image négative du quartier. Ils proposent des débats pour tenter de transformer ces

friches en quelque chose de positif. Emerge alors le désir d'un certain nombre d'habitants d'avoir un potager.

Un potager itinérant

Sur l'ensemble de Paris, la nouvelle mairie de gauche a mis en place le programme *La main verte*, en lien avec le réseau national *Le Jardin dans tous ses états* (1). Ce programme vient en aide à des initiatives de jardins partagés, gérés par les habitants. La mairie apporte une aide juridique pour l'installation — souvent avec des baux précaires — sur des parcelles libres ; elle assure également une vérification de l'état sanitaire des sols

(recherche de polluants), et peut fournir de la terre arable si nécessaire. En échange, le lieu doit avoir un rôle de lien social de quartier, ce qui suppose une gestion associative en lien avec les structures locales.

La mairie propose un bail précaire sur le bord d'un ancien site industriel appartenant à la SNCF, et l'Atelier d'architecture autogérée propose alors la création d'un potager déplaçable. Pour cela, avec force récupération de palettes, il organise la mise en place de parcelles de petite taille (9 m²), chacune étant partagée par deux personnes ou familles qui en disposent à leur guise. Quatre-vingts familles disposent alors de clés. Les premiers semis sont faits au printemps 2003.

De fait, la plupart des familles vont y cultiver surtout des plantes ornementales, médicinales ou aromatiques, quelques légumes et fruits rouges. Quelques parcelles sont collectives pour y accueillir les enfants. L'espace disponible est immense : il y a là un bâtiment divisé en de nombreuses salles, des hauteurs sous plafond importantes (permettant d'accrocher des toiles de 10 m de haut !), un préau gigantesque (les quais de déchargement de la SERNAM) et, très vite, le lieu est investi par de nombreuses associations culturelles et artistiques. Des groupes se mettent en place avec des activités liées au recyclage et aux énergies renouvelables.



Le premier site d'Ecobox sur une friche de la SNCF.

(1) Le Jardin dans tous ses états, c/o Passe-jardins, 131, rue Challemeil-Lacour, 69008 Lyon tél : 04 78 00 22 59, www.jardinons.com.



Weick- 1D photo

Préparation d'un repas de quartier sur l'actuelle friche d'Ecobox.

Le préau sert à la fois de salle de jeux pour les enfants, de salle des fêtes, de lieu de spectacles... Une bibliothèque roulante, la *bliomobile*, est mise en place avec le groupe *Bordercartographe* : les gens sont invités à laisser dans des cases les livres qu'ils veulent faire lire à d'autres, avec une fiche dans laquelle ils expliquent pourquoi ils conseillent la lecture du livre ; chacun peut ensuite prendre ce qui le tente. Des brocantes sont organisées sur place et ce qui ne trouve pas preneur est placé dans une zone de gratuité où chacun peut venir se servir.

Le bail accordé par la ville est court : 18 mois ! Fin 2004, il faut tout déménager. La ville leur propose alors plusieurs lieux plus petits : une friche, de l'autre côté de la rue, permet de déménager le jardin. En blanchissant un mur, on aménage une salle de projection de cinéma en plein air. Les autres murs font l'objet d'un concours de graffitis. Dans une rue voisine, un ancien atelier de confection voué à la démolition permet de recaser quelques associations... toujours avec des baux précaires de 18 mois.

Le jardin n'est pas conçu comme un lieu de production, mais de rencontres et de débats, d'où peuvent émerger d'autres désirs.

De la concertation à la coopération

Initialement, l'immense friche de la rue Pajol, rachetée à la SNCF, devait faire l'objet d'une ZAC. La rencontre avec les habitants a permis de faire ressortir que cela n'était pas leur souhait : ils estimaient que le quartier était déjà trop dense. Un nouveau projet a été négocié en tenant compte de leurs demandes. On prévoit maintenant la construction d'un IUT, d'une bibliothèque, d'une auberge de jeunesse (2) et de quelques bureaux. L'auberge de jeunesse accueillera dans ses

sous-sols des locaux associatifs où pourront s'installer certaines des associations anciennement actives sur la friche. Certains doutent que cette installation en sous-sol puisse être aussi agréable que dans une friche qui reste largement à l'abandon.

Les jardins itinérants permettent d'assurer une continuité dans l'action, mais c'est aussi une difficulté de devoir bouger tout le temps. La mairie ayant adopté une réglementation qui permet en théorie la

(2) Le siège national de la fédération des auberges de jeunesse se trouve de l'autre côté de la rue, 27, rue Pajol, 75018 Paris, tél : 01 44 89 87 27.



Weick- 1D photo

végétalisation des toits, l'Atelier d'architecture autogéré étudie actuellement comment certains toits plats du quartier pourraient devenir des potagers plus durables que ceux installés dans les friches provisoires.

En attendant, les fêtes commencées ensemble se poursuivent, sous différentes formes. Un groupe d'artistes organise régulièrement des journées *art-kommando* où, en deux heures, à partir de matériaux de récupération, chacun est libre de créer l'objet d'art que cela lui inspire. Des repas sont organisés sur les palettes du jardin. Parfois autour de la cuisine d'un pays (Sénégal, Inde...), avec préparation sur place pour échanger les savoirs. Des ateliers confitures, photophores, mosaïques... se font aussi dans une salle de l'ancienne école située au 37 de la rue Pajol, transformée actuellement en pôle interassociatif à l'initiative de la mairie du 18^e pour reloger les associations de la Halle Pajol.

Des débats naissent de ces rencontres : avec la récupération, certains découvrent que l'art est à portée de la main et qu'au lieu d'acheter, on peut faire soi-même, à son goût. On découvre le "faire ensemble" au lieu de la consommation. Alors que les nouveaux arrivants se sen-



Weick-1D photo

Festival des résistances et des alternatives à Ecobox.

tent souvent dévalorisés, ils sont invités à présenter les savoirs de chez eux. Comme le dit Isabelle : "on offre un espace". Un espace qui n'est pas forcément à aménager, mais qui peut servir de piste d'envol à beaucoup de rêves et d'entraides.

Michel Bernard ■

Atelier d'architecture autogérée, 15, rue Marc-Séguin, 75018 Paris, tél : 01 53 26 72 20.



Weick-1D photo

Un repas de quartier.

Autres jardins partagés en convention avec la mairie



Weick-1D photo

Ecobox.

- Le Potager des oiseaux, Les jardiniers du 3^e, c/o FNCIVAM, 39, rue de Bretagne, 75003 Paris.
- Jardin Catherine-Labouré, 29, rue de Babylone, 75007 Paris, tél : 01 42 22 43 46.
- Plantes-Bandes, jardin Villemin, 75010 Paris.
- Jardin partagé du passage Hébrard, 145, avenue Parmentier, 75010 Paris, tél : 01 42 02 82 50.
- Jardin nomade du 48, rue Trousseau, Association du quartier Saint-Bernard, 7, rue du Dahomey, 75011 Paris, tél : 01 43 57 69 07.
- Aligresse, 41, impasse Druinot, 75012 Paris, tél : 01 42 40 73 47.
- Jardin partagé du square Charles-Péguy, rue Rottembourg, 75012 Paris.

- Jardins familiaux du 122, boulevard de l'Hôpital (13^e), c/o FNJF, 11, rue Desprez, 75014 Paris, tél : 01 45 40 40 45.
- Les Jardins malins, square Boutroux (13^e), c/o FNJF, 11, rue Desprez, 75014 Paris, tél : 01 45 40 40 45.
- Jardin partagé du square Auguste-Renoir, c/o Annette Thibaudin, 8, rue des Mariniers, 75014 Paris.
- Jardin partagé du square du Chamoine-Violet, c/o Annette Thibaudin, 8, rue des Mariniers, 75014 Paris.
- Le jardin de l'Aqueduc, 2, rue de l'Empereur-Julien, 75014 Paris.
- La Ferme Montsouris, 26, rue de la Tombe-Issoire, 75014.
- Le jardin aux habitants, 2, rue de la Manutention, 75016.

- Jardin Cefia, 183, avenue de Clichy c/o Cefia, 18, rue Jacques-Kellner, 75017 Paris, tél : 01 42 63 23 75.
- Jardins du ruisseau, 7, Villa des Tulipes, 75018 Paris.
- Parcelle potagère, square de Flandre, 75019.
- La Serre aux légumes, 57, avenue de Flandre (19^e), c/o CPN Val-de-Seine, 29, rue de Babylone, 75007 Paris, tél : 01 42 22 43 46.
- Espace Couleurs et senteurs, 49 ter, avenue de Flandres (19^e), c/o Espace 19, 175 bis, rue de Crimée, 75019 Paris, tél : 01 40 05 91 54.
- Charmante petite campagne urbaine, rue de la Marne, c/o Espace 19, 175 bis, rue de Crimée, 75019 Paris, tél : 01 40 05 91 54.
- Cité 18, rue Léon-Giraud, c/o Espace 19, 175 bis, rue de Crimée, 75019 Paris, tél : 01 40 05 91 54.
- Rue de Tanger, c/o Espace 19, 175 bis, rue de Crimée, 75019 Paris, tél : 01 40 05 91 54.
- Un petit bol d'air, 5, rue de l'Argonne, 75019 Paris.
- Jardin de la Butte Bergoyre, 12, rue Rémy-de-Gourmont, 75019 Paris, tél : 01 42 08 72 96.
- Jardins du béton Saint-Blaise, Centre social Saint-Blaise, 14-16, rue du Clos, 75020 Paris, tél : 01 44 93 81 71.
- Papilles et papillons, (3-5, rue Gasnier-Guy), Régie de quartier Les Amandines, 30, rue des Partants, 75020 Paris, tél : 01 40 33 50 30.
- Jardin solidaire, 94, rue des Vignoles, 75020 Paris, tél : 06 27 34 12 08. *Expérience en cours de restructuration après la fermeture du lieu fin 2005.*
- Jardin de la cité Leroy, c/o Stéphane Bétiol, 5, rue des Cascades, 75020 Paris, tél : 01 43 66 84 37.
- Jardins des Soupîrs, association de défense du passage, 13, passage des Soupîrs, 75020 Paris.

Maisons paysannes de France

Fondée en 1965, l'association Maisons paysannes de France a pour but de sauvegarder les maisons paysannes traditionnelles, en favorisant leur entretien et leur restauration selon les techniques et les savoir-faire propres à chaque région ; de protéger le cadre naturel et humain des maisons paysannes et de leur agglomération ; de promouvoir une architecture contemporaine de qualité en harmonie avec les sites et utilisant des matériaux sains. Pour cela, elle cherche à mobiliser l'opinion en faveur de l'architecture paysanne et des paysages ruraux, patrimoine national que nous voulons transmettre aux générations futures. Alors Maisons paysannes à Paris ? Une idée un peu étrange ? Non point, car des quartiers de Paris ont un passé rural récent. Il en reste des traces qu'il est passionnant de rechercher. Mais également, parce que l'architecture rurale comprend celle des villages et des bourgs. Elle peut être objet de réflexion pour ceux qui recherchent une qualité de vie dans les grandes villes (même dans la capitale).

maisons paysannes de France

■ Maisons paysannes de France, Yara Régina Oliveira, 210, rue La Fayette 75010 Paris, tél : 01 42 38 12 08.

Amélioration de l'habitat

L'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat dispose d'antennes dans chaque département. Cet organisme officiel intervient dans la rénovation ou la création de logements. Elle peut vous aider pour connaître les possibilités d'aides financières et est particulièrement ouverte concernant les techniques utilisées.

ANAH
AGENCE NATIONALE POUR L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT

■ Anah, 254, rue de Bercy, 75012 Paris, tél : 01 53 46 64 30.

Et également

- Biriotti Roger, 2, place du Marché-Sainte-Catherine, 75004 Paris, tél : 01 48 87 39 89. *Maître d'œuvre.*
- D'après Nature, 2, rue de Tournefort, 75005 Paris, tél : 01 43 37 47 00. *Architecture écologique, rénovation des surfaces d'habitation.*
- Quart de poil, 27, rue de Bièvre, 75005 Paris, tél : 01 43 29 58 32. *Mobilier.*
- Caseat, Construction alternative saine et écologique, accessible à tous, 101, rue Saint-Dominique, 75007 Paris, tél : 01 45 55 71 50. *Organise le salon Bâtir écologique en novembre.*
- Au liégeur, 17, avenue de La Motte-Picquet, 75007 Paris, tél : 01 47 05 53 10. *Vente de particules en liège ou de panneaux isolants.*
- Sennelier, 3, quai Voltaire, 75007 Paris, tél : 01 42 60 72 15. *Colorants et peintures naturels.*
- Le Comptoir de la maison saine, 30, rue Vaneau, 75007 Paris, tél : 01 47 05 57 80.
- Biofeu, 14, rue de Beaune, 75007 Paris, tél : 08 25 30 70 90. *Distribution de bûches en bois recomposées à partir de déchets végétaux.*

EcoZac de Paris

À Paris, diverses friches doivent être prochainement aménagées, notamment dans le nord et l'est de la ville. Ces aménagements font, au mieux, appel à la HQE, haute qualité environnementale. Pour l'aménagement de la Zac de Rungis, dans le 13^e, une association, les Amis de l'EcoZac de la place de Rungis, milite pour un projet exemplaire proche des réalisations de type BedZed (sud de Londres) ou de ce qui se fait à Fribourg (Allemagne).

Le terrain concerné fait trois hectares. Il s'agit d'un ancien terrain de la SNCF relié à la ligne ferroviaire de la Petite ceinture.

Le tramway des Maréchaux est à 50 m du site, RER, bus et métro ne sont pas loin. La première proposition qui est faite est de concevoir un aménagement sans automobile, que cet aménagement soit alimenté par le train, que les bâtiments soient émetteurs d'énergie comme cela se fait maintenant couramment à l'étranger. Quatre associations (Negawatt, Greenpeace, le Cler et Wise-Paris) compétentes sur ces questions soutiennent le projet. Un article plus développé sur ce sujet a été publié dans le n°329.

■ Les Amis de l'EcoZac de la place de Rungis, Maison des Associations, 11, rue Caillaux 75013 Paris, tél : 06 11 34 02 73.



Le site envisagé pour l'Ecozac.

- Bouchet J.J. Diffusion, 5, rue de Maubeuge, 75009 Paris, tél : 01 42 80 40 04. *Purificateurs d'eau, géobiologie, harmonisation de l'habitat, filtres de douche, radiesthésie.*
- Boutique Mieux être, 143, avenue Parmentier, 75010 Paris, tél : 01 42 02 25 22. *Literie et lits en bois massif, coton, laine, latex, sièges assis-genoux, ioniseurs d'air, siège Tao...*
- Archinov, 12, boulevard Magenta, 75010 Paris, tél : 01 42 79 07 66. *Conseils en construction et habitat écologique, organise des rencontres et publie La Lettre d'Archinov.*
- Domespace, 118, quai de Jemmapes, 75010 Paris, tél : 01 42 39 26 81. *Géobiologie.*
- Tulikivi, 75, avenue Parmentier, 75011 Paris, tél : 01 40 21 25 65. *Fabrication de poêles-cheminées de masse en pierre naturelle steatite.*
- C'est coton ! 302, rue de Charenton, 75012 Paris, tél : 01 44 74 05 59. *Tout ce qui se fait avec du coton biologique, mais aussi soie et chanvre : vêtements, isolation et étanchéité, revêtements sols, plafonds, murs...*
- Ecosolaire, 6, rue Henri-Desgranges, 75012 Paris, tél : 01 53 38 87 07. *Distributeur de matériel pour le solaire thermique, photovoltaïque, petit éolien.*
- CNDB, Comité national pour le développement du bois, 6, avenue de Saint-Mandé, 75012 Paris, tél : 01 53 17 19 60. *Promotion du bois, formations, infothèque, publications. Le CNDB participe à la formation bois des opérateurs actuels et futurs en élaborant des modules de formation. Il établit des partenariats avec les écoles et les établissements de formation.*
- Le Dos agile, 77, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris, tél : 01 45 81 05 14. *Produits en laine, oreillers cervicaux, maintien du dos, bracelets magnétiques, lampes à cristaux de sel.*
- Senior Gérard, 2, rue de la Providence, 75013 Paris, tél : 01 45 89 62 63. *Architecte.*
- Bien-être matériaux, 47, avenue Reille, 75014 Paris, tél : 01 45 81 08 80. *Matériaux naturels pour habitat sain. Lin, laine de mouton, fibre de bois, liège, laine de chanvre, cellulose, sous toiture. Matériaux de construction : monomur, plaques de plâtre, panneaux aggro. Revêtements murs et sols, traitement du bois, colles, électricité...*
- AFIE, Association des ingénieurs écologues, 61-63, rue Hallé, 75014 Paris, tél : 01 53 91 06 15. *Conseils dans de nombreux domaines.*
- Ambiance naturelle, 14, rue Liancourt, 75014 Paris, tél : 01 43 21 23 21. *Matériaux écologiques pour l'habitation et la décoration. Peintures naturelles, revêtements muraux, revêtements de sol, isolation intérieure, étude de travaux, coordination d'entreprises. Distributeur Biofa.*

- Atelier Puccinelli architectes, 51, rue Fondary, 75015 Paris, tél : 01 45 71 09 94. *Atelier d'architecture spécialiste de projets sur terrains difficiles : fortes pentes, rochers, orientation solaire, bioclimatique, maisons bois, intégration au contexte, architecture contemporaine.*
- Terres et couleurs, 24, rue du Cotentin, 75015 Paris, tél : 01 42 21 88 77. *Information des professionnels et du grand public, publications, ateliers dans le but de faire connaître les terres colorantes, relancer leurs utilisations dans des secteurs divers (bâtiment, décoration, industrie, art...) et valoriser le patrimoine.*
- Briques de France Monomur, 17, rue Letellier, 75015 Paris, tél : 01 44 37 07 11. *Briques autoisolantes.*
- Stressless, 63, rue de la Convention, 75015 Paris, tél : 01 45 77 80 40. *Sièges de relaxation.*
- Pénicaud Hubert, 13, rue Bausset, 75015 Paris, tél : 01 45 32 41 58. *Architecte.*
- Berthier Charles, 54, boulevard Pasteur, 75015 Paris, tél : 01 43 20 66 71. *Géobiologue.*
- Hamayon Loïc, 56, rue Blomet, 75015 Paris, tél : 01 43 06 44 00. *Architecte.*
- Ressource, 2-4, avenue du Maine, 75015 Paris, tél : 01 42 22 58 80. *Peintures saines.*
- Raymond Touraud, 23, rue Lecourbe, 75015 Paris, tél : 01 45 67 44 03. *Architecte d'intérieur, géobiologie et feng shui.*
- Vanackere, 41, avenue des Ternes, 75017 Paris, tél : 01 42 27 41 29. *Installateur chauffage bois et feu ouvert.*
- MTM, Robert Bérard, 93, rue Damrémont, 75018 Paris, tél : 01 42 54 17 09. *Rénovation et aménagement en matériaux sains.*
- Terra di Siena, 3, rue Damrémont, 75018 Paris, tél : 01 42 62 80 15. *Produits sains : enduits et peintures.*
- Hurpy Isabelle, 19, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris, tél : 01 42 08 70 54. *Conseil en environnement.*
- Bemart, 156, rue des Pyrénées, 75020 Paris, tél : 01 46 36 32 08. *Liège expansé pur.*
- Tribu, 19, rue Frédéric-Lemaître, 75020 Paris, tél : 01 43 49 55 75. *Bureau d'étude environnement.*
- Isabelle Chenebault, 110, rue des Couronnes, 75020 Paris, tél : 01 43 58 63 14. *Architecte d'intérieur spécialisée en écoconstruction. Conseil sur les matériaux (terre, bois, chanvre, pierre, paille), les énergies du lieu de vie (solaire, géothermie) et les systèmes autonomes (récupération d'eau de pluie, bassins filtrants), conçoit votre futur projet de rénovation ou de construction, prépare votre permis de construire.*
- Lobial éco-entretien, 62, rue Jeanne-d'Arc, 75641 Paris Cedex, tél : 01 44 06 53 51. *Produits d'entretien naturels pour la maison, à base d'huiles essentielles, amendements et engrais organiques.*



“L’alternative n’est pas entre la littérature écrite et l’audiovisuel. Elle est entre les puissances créatrices et les pouvoirs de domestication. (...) Les possibilités de création peuvent être très différentes suivant le mode d’expression considéré, elles n’en communiquent pas moins dans la mesure où c’est toutes ensembles qu’elles doivent s’opposer à l’instauration d’un espace culturel de marché et de conformité, c’est-à-dire de ‘production pour le marché’”.

C’est par cette citation de Gilles Deleuze que commence la présentation de *Co-errances* sur son site internet.

Dans un pays où l’essentiel des médias est la propriété de deux marchands d’armes et d’un bétonneur, il y a urgence à ouvrir des modes de résistance à la concentration des accès à l’information.

Co-errances a vu le jour en 2002 sous la forme d’une société coopérative d’intérêt collectif avec pour objectif la promotion du pluralisme culturel. Il s’agit de faire coopérer des éditeurs pour mettre en place des circuits de distribution parallèles à ceux que pratiquent les éditeurs et distributeurs classiques. Il faut donc favoriser des formes de solidarité permettant d’éviter des démarches uniquement commerciales. A la compétition, *Co-errances* oppose la coopération.

“La vocation de *Co-errances* est de répondre à cette situation en développant des stratégies alternatives de diffusion pour la multitude de collectifs, d’associations, d’auteurs, de réalisateurs qui entrent en résistance/existence, qui inventent, produisent des œuvres (revues, livres, films documentaires et de fiction, productions audio, photographies ou œuvres multimédia) qui refusent obstinément d’adhérer au conformisme du marché”.

Que fait *Co-errances* ?

Co-errances est animé par le désir de “diffuser les idées” et non d’engranger du bénéfice. Le choix de se constituer en coopérative n’est pas anodin : il correspond à une volonté de s’éloigner des modèles économiques dominants. *Co-errances* est avant tout un regroupement de collectifs — qui s’est constitué par le jeu des affinités — qui souhaitent se donner ensemble les moyens d’une diffusion autonome. En ce sens, le travail de diffusion et de distribution n’est pas limité à la seule mise en place des productions dans des lieux de diffusion, mais est élargi à d’autres modes de circulation. Il est associé à une activité permanente visant à valoriser et rendre visible des savoirs, des cultures, des expressions. Il s’agit d’inven-

Co-errances

Co-errances est une coopérative de diffusion qui s’est créée pour aider les petits éditeurs, que ce soit dans le domaine des livres, des revues, des films ou de la musique.



Weick - 1D photo

ter des circuits parallèles pour faire circuler des textes, des pensées, des sons et des images qui nourrissent des combats, inaugurent de nouveaux savoirs, donc de nouveaux possibles.

Dans ce sens, *Co-errances* est à la fois un réseau de lieux de diffusion (plus de 200 actuellement), un catalogue, un site internet, des débats publics et autres événements, et des expériences de diffusion alternative à celle des grandes enseignes et autres hypermarchés de la culture.

La dynamique autour de *Co-errances*, provoquée par les membres déjà impliqués dans la coopérative, doit faciliter l’émergence de projets nouveaux.



Weick - 1D photo

Qui fait *Co-errances* ?

Au départ du projet, il y a eu des débats entre divers médias parisiens, notamment autour de la revue *Les Périphériques vous parlent*. Ces débats ont été rendus publics et fin 2002, une journée de débats et de films s’est tenue à La Clé (1) et a réuni près de 1500 personnes.

La coopérative a démarré avec des chômeurs qui ont profité de leurs indemnités pour aider bénévolement. En lien avec d’autres associations liées à des médias alternatifs, ils ont négocié un bail précaire dans un bâtiment de la SNCF. Un bâtiment voisin, identique au leur, fait aussi l’objet d’un bail précaire accordé au Secours populaire. Ces bâtiments sont en bordure d’un immense terrain du 18^e arrondissement appartenant à la SNCF. Après une lutte des associations du quartier, ce terrain et les deux bâtiments ont été rachetés par la ville qui veut y aménager un vaste espace vert de plus de deux hectares, une crèche dans un bâtiment, une maison de l’environnement dans l’autre (2).

(1) La Clé, 21, rue de la Clé, 75005 Paris. Appartient à un comité d’entreprise et loue des salles pour des débats et projections plutôt sociaux et politiques.

(2) Le projet de Maison de l’environnement est porté par un collectif proche des Verts autour de la Fondation René-Dumont.



Le Secours populaire a été relégué fin 2005. *Co-errances*, qui partage ses locaux avec la radio Fréquence Paris-Pluriel, la télévision libre Zaléa TV, Réseau 2000, une association de formation aux techniques de l'informatique et le MIB (Mouvement de l'immigration des banlieues), dispose d'un bail qui expire fin 2006. Les associations ont proposé un contre-projet à la mairie : la création d'une maison des médias indépendants. Pour le moment, il n'y a pas de réponse.

Co-errances est subdivisé en collèges : un collège "textes" qui gère les revues, l'édition de livres ou de DVD, en distribution non exclusive (les maisons d'édition peuvent par ailleurs être diffusées par les réseaux classiques). Un collège "images" gère la diffusion de films en salle. Il a commencé avec *Pas assez de volume*, un film consacré à la critique de la politique de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) ; il a également diffusé *TNT*, trois films critiques sur les médias. Ce collège gère également les événements qui se font autour de ces films. Le collège "son" gère des labels musicaux indépendants. Chaque collège se réunit une fois par semaine, et les collèges se réunissent entre eux tous les deux mois, pour coordonner



Weick-1D photo

des dépôts qui appartiennent aux éditeurs, et à qui ils reversent un pourcentage des ventes.

Les collèges comprennent actuellement 35 coopérateurs et au bout de quatre ans, 8 personnes ont été salariées : 3 sur l'image, 3 sur les textes (dont une partagée avec la librairie Quilombo et une partagée avec Courts-Circuits), 1 sur le son, 1 sur l'administratif (partagée avec la revue *Cassandre*). Cela représente cinq temps pleins. La professionnalisation ne s'est pas faite sans tension ni hésitation. Certaines personnes, présentes au départ, ne sont plus là. D'autres sont arrivées.

autogestionnaire, les salariés fonctionnent tous dans les mêmes conditions et se partagent les tâches d'intérêt collectif : les interventions extérieures, passionnantes mais fatigantes, la gestion des locaux... *Co-errances* a adhéré au réseau REPAS (5), dont elle diffuse par ailleurs les ouvrages.

Michel Bernard ■

Co-errances, 45, rue d'Aubervilliers, 75018 Paris, tél : 01 40 05 05 97.



Weick-1D photo

donner leurs actions et réfléchir à l'arrivée de nouveaux coopérants, faire des bilans... Deux assemblées générales par an permettent la rencontre de tous et facilitent les projets collectifs.

Le fait de mélanger ainsi les genres permet, en principe, de faciliter l'équilibre financier. Dans le milieu de l'édition, la distribution est souvent le secteur le plus rentable. L'objectif de *Co-errances* est de restituer le plus de revenu possible aux éditeurs et d'investir dans des activités moins rentables, comme les événements autour des différentes sorties. Afin de ne léser personne, *Co-errances* travaille avec

Objectifs larges

Du fait de son implication militante, *Co-errances* essaie de participer à des initiatives plus vastes. Elle anime une émission de radio sur Fréquence Radio-Pluriel pour rendre compte d'initiatives diverses et de ses activités. Elle développe des liens avec d'autres systèmes non commerciaux de diffusion (3). Elle participe à différents salons du livre engagés, à de nombreux débats en salles de cinéma, s'est investie aux côtés de l'ACRIMED (4) dans la préparation des Etats généraux de la presse différente... En 2005, *Co-errances* a fait plus de 150 interventions sur le terrain. Afin d'être au plus proche d'un idéal

(3) Par exemple *Brasseurs de cages*, dans la Drôme, que nous avons présenté dans *Silence* 318-319.

(4) ACRIMED, Association critique des médias, 17, avenue des Sycomores, 93310 Le Pré-Saint-Gervais, tél : 06 21 21 36 13.

(5) REPAS, Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires, réseau dont nous avons déjà présenté de nombreux membres depuis le n°265 de *Silence*.

Membres de Co-errances

- CP Productions (Pierre Carles)
- Editions de l'Insomniaque
- Editions Frémok
- Editions Hermaphrodite
- Fantazio Gang
- Journal CQFD
- Journal L'Uzeste
- La Flèche Production
- Label 129H (slam)
- Label Daqui (festival des Nuits Atypiques de Langon)
- Label Dernière Bande (Rodolphe Burger)
- Les films du Raphia (Jean-Marie Teno)
- Les Nuits Atypiques de Langon
- Promedios
- Réseau REPAS
- Revue *Cassandre*
- Revue *EcoRev'*
- Revue *Indésens*
- Revue *La Guerre de la Liberté*
- Revue *Les Périphériques vous parlent*
- Revue *Nouveaux Regards*
- Revue *Offensive*
- Revue *Tausend Augen*
- Revue *Transversales*
- Revue *Vacarme*.



Des librairies en résistance

Des librairies qui, au gré de leurs affinités et des événements se sont déjà associés. L'un de leurs dénominateurs communs est l'importance qu'elles accordent au mouvement ouvrier, à ses luttes passées et actuelles, à l'expression des "prolos", "des gens de peu", "des invisibles". "Libraires de fonds, le bas de la pile nous est chère. Nous affirmons que le livre n'est pas un produit à date de péremption. Nous ne sommes à la marge que pour ceux du milieu".

■ Ecodif, 247, rue du Faubourg-Saint-Martin, 75019 Paris, tél : 01 53 19 53 19.

■ Equipages, 67, rue de Bagnolet, 75020 Paris, tél : 01 43 73 75 98.

■ Jonas, 14-16, rue de la Maison-Blanche, 75 013 Paris, tél : 01 44 24 25 96.

■ La Brèche, 27, rue Taine, 75012 Paris, tél : 01 49 28 52 44.

■ Point du Jour, 58, rue Gay-Lussac 75005 Paris, tél : 01 43 26 20 17.

■ Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tél : 01 48 05 34 08.

■ Quilombo, 23, rue Voltaire 75011 Paris, tél : 01 46 70 35 03.

■ Envie de lire, 16 rue Gabriel-Péri à Ivry-sur-Seine, tél : 01 43 71 21 07.



■ Les mots à la bouche, 6, rue Sainte-Croix-de-la-Brettonnerie, 75004 Paris, tél : 01 42 78 88 30. *Librairie-galerie sur l'homosexualité.*

■ Bluebook Paris, 61, rue de Quincampoix, 75004 Paris, tél : 01 48 87 03 04. *Librairie-galerie sur l'homosexualité.*

■ L'Harmattan, 16, rue des Ecoles, 75005 Paris, tél : 01 40 46 79 10. *Librairie associée à la maison d'édition du même nom, spécialisée dans la publication des thèses universitaires et de nombreux ouvrages d'Afrique. Beaucoup d'ouvrages, mais peu de promotion.*

■ La libre-Pensée, 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris, tél : 01 46 34 21 50. *Livres anticléricaux, promotion de la laïcité.*

■ Présence africaine, 25 bis, rue des Ecoles, 75005 Paris, tél : 01 43 54 15 88. *Fondée en 1947 par des réfugiés politiques, cette librairie est un foyer de la lutte contre le colonialisme. Ont accueilli dans leurs locaux Che Guevara, Nelson Mandela...*

■ Urubamba, 4, rue de la Bûcherie, 75005 Paris, tél : 01 43 54 08 24. *Librairie spécialisée dans les Amérindiens.*

■ La route du Tibet, 3, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris, tél : 01 46 33 10 16. *Librairie soutenant la cause des Tibétains en exil.*

■ Le Tiers-mythe, 21, rue Cujas, 75005 Paris, tél : 01 43 26 72 70. *Librairie anti-impérialiste et anticolonialiste. Ouvrages sur et des tiers-mondes.*

■ Pentagram', 15, rue Racine, 75006 Paris, tél : 01 43 26 99 99. *Librairie consacrée aux ouvrages de l'anthroposophie (Rudolf Steiner) : livres pour enfants, jeux d'éveil, ouvrages pédagogiques...*

■ Triades, 4, rue de la Grande-Chaumière, 75006 Paris, tél : 01 43 26 46 76. *Librairie associée à la principale maison d'édition de livres anthroposophiques.*

■ Pam de nas, 30, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, tél : 01 43 54 04 84. *Librairie occitane.*

■ Lib'animal, 6, rue Saint-Lazare, 75009 Paris, tél : 01 42 85 84 71. *Librairie spécialisée dans la défense des animaux.*

■ La Cornaline, 62, rue Saint-Lazare, 75009 Paris, tél : 01 48 74 90 81. *Librairie spécialisée dans les médecines douces et le bien-être.*

■ La Balustrade, 25, rue d'Alsace, 75010 Paris, tél : 01 42 05 66 38. *Librairie spécialisée dans les sciences sociales.*

■ Violette and Co, 102, rue de Charonne, 750011 Paris, tél : 01 43 72 16 07. *Librairie féministe et lesbienne.*

■ Be Zouk, 36 bis, rue de Montreuil, 75011 Paris, tél : 01 43 67 67 17. *Librairie spécialisée dans la littérature des Caraïbes.*

■ Karthala, 22-24, boulevard Arago, 75013 Paris, tél : 01 43 31 15 59. *Librairie de la maison d'édition du même nom, spécialisée dans les rapports Nord-Sud.*

■ Coop Breizh, 10, rue du Maine, 75014 Paris, tél : 01 43 20 84 60. *Toute la littérature bretonne.*

■ Le Monte-en-l'Air, 6, rue des Panoyaux, 75020 Paris, tél : 01 40 33 04 54. *Librairie-galerie sur les livres et la BD, avec priorité aux œuvres rares mais de qualité.*



Et également

■ Parallèles, 47, rue Saint-Honoré, 75001 Paris, tél : 01 42 33 62 70. *L'une des plus anciennes librairies alternatives de Paris, liée dans les années 70 avec les éditions Alternatives, aujourd'hui plutôt*



alternative dans le domaine culturel.

■ Librairie du patrimoine jardins, jardin des Tuileries, 75001 Paris, tél : 01 42 60 61 61. *Tout sur le jardin, la botanique et l'écologie.*

■ Tournons la page, 2, rue des Petits-Carreaux, 75002 Paris, tél : 01 42 36 10 60.

■ Anibwe, 52, rue Greneta, 75002 Paris, tél : 01 45 08 48 33. *Librairie-galerie-salon de thé spécialisée dans le monde noir (Afrique, Amériques et Caraïbes).*

■ Les cent ciels, 23, rue François-Miron, 75004 Paris, tél : 08 92 35 07 27. *Livres sur l'ésotérisme, la spiritualité, le développement personnel, le new age, les médecines douces, la pensée positive...*

Médias

L'Écologiste

Revue trimestrielle lancée en septembre 2000, elle traduit de nombreux articles de la revue britannique *The Ecologist* pour la partie réflexion sur une moitié de la revue, le reste étant lié à l'actualité écologiste française. Un très bon complément pour les lectrices et lecteurs de *S'Ilence*.

■ *L'Écologiste*, 25, rue Fécamp, 75012 Paris, tél : 01 46 28 70 32.



EcoRev'

Véritable revue trimestrielle de réflexion née au sein des Verts, avec un positionnement nettement plus à gauche que celui du parti. Chaque numéro traite d'un dossier complété par quelques fiches de lecture et un calendrier des actions à venir.

■ *EcoRev'*, 22, villa des Sizerins, 75019 Paris, tél : 01 43 66 20 11.



Le Monde libertaire

Hebdomadaire de la Fédération anarchiste qui complète les émissions sur Radio-Libertaire et relaie les actions et réflexions des nombreux groupes libertaires. Très bonne approche contre le capitalisme et la mondialisation, le féminisme, les rapports Nord-Sud... A longtemps confondu les Verts avec le reste du mouvement écolo d'où des articles parfois absurdes sur l'écologie. Maquette en couleur.

■ *Le Monde libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tél : 01 48 05 34 08.



Et également

- *Esclaves encore*, 4, place de Valois, 75001 Paris, tél : 01 55 35 36 55. *Mensuel et lettre trimestrielle du Comité contre l'esclavage moderne*
- *Cyber-journalistes*, 3, impasse Saint-Denis, 75003 Paris, tél : 01 42 36 50 46. *Association pour des reporters citoyens, fondés en 2000, pour fédérer ceux qui écrivent, dessinent, parlent et font circuler de l'information sur Internet.*
- *Billets d'Afrique et d'ailleurs*, Survie, 210, rue Saint-Martin, 75003 Paris, tél : 01 44 61 03 25. *Depuis 1993, compilation extrêmement dense d'informations sur les magouilles des dirigeants français en Afrique et ailleurs. Des informations souvent explosives. Pour comprendre ce qui se passe au Rwanda, en Algérie ou en Birmanie... Depuis 2005, le bulletin est téléchargeable sur internet.*
- *La Flèche*, Robin des Bois, 15, rue Ferdinand-Duval, 75004 Paris, tél : 01 48 04 09 36. *Bulletin trimestriel de l'association Robin des Bois. En perte de vitesse actuellement.*
- *Bulletin de la ligue des droits de l'animal*, 39, rue Claude-Bernard, 75005 Paris, tél : 01 47 07 98 99.
- *Jeun'Espéranto*, 4 bis, rue de la Cerisaie, 75004 Paris. *Revue trimestrielle des jeunes espérantistes francophones. A moitié en espéranto et à moitié en français. Des jeunes qui y croient. Plein d'activités dans de nombreux domaines.*
- *Abolition des armes nucléaires*, 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél : 01 69 07 78 37. *Anciennement Stop-Essais. Feuille mensuelle qui assure le suivi de ce qui se passe maintenant à Moruroa et qui relaie également les campagnes internationales contre les armes nucléaires.*
- *MAN infos*, MAN, 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél : 01 45 44 48 25. *Bulletin trimestriel du Mouvement pour une alternative non-violente, mouvement qui est l'un des piliers de la réflexion et des pratiques non-violentes mais qui — non-violence oblige ? — reste très confidentiel.*
- *Sciences, enjeux, santé*, Pro-Anima, 16, rue Vézelay, 75008 Paris, tél : 01 45 63 10 89. *Bulletin trimestriel d'information créé en juin 1994 pour faire la promotion des méthodes substitutives à l'expérimentation animale et pour une médecine préventive des risques toxiques.*

Editions Syllepse

Les Éditions Syllepse ont été fondées en 1989. Chacun de ses membres est un coopérateur qui a fait le choix de se "faire éditeur" pour faire vivre une maison d'édition engagée afin de créer un espace autonome, coopératif et autogéré d'édition. C'est également une économie solidaire que Syllepse construit, ouvrage après ouvrage, entre les auteurs et leurs titres. Insérés dans le mouvement de ceux et celles qui sont à la recherche d'autres possibles, Syllepse a bâti son projet éditorial pour transgresser la frontière de la "fin de l'histoire" que certains ont cru pouvoir tracer sur les ruines des révolutions trahies et des utopies défaites. Pour qu'il y ait une bonne résistance à l'air du temps, il faut dégager un horizon qui éclaire les combats quotidiens et redonne corps aux espérances. Redonner l'espoir, c'est aussi faire vivre l'idée de la transformation sociale avec cette terrible arme de la nuit qu'est le livre. Les éditions Syllepse entendent construire un outil pluraliste et coopératif.

■ Syllepse, 69, rue des Rigoles, 75020 Paris, tél : 01 44 62 08 89.



Autres éditeurs

- *Les Arènes*, 3, rue Rollin, 75005 Paris, tél : 01 42 17 47 80. *A édité des livres sur la Françafrique, sur les paradis fiscaux, sur le nucléaire...*
- *Editions Alternatives*, 5, rue de Pontoise, 75005 Paris, tél : 01 43 29 88 64. *Ouvrages sur l'anarchitecte, les luttes sociales, mais aussi beaucoup sur les arts graphiques.*
- *Guy Tredaniel Editeur*, 19, rue Saint-Séverin, 75005 Paris, tél : 01 43 36 41 05. *Quelques titres intéressants, mais beaucoup d'ésotérique.*
- *Editions Quart Monde*, 15, rue Maître-Albert, 75005 Paris, tél : 01 46 33 49 77. *Edition du mouvement Quart-monde, analyse sur la grande pauvreté.*
- *L'Harmattan*, 5, rue de l'École-Polytechnique, 75005 Paris, tél : 01 40 46 79 20. *Gros éditeur de sciences humaines et questions Nord-Sud, malheureusement à la charge des auteurs.*
- *Edition des Femmes*, 6, rue de Mézières, 75006 Paris, tél : 01 42 22 60 74. *Livres féministes d'orientation marxiste.*
- *L'École des loisirs*, 11, rue de Sèvres, 75006 Paris, tél : 01 42 22 94 10. *Très bon éditeur de littérature pour enfants.*
- *Editions Grancher*, 98, rue Vaugirard, 75006 Paris, tél : 01 42 22 64 80. *Médecines douces parfois noyées dans des approches peu convaincantes.*
- *L'Association*, 16, rue de la Pierre-Levée, 75011 Paris, tél : 01 43 55 85 87. *Edition indépendante de BD, beaucoup d'expérimentations.*

- *L'Echappée*, 130, rue de Saint-Maur, 75011 Paris. *Petite maison d'édition libertaire.*
- *Autrement*, 77, rue Faubourg-Saint-Antoine, 75011 Paris, tél : 01 44 73 80 00. *Ouvrage thématique en direction du grand public, des analyses d'actualité souvent intéressantes.*
- *Editions Charles-Léopold-Mayer*, 38, rue Saint-Sabin, 75011 Paris, tél : 01 48 06 48 86. *Financé par une fondation à caractère humaniste, beaucoup de monographies sur le monde associatif.*
- *Karthala*, 22, boulevard Arago, 75013 Paris, tél : 01 43 31 15 59. *Maison d'édition spécialisée dans les questions Nord-Sud et la religion.*
- *Hominisphères*, 21, rue Mademoiselle, 75015 Paris, tél : 01 46 63 66 57. *Ont édité Media Crisis de Peter Watkins, Sens dessus dessous d'Eduardo Galeano... et des ouvrages de Franck Michel sur les voyages.*
- *Esprit frappeur*, 9, passage Dagorno, 75020 Paris. *Plusieurs centaines de petits livres sur de multiples thèmes militants, à tous petits prix.*
- *L'Encyclopédie des nuisances*, 80, rue Ménéilmontant, 75020 Paris, tél : 01 43 49 39 46. *Maison d'édition proposant des analyses radicales et originales.*
- *Indigo & Côté femmes*, 39 bis, avenue Gambetta, 75020 Paris, tél : 01 43 79 74 79. *Collection sur l'histoire des femmes, publication de textes de femmes fort anciens.*

- *Antivivisection*, 84, rue Blanche, 75009 Paris. *Contre l'utilisation d'animaux pour les expériences scientifiques. Existe depuis les années 50.*
- *Maisons paysannes de France*, 8, passage des Deux-Sœurs, 75009 Paris, tél : 01 44 83 63 60. *Revue trimestrielle militant pour la sauvegarde du patrimoine bâti. Conseils sur les matériaux, les techniques de réhabilitation, les éléments paysagers à prendre en compte, etc.*
- *Cassandres*, Couvent des Récollets, 150, rue du Faubourg-Saint-Martin 75010 Paris, tél : 01 40 35 00 98. *Revue culturelle alternative née en février 1996, sur le théâtre notamment.*
- *Différences*, 43, boulevard Magenta, 75010 Paris, tél : 01 53 38 99 99. *Revue trimestrielle du MRAP, mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples. Les grandes questions de société liées au racisme : précarité, soins, discrimination des femmes...*
- *Droits du piéton*, 1, rue Gabriel-Laumain, 75010 Paris, tél : 01 42 46 86 75. *Revue de l'association du même nom. Surtout des nouvelles internes, quelques infos externes sur les transports, les accidents, la législation...*

- *Ethnies*, 45, rue Faubourg-du-Temple, 75010 Paris, tél : 01 42 41 47 62. *Revue de réflexion sur les questions des peuples menacés. Excellentes approches ethnologiques sur la place de l'homme dans la nature.*
- *Info Birmanie*, 14, passage Dubail, 75010 Paris. *Petit bulletin sur la situation en Birmanie, pays sous le joug d'une dictature affairiste qui fricote avec Total et d'autres firmes françaises ou non. Ce bulletin relaie les campagnes lancées par l'opposition démocratique qui avait remporté haut la main les élections en 1990.*

- *Monde de l'espéranto*, 4 bis, rue de la Cerisaie, 75004 Paris, tél : 01 42 78 68 86. *Revue bimestrielle d'espéranto bilingue (français-espéranto) fondée en 1908. par Espéranto France. L'actualité de cette "langue internationale de la paix", avec activités, actualités, dossier, calendrier et carnet de voyages.*



■ Signal éthique, Fédération Artisans du Monde, 53, boulevard de Strasbourg, 75010 Paris, tél : 01 56 03 93 50. *Trimestriel du collectif "De l'éthique sur l'étiquette". Tout sur les moyens de faire du commerce avec le Sud sans exploitation. Des campagnes pratiques pour dénoncer les différentes formes d'exploitation (travail des enfants, travail des prisonniers, conditions proches de l'esclavage, etc.).*

■ Solidarités chômages, 17, rue de Lancry, 75010 Paris, tél : 01 40 03 99 19. *Mensuel lancé au printemps 2001 par le Mouvement national des chômeurs et précaires.*

■ Survival, 45, rue du Faubourg-du-Temple, 75010 Paris, tél : 01 42 41 47 62. *Revue de l'association Survival International, fondée en 1969, dans le but de soutenir les peuples indigènes menacés d'éthnocides. Le mouvement est implanté dans 75 pays. Lutte aussi contre le racisme chez nous. Publie également la revue de réflexion Ethnies.*

■ Agir Ici, 104, rue Oberkampf, 75011 Paris, tél : 01 56 98 24 40. *En devenant signataire de la charte de l'association, vous pouvez recevoir "la lettre des signataires" qui informe sur le suivi des campagnes lancées par Agir Ici en partenariat avec d'autres associations, tiers-mondistes pour la plupart.*

■ Brisons nos chaînes ! RAT, Librairie Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris. *Revue du réseau pour l'abolition de la télévision. Née en 1991 pendant la guerre du Golfe. Stimulantes réflexions d'inspiration libertaire sur notre drogue nationale. Parution de plus en plus irrégulière.*

■ Chimères, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris. *Revue trimestrielle de gauche alternative, dans la mouvance anti-marchandisation.*



■ Politis, 2, impasse Delaunay, 75011 Paris, tél : 01 55 25 86 86. *Hebdomadaire créé en 1988. Revue "à gauche de la gauche" qui depuis des années pousse au rapprochement des gauches et du PS. Bloc-notes des actions à venir assez complet. Une page par semaine sur l'écologie de terrain.*

■ CNIID-Infos, 21, rue Alexandre-Dumas, 75011 Paris, tél : 01 55 78 28 60. *Revue trimestrielle du Centre national d'information indépendante sur les déchets. Surtout la question des incinérateurs et de la dioxine, mais progressivement ouverte à d'autres questions sur les déchets, en particulier comment les éviter. Reliait également les actions des multiples groupes locaux en butte avec un problème de déchets.*

■ Hommes et migrations, GIP ADRI, 4, rue René-Villermé, 75011 Paris, tél : 01 40 09 69 19. *Revue mensuelle de réflexion sur les questions touchant à l'immigration, réalisé avec le soutien de nombreuses associations impliquées dans ce domaine (CCFD entre autres). Des dossiers extrêmement fouillés. Une large place est accordée aux cultures.*

■ No Pasaran, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 06 11 29 02 15. *Revue libertaire anti-fasciste, avec une ouverture sur l'écologie et de bons débats sur la décroissance.*

■ Nouvelles d'Afghanistan, BP 254, 75254 Paris cedex 11. *Le travail des rares ONG qui arrivent encore à agir dans un pays dévasté par vingt ans de guerre et maintenant l'occupation américaine.*

■ Panda magazine, WWF, 188, rue de la Roquette, 75011 Paris, tél : 01 55 25 84 84. *Revue trimestrielle du WWF-France sur l'environnement, avec dossiers, articles, document, reportage. Le WWF est l'une des plus grosses structures internationales...*

■ Plein droit, 3, villa Marcès, 75011 Paris, tél : 01 43 14 84 84. *Revue du GISTI, groupe d'information et de soutien des immigrés. Met l'accent sur les écarts entre les belles déclarations des "droits de l'homme" et la réalité des immigrés au quotidien.*

■ Pour la Palestine, AFP et AMFP, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 43 72 15 79. *Revue de l'association médicale franco-palestinienne et de l'association France-Palestine. Axé surtout sur les questions sociales en Palestine.*

■ Prochoix, 177, avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris, tél : 01 43 73 35 25. *Revue féministe née en 1998. De nombreux articles contre l'Eglise et l'ordre moral, aussi bien dans le domaine sensible de l'avortement que dans le domaine de l'éducation, de la sexualité, etc.*

■ Rouge et Vert, Les Alternatifs, 40 rue de Malte, 75011 Paris, tél : 01 43 57 44 80. *Hebdomadaire des Alternatifs, mouvement situé à la gauche des Verts. De l'actualité extérieure sur les luttes en cours et beaucoup de débats internes sur les relations rouges et vertes.*

■ Vacarme, 38, rue Servan, 75544 Paris cedex 11. *Revue traitant de sujets très divers tels que l'humanitaire, le cinéma, la politique... Beaucoup de sujets sur les cultures minoritaires et le racisme d'hier et d'aujourd'hui.*

■ Volcans, EDREV, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 44 64 98 64. *Trimestriel consacré à l'actualité en Amérique centrale. Suivent de près les initiatives des Indiens comme au Chiapas.*

■ Clara magazine, 25, rue du Charolais, 75012 Paris. *Revue mensuelle de l'association "Femmes solidaires", association proche du PCF à ses origines.*

■ Ras l'Front, BP 87, 75561 Paris cedex 12. *Mensuel de lutte et d'infos contre le Front national, relayée par 150 collectifs locaux. Toutes les infos sur les pratiques de l'extrême-droite, ses idées, etc. Toutes les actions de terrain contre le racisme et la haine.*

■ Echo des platanes, L'écologie pour Paris, 89, rue Pascal, 75013 Paris, tél : 01 45 35 42 20. *Revue trimestrielle de bonne qualité qui fait de l'écologie de terrain à l'écart des magouilles politiciennes. Une bouffée d'air pur pour les Parisiens.*

■ Liaison Ile-de-France environnement, 54, avenue Edison, 75013 Paris, tél : 01 45 82 42 34. *Revue mensuelle d'information sur les associations de protection de l'environnement en Ile-de-France.*

■ Other Israel, 137 bis, rue Nationale, 75013 Paris. *Traduction d'une revue israélienne réalisée en anglais qui donne les nouvelles de ceux qui en Israël et en Palestine se battent pour la paix entre les deux peuples.*

■ Timor informations, Asto, 43 ter, rue de la Glacière, 75013 Paris. *Revue précieuse sur le Timor-Oriental, territoire qui a disparu de "l'actualité" des médias beaucoup trop vite.*

■ Fnaut-Infos, 32, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris, tél : 01 43 35 02 83. *Revue mensuelle de la fédération nationale des associations d'usagers des transports. Coordination des actions en faveur du transport collectif et contre la voiture particulière. Dénonce les cadeaux du gouvernement en faveur de la route, le manque d'initiatives de la SNCF, la timidité des élus...*

■ Réseau Vert, 114, rue du Château, 75014 Paris, tél : 01 42 71 04 14. *Bulletin trimestriel de l'association du même nom, indépendante des Verts, et qui milite pour le développement d'un réseau piéton et cyclable continu en région parisienne. Travail sérieux qui commence à porter ses fruits.*

■ Roue libre, 32, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris, tél : 01 43 20 26 02. *Revue bimestrielle du mouvement de défense de la bicyclette. Surtout des articles sur la région parisienne et quelques grandes villes européennes.*

■ Animation, One Voice, 8, rue des Morillons, 75015 Paris, tél : 01 56 56 62 70. *One voice fait partie de cette nouvelle génération d'associations qui se battent contre l'exploitation animale. Ils sont conséquents : pour être membre du conseil d'administration, il faut être végétarien.*

■ Citoyens du monde, 15, rue Victor-Duruy, 75015 Paris, tél : 01 45 31 29 99. *Depuis de très nombreuses années, ce réseau de citoyens fait la promo-*

tion du mondialisme en rappelant l'ineptie des frontières. Beaucoup de citations de personnalités qui les soutiennent. Trimestriel.

■ Radio Ici et Maintenant, 8, rue Violet, 75015 Paris, tél : 08 92 23 95 20. *Radio où les auditeurs peuvent proposer leurs propres émissions. A longtemps hébergé une émission sur S!ence.*

■ Notes et morceaux choisis, Bertrand Louart, 52, rue Damremont, 75018 Paris. *Petite revue individuelle gratuite et irrégulière qui diffuse des textes récents ou anciens que l'auteur trouve importants. A publié un texte très critique sur la dérive industrielle des éoliennes (repris dans S!ence).*

■ Zaléa TV, 47, rue d'Aubervilliers, 75018 Paris, tél : 01 40 05 04 24. *Projet de télévision associative qui pour le moment enregistre de très nombreuses activités militantes et produit des vidéos.*

■ Chronique d'Amnesty, 76, boulevard de la Villette, 75019 Paris, tél : 01 49 23 11 18. *Revue d'Amnesty International avec le suivi des multiples actions pour les droits de la personne à travers le monde. Extrêmement complet.*

■ Dedans dehors, Observatoire international des prisons, 31, rue des Lilas, 75019 Paris, tél : 01 44 52 87 90. *La revue de l'Observatoire international des prisons. Rapport sur la vie dans les prisons et présentation des structures d'aides à l'extérieur. Débat sur le rôle de la prison dans la société.*

■ Coup de griffe, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris. *Revue de la CNT, syndicat anarchiste.*

■ Cyclo-camping international, 25, rue Ramus, 75020 Paris, tél : 01 47 97 62 18. *Trimestriel dédié à tous les voyageurs du monde entier qui voyagent à vélo : récits de voyages, infos pratiques, hébergement entre cyclo-voyageurs ("cyclo accueille cyclo"...) et fiches par pays.*

■ Débattre c/o Alternative libertaire, BP 177, 75967 Paris cedex 20. *Débattre est la revue trimestrielle théorique et de réflexion de l'association Alternative libertaire. Au sommaire de récents numéros : le colonialisme en Palestine, le mouvement ouvrier américain, Bourdieu et les libertaires...*

■ Greenpeace magazine, 22 rue des Rasselins, 75020 Paris, tél : 01 44 64 02 02. *Revue de l'association.*

■ Pote à pote, 190, boulevard de Charonne, 75020 Paris, tél : 01 44 93 23 23. *Mensuel de la fédération des Maisons des potes, c'est-à-dire de SOS-Racisme et de Ni putes ni soumises. Très branché. Des reportages souvent faits par les jeunes militants des "quartiers difficiles". Sans tabou. Proche du PS.*

■ Que fait la police ? OLP, 7/9, passage Dagorno, 75020 Paris. *Revue de l'Observatoire des libertés publiques.*

■ Temps maudits, CNT-AIT, 33, rue des Vignolles, 75020 Paris. *Revue trimestrielle de réflexion sur le syndicalisme révolutionnaire. Premier numéro sorti à l'automne 1997.*

■ Utopies critiques, Syllepses, 42, rue d'Avron, 75020 Paris. *Revue trimestrielle internationale pour l'autogestion. Depuis 1998.*

■ Libelle, c/o Michel Prades, 116, rue de Pelleport, 75020 Paris, tél : 01 43 61 52 40. *Revue mensuelle de poésie en six pages.*

■ Geste, association Gestuelles, 3, rue de l'Avenir, 75020 Paris. *Revue née en 2004 et qui traite de tous les gestes sous différentes formes : arts plastiques, mise en scène, philosophie, sociologie, mime, photographie, etc.*

■ Télé-Bocal, Goumen bis, 2 bis, cité Aubry, 75020 Paris, tél : 01 43 48 02 08. *Projet de télévision associative via internet.*





DR

Lycée autogéré de Paris

Les portes du lycée autogéré de Paris se sont ouvertes en septembre 1982. Il s'agissait, pour le groupe d'enseignants et d'élèves rassemblés autour de Jean Lévi, de mettre en œuvre, à l'échelle d'un établissement un projet inspiré de l'école autogérée de Marly et du lycée expérimental d'Oslo (Norvège).

La réflexion des enseignants a été nourrie de la lecture des praticiens et des théoriciens de l'Éducation nouvelle ; Piaget, Dewey, Neill et Freinet, et de la pédagogie institutionnelle, ainsi que de la participation à divers mouvements pédagogiques.

Le lycée occupe les locaux de la rue de Vaugirard depuis la rentrée 1984. C'est un lycée non sectorisé, gratuit, laïc et public.

Il se veut démocratique avec la participation de tous aux actions et aux décisions qui se rapportent à la vie de l'établissement. Elèves et professeurs participent à la gestion collective.

Les méthodes mises en œuvre doivent permettre à des élèves en échec scolaire de retrouver une envie d'apprentissage.

Le lycée a choisi de n'avoir ni personnel de gestion, ni personnel de

direction : toutes ces tâches sont à la charge des membres du lycée. La gestion se fait principalement à travers quatre instances : l'assemblée générale, le groupe de base, la réunion générale de gestion et les commissions. Outre leur fonction gestionnaire et politique, ces instances ont une vocation éducative : elles exigent des élèves réflexion, responsabilité, esprit d'initiative. Tous les membres du lycée sont volontaires pour y travailler, que ce soient les professeurs ou les élèves.

■ Lycée autogéré de Paris, 393, rue de Vaugirard, 75015 Paris, tél : 01 42 50 39 46 ou 47.



DR

Crèches parentales

Les crèches parentales, bien que par la commune, sont gérées directement par les parents. Ceci implique de leur part un fort investissement avec souvent une permanence sur place dans la semaine. De ce fait, les crèches parentales s'adressaient à des personnes ayant du temps libre en semaine. L'arrivée de la semaine de 35 heures permet d'élargir l'éventail des professions représentées. Une crèche pour les enfants est une école d'autogestion et de coopération pour les parents.

- Les Jeunes heures, 4, rue du Pas-de-la-Mule, 75003 Paris, tél : 01 48 87 06 71.
- Crèche parentale du Marais, 8-10, rue François-Miron, 75004 Paris, tél : 01 42 77 19 02.
- Les Petits lardons, 20, rue des Cluses-Saint-Martin, 75010 Paris, tél : 01 40 18 47 93.
- La République des enfants, 48, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, tél : 01 45 23 33 61.
- Square Bande, 4, rue Guilhem, 75011 Paris, tél : 01 47 00 50 78.
- Babillages, 10, impasse Delépine, 75011 Paris, tél : 01 43 79 25 04.
- Les 400 coups, 1, rue Jean-Macé, 75011 Paris, tél : 01 43 48 78 71.
- Balustrade, 39, cité Industrielle, 75011 Paris, tél : 01 43 70 22 11.

- Les Pieds tendres, 12, passage Abel-Leblanc, 75012 Paris, tél : 01 43 45 91 03.
- Les Gardons, 15, rue Montgallet, 75012 Paris, tél : 01 43 42 25 14.
- Les Crocos, 17, rue Dagorno, 75012 Paris, tél : 01 43 47 35 82.
- Pirouett', 147, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris, tél : 01 45 65 96 12.
- La Porte entr'ouvert, 6 bis, rue Hyppolite-Maindron, 75014 Paris, tél : 01 45 43 76 82.
- La Cool douche, 167, rue d'Alésia, 75014 Paris, tél : 01 45 42 80 20.
- Calinot Singe, 184, rue de la Croix-Nivert, 75014 Paris, tél : 01 40 60 09 02.
- Acidulé et à croquer, 78, rue Marcadet, 75018 Paris, tél : 01 42 51 38 86.
- La Chouine, 16, rue Hermel, 75018 Paris, tél : 01 42 52 76 98.
- Les Enfances, 33, rue de Boucry, 75018 Paris, tél : 01 40 37 09 11.
- Quel univers inventer ? 43, rue des Bois, 75019 Paris, tél : 01 42 49 20 68.
- Grenadine & menthe à l'eau, 8, allée Louise-Labé, 75019 Paris, tél : 01 48 03 14 02.
- Les Petits loups, 76, quai de la Loire, 75019 Paris, tél : 01 42 02 72 65.
- L'Île aux trésors, 19, rue des Chauffourniers, 75019 Paris, tél : 01 42 40 87 71.
- Galipette, 12, rue Botha, 75020 Paris, tél : 01 43 58 55 71.
- Lutinlune, 42, rue d'Avron, 75020 Paris, tél : 01 43 73 26 04.
- Le Repaire des lutins, 19, rue Henri-Duvernois, 75020 Paris, tél : 01 43 61 72 34.



DR

Et également

- AJEFA, Association des parents d'élèves d'enfants franco-allemands, 134, rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris, tél : 01 42 06 90 50. *Halte-garderie et jardin d'enfants franco-allemand.*
- AIE, 29, rue Davy, 75017 Paris, tél : 01 42 28 71 64. *L'agence information enfance publie depuis des années un annuaire des écoles différentes.*
- Dessine-moi un enfant, 14, rue de Thionville, 75019 Paris, tél : 06 60 89 34 73. *Etudier les effets de la mondialisation sur les fondements éducatifs, humains et sociaux des enfants à travers le monde.*
- Montessori de France, 322, rue des Pyrénées, 75020 Paris, tél : 01 43 58 84 72. *Association qui regroupe des personnes intéressées par la pédagogie Montessori, aide aux écoles qui la pratiquent. Défense des droits de l'enfant. Formation des enseignants.*

publicité





Cafézoïde

Cafézoïde est un café uniquement pour les enfants. Il est né d'un rêve d'enfant. Ce rêve s'est enrichi de la réflexion, de l'expérience et du désir d'aventure de professionnels de l'enfance et d'artistes. Le café des enfants est un vrai café ayant pour ambition d'offrir aux enfants et aux jeunes de 0 à 16 ans ce que les cafés musique, théâtre, littéraire, philo et autres offrent actuellement aux adultes de Paris et d'ailleurs. Cafézoïde souhaite offrir une alternative de qualité aux fast food qu'ils ont l'habitude de fréquenter. Cafézoïde est un lieu chaleureux, inventif, généreux, fantaisiste qui les accueille en tant que personne, un lieu où les rencontres sont possibles entre les petits et les grands, un lieu aussi de mixité sociale.

■ Cafézoïde, 92 bis, quai de la Loire, 75019 Paris, tél : 01 42 38 26 37.



Week- 1 D photo

Week- 1 D photo



Leconte à la Nef (1)

Mes amis, Ainsi, vous aussi, ce triste Leconte vous a "charmé". (...) Ce Leconte du CEA mange bio, caresse la tête des enfants dans les écoles Steiner en France, se rend indispensable à la Nef, banque des écolos... Ce Leconte feint d'oublier que CEA et IRSN, ces institutions auxquelles il lie sa carrière participent activement à perpétrer un crime majeur sur la population bélarusse surtout. Comme le CEA et l'IRSN, pour leur profit, Leconte n'en dit mot !

Il est urgent que vous lisiez ou relisiez si vous l'avez oublié, Jean Bruller alias Vercors et sa *Bataille du silence*. Ce récit de la genèse de *Silence* et des Editions de Minuit, au-delà du chef d'œuvre lui-même (*Le silence de la mer*), nous indique, alors que les conditions actuelles sont bien moins dangereuses pour nous, quelle attitude il est urgent de prendre face à cette abomination nucléaire. (...) Il s'agit de dénoncer ce crime terrible, de s'y opposer et non d'y collaborer en participant peu ou prou à sa gestion comme lors des pseudo-débats. Si Leconte ne voit de cette technologie que l'énergie et un substantiel problème de déchets, il ne mesure pas la prééminence de l'armement et les conséquences irrémédiables d'une catastrophe telle que celle de Tchernobyl.

(...) Vous auriez également grand profit à lire ou à relire le numéro 22 de la revue *Trait d'Union* de la CRIIRad intitulée "Quand le lobby nucléaire s'en prend à ses victimes". Sa lecture permet de comprendre et suscite le désir d'en savoir plus sur ces institutions du nucléaire au sein desquelles Leconte agit en voulant nous faire croire qu'il serait un modérateur. Ces agences françaises organisent avec d'importants financements européens, dont les nôtres et les vifs encouragements de l'AIEA, la dissimulation des véritables conséquences de la catastrophe de Tchernobyl pour *in fine*, user de cette "précieuse expérience lors d'un prochain accident, pourquoi pas ici en France".

Si cela ne suffit pas, l'actualité irakienne, indienne, israélienne, iranienne et américaine devrait finir de vous ouvrir les yeux. Le mot de "collabo" a déjà été évoqué par un de mes amis. En l'occurrence dans cette affaire, il a son sens.

Je désapprouve totalement la visite que vous avez accordée à ce triste sire. Le lecteur peu au fait des dessous de l'avènement de cette industrie, ou pire encore, ceux au fait de l'histoire mais qui imaginent par générosité excessive un possible dialogue (j'y perds là quelques vrais amis) ne peuvent qu'être trompés par les réponses de ce Leconte à vos questions, si bien intentionnées qu'elles soient....

Luc Lesquir ■
Drôme.

Leconte à la Nef (2)

1988 : Philippe Leconte découvre l'anthroposophie, en même temps que les 500.000 enfants de Tchernobyl vivant dans les zones contaminées de Bélarus découvrent l'anthropogammamétrie ; à chacun ses découvertes donc, à chacun son anthropos et sa vision de l'homme. C'est Rudolf Steiner qui a inventé l'anthroposophie et c'est le professeur académicien Nesterenko qui a inventé le concept de la chaise anthropogammamétrique qui permet de mesurer la dose de radionucléides incorporés dans le corps humain, afin de déterminer son degré d'empoisonnement et administrer la pectine qui permet d'enlever une grande partie de cette radioactivité incorporée. Mais M. Leconte est membre de l'IRSN, ex-directeur de recherche au CEA, représentant de la France au lobby nucléaire européen Euratom... et donc il nie la réalité des pathologies dans les territoires contaminés. (...) Ce négationnisme est hautement et doublement scandaleux, d'abord en tant que simple être humain, ensuite en tant que président du directoire d'une banque solidaire, la Nef. Les cohortes d'enfants malades de Tchernobyl ne rencontreront jamais l'anthroposophe du CEA, celui-ci est trop absorbé par sa quête personnelle. Réveille toi Rudolf, ils sont devenus fous.

Jean-Luc Moreau ■
Morbihan.

Leconte à la Nef (3)

(...) Cet acharnement à vouloir faire du passé un fardeau pour toute sa vie, et cette intransigeance sur la nécessaire perfection de chaque société expriment, me semble-t-il, une intolérance peu compatible avec l'éthique d'une Nouvelle économie fraternelle.

Philippe Boislève ■
Vaucluse.

Décroissance et démographie

Tout à fait d'accord avec Luc Beaujean sur la corrélation entre décroissance et démographie (*Silence* n°334 d'avril 2006 pp. 49-50). *Silence* publie d'excellents articles sur la décroissance, mais l'aspect démographique est rarement évoqué. Il semble que les auteurs s'autocensurent. Le sujet serait-il tabou ?

Pourtant, il me semble évident que l'aspect quantitatif de la population mondiale est un facteur multiplicatif de tous les problèmes écologiques, qu'il s'agisse d'épuisement des ressources, de production énergétique, de pollution, de destruction de la nature. (...) Il est prévu dans quelques décennies un doublement de la population mondiale, même dans l'hypothèse optimiste d'une décroissance rapide de la fécondité jusqu'à une moyenne de deux enfants par personne, censée stabiliser la population. Comme les ressources de la terre restent les mêmes, cela signifie qu'il faut prévoir un rapport deux supplémentaire dans la décroissance de la consommation par personne. Cela me paraît déjà beaucoup plus difficile à faire accepter. Et après, si la population augmente encore ? Jusqu'où faudra-t-il décroître ? Il y a forcément une limite où la Terre ne sera plus viable, même sans technologies lourdes. Puisqu'il faudra arrêter l'accroissement de la population, autant le faire le plus vite possible, les conditions de vie de nos arrières petits-enfants n'en seront que meilleures. Rêvons un instant d'un monde avec dix fois moins de population : imaginons le peu d'emprise des activités humaines sur l'environnement, la nature préservée, les espaces vierges... mais ce n'est qu'un rêve. D'accord, direz-vous, mais que faire aujourd'hui ? Peu de choses, à la vérité. On ne peut pas obliger le monde entier à faire moins d'enfants. Mais on peut en parler, lever le tabou. Eduquer. Lutter contre les natalistes qui pensent à court terme, ne pas les laisser occuper le terrain. Pourquoi pas un dossier dans *Silence* sur la natalité ?



Michel Morel ■
Calvados.

Cacher la mort, protéger la société de consommation

Dans une vie déboussolée et aveuglée, nous avons oublié le sens de la vie : naissance, croissance, reproduction, sénescence et décès. On pense la vie complexe, mais elle est simple. Notre société a éliminé la mort de son horizon. Nous croyons être là pour toujours, alors accumulons, consommons, approprions-nous les choses comme si elles étaient toujours les nôtres. Réapprendre à se familiariser avec la mort, c'est mieux voir l'essentiel. Prendre conscience que notre seul avenir est dans les générations suivantes. Que si nous ne trouvons pas la fraternité sur terre, nous la trouverons dans la mort. Nous finirons tous à la même adresse : pauvres, riches, européens, africains. Nous serons tous dépossédés, que nous ayons beaucoup ou peu. Alors réfléchissons à l'énergie que nous dépensons pour avoir des choses que nous abandonnerons malgré nous. La seule richesse que nous emporterons avec nous est celle du cœur, et c'est la seule qui vaut la peine de vivre. (...) Nous subissons en ce moment l'acharnement thérapeutique des économistes. Nos dirigeants refusent de reconnaître le modèle comme malade incurable. La croissance comme une tumeur attaque tout le système. Elle se nourrit de l'organisme. Le malade maigrit, sombre dans la fatigue, la dépression, et pour finir le coma. Où en sommes-nous dans la maladie, à quel stade ? A quand l'agonie ? Et après la mort du système, qu'y a-t-il ? Personne ne sait. Alors réveillons nous, conscients que la vie est un passage, et qu'il est de notre responsabilité de laisser la place propre pour les survivants. Passons de l'orgueil à l'humilité et la simplicité. Nos enfants seront les seuls juges.

Jean-Sébastien Gutter ■
Ille-et-Villaine.

Iran et nucléaire

Défendre le droit pour l'Iran au nucléaire me paraît totalement injustifié. L'Inde ne prône pas la destruction de l'état d'Israël, elle (je ne suis pas sioniste... !). L'Iran s'avère être une théocratie fasciste. Au nom de quels principes justifier ces provocations et le fait que le pays se dote de l'arme nucléaire ?

Un anti-américanisme primaire ne me paraît pas de mise (je ne suis pas pro-Bush !). C'est l'avenir de la planète qui est en jeu. (...) Cette situation résulte de l'aveuglement, ou plutôt de la course au profit engagée par les démocraties occidentales au moment de la signature de contrats entre la France et l'Italie.

Marie Agnès Kopp ■
Bas-Rhin.

Silence : *Nous demandons aux possesseurs de la bombe de commencer par supprimer leurs bombes conformément au traité de non prolifération, ceci avant de faire la leçon aux autres.*

Eau du robinet, eau en bouteille

Je reviens sur ce sujet dont j'avais traité dans un précédent courrier parce qu'il me paraît être un exemple représentatif de la logique économique de la "croissance".

Situation de départ (disons il y a 30 ou 40 ans) : l'eau potable est distribuée, traitée, recyclée, par des systèmes de châteaux d'eau, de canalisations et de stations d'épuration, gérés par un service public. Ils permettent d'approvisionner à peu près équitablement toute la population pour un coût très faible. L'eau dite "minérale" n'est quasiment utilisée qu'à des fins médicales.

Situation actuelle : le système "ancien" est toujours utilisé et amène actuellement l'eau à domicile pour un prix d'environ 0,003 euro/litre. Mais cette eau presque gratuite est de moins en moins utilisée pour la consommation alimentaire, pour laquelle elle est supplantée par les eaux en bouteilles. Cette dernière est transportée par camions, stockée, commercialisée en grandes surfaces ; les bouteilles vides sont collectées et traitées dans des déchetteries ; les agences de publicité trouvent un créneau intéressant dans la promotion de marques différentes d'un produit quasi identique. Cette eau est vendue au consommateur entre 0,10 et 0,50 euro/litre selon les marques et le conditionnement, soit 33 à 166 fois le prix précédent. La logique de cette évolution, c'est le besoin pour un système exclusivement piloté par le marché de développer des consommations mêmes inutiles (en terme de santé, confort...) afin de faire tourner la machine économique.

Parions qu'à ce stade, le lobby de l'eau en bouteille cherche à faire prévaloir des traitements chimiques tels que, tout en restant exemptes de germes, l'eau du robinet devienne impropre à la consommation alimentaire (boisson, cuisson...), en utilisant par exemple des substances modifiant ses caractères gustatifs, mais qu'on vous vendra comme un progrès sanitaire !

Quel merveilleux progrès que la croissance !



Jacques Deschamps ■
Loir-et-cher.

Hamas

Vous écrivez dans le numéro 335 : "Bien que le Hamas ait été élu démocratiquement, les pays occidentaux n'acceptent pas le verdict des urnes. L'Europe menace de suspendre son aide... 75% des Palestiniens vivent déjà sous le seul de pauvreté, cela peut expliquer en grande partie leur soutien aux plus extrémistes".

Accepter le verdict des urnes n'implique pas de rester impassible et inactif : imaginer demain Le Pen président, accepteriez-vous sous prétexte d'élection démocratique que le monde entier continue d'avoir les mêmes relations diplomatiques, économiques, politiques qu'auparavant avec la France ?

Ne vous êtes-vous pas insurgé, comme moi, lors de l'élection du fasciste autrichien, n'avez-vous pas demandé ou espéré de la part de la communauté internationale des mesures de rétorsion bien qu'il ait été élu démocratiquement ? Le fait d'être un peuple pauvre ne justifie pas qu'on l'absolve : cela voudrait dire qu'il y a un degré de gravité à élire des présidents fascistes (religieux ou pas) selon qu'on est pauvre ou riche : avec ce genre de raisonnement on fait silence sur les aides financières qui permettent l'élection de ces mêmes fascistes (certains industriels allemands hier, l'Arabie Saoudite aujourd'hui).

Pour moi c'est clair ! Le peuple palestinien a choisi un gouvernement fasciste-terroriste qui veut l'anéantissement d'un autre pays. Qu'il en subisse les conséquences est logique et donc ne me choque pas ! Ce qui me désespérerait, c'est que mon argent aide ce gouvernement terroriste à réaliser ces objectifs pour le moins bellicistes.

Christian Demercastel ■
Hauts-de-Seine.

Silence : *La brève était peut être un peu mal tournée, mais elle voulait pointer un problème dont vous ne parlez presque pas : la très grande misère dans laquelle vit le peuple palestinien, due en partie à l'attitude de l'état d'Israël — qui contrôle de fait l'économie palestinienne — et de la communauté internationale, et que l'arrêt des aides ne fera qu'empirer.*

Quand l'Europe tranche le débat en Palestine

(...) Un blocus rigoureux, notamment financier, s'organise contre la Palestine, au prétexte d'amener à résipiscence le Hamas, élu démocratiquement par les Palestiniens, aux motifs que ce mouvement ne renoncerait pas à l'intention de détruire l'Etat d'Israël et figurerait aussi sur la liste des "mouvements terroristes". Il s'agit donc de punir le peuple assez sévèrement pour lui faire regretter son choix. Les institutions européennes ont donc décidé de suspendre leur aide aux populations de Palestine, déjà systématiquement dépouillées par l'occupant de leurs terres et de leurs moyens d'existence et de travail, des ressources douanières qui leur sont dues, et tout autant de leurs ressources naturelles... ainsi que de toute liberté et de toute perspective d'avenir. Déjà la population est à la limite de la survie. Bruxelles prétend maintenant compenser ce dommage en faisant passer les secours, par des voies détournées... écartant les ONG, et sans savoir lesquelles. Et en attendant ?

Quelles que soient les intentions du Hamas, réelles ou proclamées, ou les deux, on voit mal comment ses bombinettes, ses fusils, ses frondes ou même les kamikazes pourraient venir à bout de l'Etat d'Israël.

A quoi ont abouti les dirigeants palestiniens qui ont accepté la négociation ? comment, avec quel empressement sont reçus ceux qui y sont disposés aujourd'hui ? Ignorés, floués, discrédités, et par les moyens les plus pervers réduits à l'impuissance, quel espoir ceux-là peuvent-ils donner à leur peuple. Peuvent-ils apaiser son désespoir et sa juste colère ? Et depuis quand les "démocraties" de cette Europe, qui comme conflit une occupation hors-la-loi et prend la victime pour le bourreau, refusent-elles de parler aux résistants terroristes portés au gouvernement par leur peuple ? Sérieusement, que reste-t-il aux Palestiniens à négocier ? Leur survie, peut-être, sans les conditions de la survie. Et pour cela, "tendre l'autre joue". (...) L'Europe "de la démocratie et de la paix", qui ne s'est pas donné les moyens de freiner la main qui tient la machette, lui apporte aujourd'hui son soutien ? Au nom de quelles "valeurs de civilisation" ? Pas même celles de l'intelligence, puisque nous attisons ainsi sciemment une révolte légitime et la haine engendrant ce terrorisme qui nous épouvante. Les "valeurs européennes" restent à forger par les Européens. L'Europe doit revenir sur cette décision inique, sinon criminelle.

Anne Blanchard ■
Essonne.

Gâteaux ?

Sur votre numéro 335 de mai 2006, page 31, vous avez présenté l'article "le mur du çon", je suis parfaitement d'accord avec vous, sauf sur un point : d'après vous James Lovelock est gâteau parce qu'il a 86 ans. Je souhaite à l'auteur de cet article de ne pas devenir gâteau beaucoup plus tôt ; il y a des individus gâteaux à la quarantaine, d'autres encore lucides à quatre-vingt-dix ans.

Aude André ■
Indre-et-Loire.



Micro-crédit, une tentative pour clarifier le débat

Nous faisons suite à un article d'Hedwige Peemans-Poullet paru dans le numéro 330 de décembre 2005 de Silence. (...) Le micro-crédit peut être instrumentalisé au service de vues libérales. Soit. Faut-il pour autant jeter le bébé avec l'eau du bain ? Faut-il rejeter une idée parce que le FMI en chante les louanges ? Ce serait à nos yeux le symptôme d'un discours politique qui n'arrive pas à se penser en autonomie mais se développe toujours "contre". La véritable riposte aux analyses néolibérales consiste à refuser une approche exclusivement financière au profit d'une analyse qui lui associe la réflexion sur les mécanismes sociaux de la dette, l'objectif d'inclusion du plus grand nombre, etc. Elle consiste également à faire la part des choses entre l'outil et la langue idéologique dans laquelle d'aucuns veulent l'incruster.

Certes, certaines des expériences de micro-crédit ont été des échecs, et l'analyse de ces échecs a montré qu'elles étaient inadaptées au quotidien des sociétés et de leur culture. La microfinance est donc bien un outil, qui doit sans cesse s'adapter pour réussir aux contraintes culturelles et sociales. Il y a donc une autre vision possible de la microfinance : celle d'un outil permettant à des couches populaires, exclues du système bancaire et soumises à la dépendance des fournisseurs et des usuriers, de développer une large gamme d'activités productives rentables, d'améliorer leurs conditions de vie et leur statut social. (...) L'article de Mme Peemans-Poullet loue les mérites de l'économie informelle et dénonce le fait de "transformer l'informel en formel, de convertir l'argent qui circule sans intérêt en argent qui circule avec des intérêts". N'est-ce pas méconnaître le poids des liens, des dettes morales, des services rendus et à rendre en retour, inhérents à l'économie informelle ? Disons-le avec force : l'anonymat du prêt avec intérêt peut être libérateur, en ce sens qu'il peut délivrer l'individu des liens parfois étouffants de la société traditionnelle. La microfinance permet dans cette perspective à ses utilisateurs d'élargir le champ des possibles.



Par ailleurs, plutôt que d'opposer au micro-crédit la nécessité de "réaffirmer la responsabilité publique dans les domaines comme la santé et l'éducation [...] et reconstruire les services publics", il nous semble bien plus judicieux de mener de front l'édification de services publics de qualité à l'abri des spéculations marchandes, et d'un système de production de richesses au service des personnes encouragé par le micro-crédit. A partir d'une analyse commune du déclin des Etats peuvent naître en effet deux stratégies complémentaires et non concurrentes, à savoir : défendre l'Etat et tenter d'inventer de nouveaux dispositifs à d'autres échelons, supra ou infra-nationaux.

Dans cette perspective, si l'on considère un micro-crédit ayant pour objet l'inclusion sociale du plus grand nombre et la participation aux processus de représentation démocratique, certaines institutions de type participatif ont le mérite de proposer une alternative concrète, à la fois aux problèmes posés par les enjeux de la production de richesses, et par le rôle de leurs membres dans la prise de décision démocratique. L'impact du micro-crédit peut alors être significatif : émergence ou renforcement de petits producteurs qui modifie la différenciation socio-économique (et notamment les rapports de genre), diminution des dépendances et augmentation du niveau de vie liées à l'augmentation des revenus lorsque l'objet du crédit s'avère rentable, diffusion de nouvelles normes (démocratisation des décisions, transparence de la gestion...).

L'audace du micro-crédit est de tenter de faire germer l'alternative en plein cœur du modèle dominant : dans le champ économique, dans ses outils financiers, en invoquant les "fétiches" que sont pour le néolibéralisme l'intérêt du capital et l'entrepreneur individuel. C'est aussi, bien sûr, sa fragilité : à s'approcher au plus près du cœur de l'idéologie dominante, le risque est grand de perdre son âme. Il serait donc catastrophique d'abandonner le micro-crédit aux séides du FMI. Pour lui éviter ce triste sort, il faut au contraire revendiquer un micro-crédit qui soit porteur d'un projet politique alternatif.

Inventer une alternative "en plein cœur" implique un immense effort d'émancipation intellectuelle vis-à-vis d'un modèle qui détermine tous nos comportements. Qu'est-ce à dire ? Que nous échouons souvent à nous émanciper complètement de ce modèle ; que les institutions de micro-crédit pousseront parfois au développement d'activités dépendantes du marché mondial, faute d'une analyse suffisamment poussée ou tout simplement faute d'une meilleure idée. Une totale autonomie de pensée ne peut être qu'un idéal, et le chemin vers cet idéal ne peut être que pavé d'erreurs. Cela ne doit pas pour autant nous faire renoncer à l'action.

Julien Mahe,

chargé d'assistance technique dans une institution de microfinance

Kévin Guillermin,
employé de banque.

Assèchement des lacs

Votre article "Terre porteuse" des pages 5 et 6 de votre livraison 334 d'avril 2006 a suscité beaucoup de curiosité et d'interrogations sur les points concernant l'eau. Il y est question généralement de l'épuisement de la ressource en eau dont l'homme serait le seul responsable. Les exemples retenus pour illustrer ces propos font un amalgame dangereux :

- les fluctuations du lac Tchad ont été, très récemment encore en 2006 par une étude de l'IRD grâce à des moyens techniques sophistiqués, confirmées : elles révèlent les évolutions climatiques à long terme ; selon l'IRD, le lac "s'épuise par infiltration et évaporation", donc les activités humaines locales n'ont pas d'incidence, même si les scientifiques soulignent que la vigilance est de mise compte tenu du réchauffement global actuel accéléré (dont une part significative est attribuée aux activités humaines). L'IRD ne manque pas de souligner à quel point les médias annoncent depuis 30 ans l'assèchement définitif, or il n'en est rien et vous contribuez à perpétuer ce catastrophisme nuisible à la réalité scientifique.
- A contrario, la perte de superficie de la mer d'Aral résulte bien de la surexploitation des deux fleuves qui l'alimentaient par pompage dans les années 50 sur ordre des autorités soviétiques afin d'implanter la culture du coton dans cette région. (...)
- Par contre, et c'est plus surprenant, vous indiquez que le "lac Michigan est presque totalement asséché" : toutes mes recherches d'informations complémentaires sont restées sans résultats et je m'interroge donc sur la véracité de tels propos. (...)

Christophe Merloz ■
Savoie.

Violences conjugales

En 91, débutait une réflexion sur les violences conjugales, sous l'égide des déléguées aux droits des femmes, avec les différents partenaires conviés (justice, DDASS, police, gendarmerie, CHRS, etc.).

Il était déjà évoqué un texte de loi qui permettrait à la femme victime de violences conjugales de rester au domicile avec ses enfants, tandis que le conjoint violent serait lui éloigné, et tenu à l'écart de "son ancien domicile conjugal". Il ne s'agissait en somme que d'une personne qui perdait son domicile par rapport au reste de la famille !

Cette initiative a vu le jour au Canada il y a déjà plusieurs années (plus de dix ans c'est sûr). J'ajoute que pour la personne violente écartée, un travail psychologique est entrepris pour l'amener à se reconnaître actrice de cette violence (ce qui a pour but de réduire la possibilité de reproduire le même comportement avec une nouvelle compagne).

Alors pourquoi tant de frilosité en France pour mettre en application cette clause d'éviction du domicile conjugal instaurée par la loi du 26 mai 2004 portant réforme de la procédure de divorce ?

Le réseau d'accueil aux familles volontaires dont vous parlez, pourrait être simplement un soutien amical ponctuel, si ces femmes-victimes de violence — et (ou) leurs enfants — le souhaitent, et non un lieu d'hébergement temporaire palliant une volonté délibérée de ne pas appliquer la loi.

Chantal Béziaud ■
Var.

La conception bioclimatique

**Samuel Courgey
et Jean-Pierre Oliva**
Ed. Terre vivante
2006 - 240 p. - 35 €€€

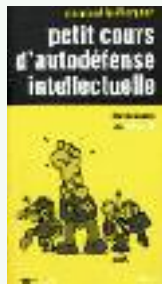


Aujourd'hui l'architecture bioclimatique peut vous permettre, en construction neuve ou en rénovation, de concevoir une maison saine pour l'environnement et totalement économe dans le domaine de l'énergie. Les auteurs, spécialisés dans ces domaines, vous donnent ici les démarches à suivre. Très richement illustré en couleur, ce livre présente de nombreux exemples, les techniques à connaître, les données à prendre en compte. Un livre pour choisir les solutions adaptées à votre projet. MB.

Petit cours d'autodéfense intellectuelle

Normand Baillargeon
Ed. Lux (Montréal)
2005 - 344 p. - 20 €€

L'auteur nous emmène de manière très fouillée dans les multiples moyens que l'on peut utiliser pour tromper autrui. Cela passe par le langage (avec le sophisme, le jargon, la fausse expertise, les paralogismes...), les mathématiques (les statistiques, les probabilités...), les croyances et les pseudo-sciences et cela débouche sur les manipulations des médias (surtout nord-américains ici). Le défaut du livre, c'est qu'il y en a trop ! J'avoue avoir sauté de nombreuses pages sur les démonstrations mathématiques n'ayant pas envie de refaire des cours d'université sur les statistiques ! La dernière partie nous emmène enfin dans la pratique mais se contente trop de nous redire que la concentration de la presse, la publicité et le pouvoir de l'argent



soient aux sources des mauvaises informations que l'on peut y lire (ou des vraies infos qui n'y sont pas). Les premiers chapitres auraient gagné à être moins développés (pourquoi nous parler des tours de magie, des prédictions d'astrologie, d'arnaques célèbres...), le dernier à l'être plus. Heureusement beaucoup d'exemples et d'humour aident à digérer ces très nombreuses informations et digressions. FV.

Quel avenir pour l'espèce humaine ?

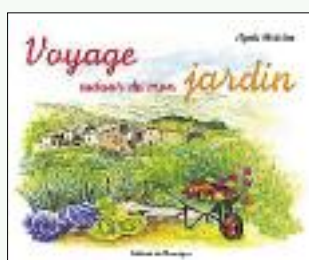
**Patrice Davi, 5, rue
Gustave-Guillaumet,
92310 Sèvres**
2005 - 82 p. - 5 €€

Ce petit livre se veut un résumé d'abord des menaces qui mettent en péril l'avenir de la planète, puis d'un ensemble de propositions liées à la problématique de la décroissance soutenable. La première partie est un peu trop un catalogue de problèmes, la deuxième par contre, facile à lire, reprend de très nombreuses pistes de solution "de bon sens", rapelant qu'avant d'espérer le changement global, on peut déjà commencer à agir soi-même. FV.

Le jardin naturel

Jean-Marie Lespinasse
Ed. du Rouergue
2006 - 176 p. - 29 €€

L'auteur après une quarantaine d'années de jardinage, en arrive à la conclusion que la nature fait bien les choses et que si l'on veut avoir de bons fruits et légumes, le mieux est d'essayer de se rapprocher de la nature. Exit donc



le bêchage, les produits phytosanitaires, les engrais ; utilisation d'un compost répandu directement sur les cultures, mixité des plantes (avec par exemple de la luzerne au milieu des légumes pour apporter de l'azote), rotation des cultures, peu d'arrosage... Richement illustré, l'auteur raconte son parcours, ses expériences et donne de précieux conseils pour avoir un jardin productif à moindre effort. FV.

R O M A N S

Tziganes

Léo Pajon
Ed. du Cerisier
(B 7033 Cuesmes)
2006 - 202 p. - 11 €€

Ce recueil de trois pièces de théâtre-action propose trois réflexions sur des sujets politiques sensibles : *Tzigane*, *le voyage immobile* montre le décalage entre la perception que l'on a des "gens du voyage" et une réalité de plus en plus sédentaire. *Farce wallone* souligne le racisme ordinaire à travers l'opposition entre touristes et immigrés. *La relève* pose la question des rêves perdus des militants, toujours en attente d'une nouvelle génération pour reprendre leurs idées. Trois pièces brèves et fortes qui s'aventurent du côté du surréalisme pour amorcer des débats avec le public. Trois sujets d'actualité traités avec succès par un jeune auteur. FV.

Cellulaire

Stephen King
Ed. Albin-Michel
2006 - 402 p. - 22 €€

Une idée séduisante à la base de ce roman : un signal émis sur les téléphones portables rend ceux qui décrochent complètement fous. Cela commence à Boston aux Etats-Unis et la société se désagrège en quelques heures, chacun essayant de téléphoner pour comprendre ce qui se passe. Si la première centaine de pages nous questionne sur notre dépendance à ce gadget, on plonge ensuite dans la science-fiction, l'hyper-violence et même si c'est écrit dans un style efficace, cela manque d'intérêt. L'auteur n'élève jamais le débat, on reste au niveau d'un héros qui ne se pose par exemple jamais la question de ce qui se passe dans d'autres pays, comme les pays du Sud qui eux n'ont pas de télé-

phones portables. MB.

La croisade s'amuse

Jul
Ed. Albin-Michel
2006 - 52 p. - 12,50 €€

Madame Ben Laden a choisi d'écrire son journal. Elle s'embête un peu avec son mari toujours en train d'organiser des attentats à l'échelle mondiale. De l'autre côté de la planète, George Bush veut en finir avec le Terroristan et décide d'envahir la capitale Bagboul. Un journaliste otage occidental tombant sur le journal de Madame Ben Laden va en faire un best-seller, pendant que le responsable de l'ONU, juif, Benjamin Ladenberg est pris à Bagboul pour Ben Laden... Avec un humour énorme, Jul nous entraîne dans les dessous presque véridiques de l'histoire récente, multipliant les gags dans chaque case de cette aventure tout aussi disjonctée que le précédent album



de l'auteur *Il faut tuer José Bové*. Formidable humour politique. MB.

Poèmes de Prévert en bandes dessinées

Collectif
Ed. Petit à petit
(76162 Darnétal)
2006 - 96 p. - 15 €€

La maison d'édition *Petit à petit* continue avec succès ses ouvrages collectifs qui consistent à mettre en BD des chansons ou, comme ici, des poèmes, les auteurs étant



appelés à respecter scrupuleusement le texte initial. Une douzaine de titres sont déjà

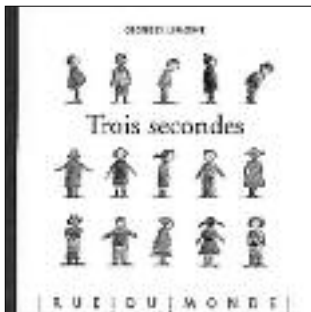
parus (Brassens, Lapointe, Gainsbourg, Higelin...). On pouvait s'interroger sur la possibilité de passer de la chanson à la poésie, mais cela marche tout aussi bien. FV.

E N F A N T S

Trois secondes

Georges Lemoine
Ed. Rue du monde (78960 Voisins-le-Bretonneux)
2006 - 48 p. - 13 €€

Il se passe plein de choses en trois secondes. Après une quinzaine de doubles pages poétiques, le choc est là : dans le monde, un enfant meurt de faim toutes les trois secondes. Or, nous avons de quoi le nourrir pour peu que l'on mette en place des formes de solidarité. Il faut pour cela que chaque enfant le crie, plus de trois secondes. Super petit livre pour amorcer un débat avec ses enfants, à partir de cinq ans. FV.



L'art révolté

Pascale Lismonde
Ed. Gallimard Jeunesse



2005 - 64 p. - 15 €

Juif polonais, Frans Krajcberg est le seul survivant des nazis dans sa famille. Revenu en Pologne après la guerre, il découvre sa maison occupée et se fait insulter. Fuyant l'antisémitisme, il s'installe alors au Brésil. Subjugué par la nature, il se met à créer des sculptures à partir de la nature. Menacé par la déforestation, il s'installe dans une propriété en bord de plage et lutte pour la préservation de la forêt à travers des œuvres faites de bois brûlé. Ce livre dédié aux enfants en présentant l'artiste aujourd'hui âgé de 85 ans, présente aussi de fait les enjeux



NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

- **ABC de la micro-nutrition**, *Virginie Bales*, éd. Grancher, 2006, 162 p. 15 €. Comme nous mangeons de plus en plus carencé, plutôt que de chercher à retrouver un équilibre alimentaire, certains préfèrent nous vanter des compléments alimentaires. Un livre pour rééquilibrer son alimentation sans recours à ces compléments.
- **Le Perroquet**, *Henri Galeron*, éd. Gallimard-Jeunesse, 32 p. 9,90 €, à partir de trois ans. Présentation de l'oiseau, avec en conclusion la menace que représente la déforestation.
- **Les faiseurs de pluie**, *Tim Flannery*, éd. Héloïse-d'Ormesson, 2006, 336 p. 23 €. La première moitié de l'ouvrage est un vaste tour d'horizon des études scientifiques qui nous mènent à prendre conscience du changement climatique en cours. Jusque là, tout va bien. C'est lorsque l'on commence à parler des solutions que les problèmes apparaissent. Vantant les énergies renouvelables, l'auteur australien n'en écarte pas pour autant le nucléaire. Pour justifier cela, il s'appuie sur la régularité de cette source d'énergie qui fournit "80% de l'énergie en France"... Ce qui est totalement faux ! C'est 80% de l'électricité, soit moins de 30% de l'énergie, loin derrière le pétrole ! De même affirmer que le nucléaire fournit 18% de l'électricité dans le monde, c'est oublier de dire que cela ne représente que 4% de l'énergie. Langage dangereux. L'un des responsables du WWF australien préface ce livre. Le WWF qui a pourtant popularisé l'idée de l'empreinte écologique et la nécessité de redescendre notre consommation en dessous d'une planète, ne devrait pourtant pas s'y reconnaître ici : à part des gestes individuels pour économiser l'énergie, rien ne remet en cause la croissance économique qui ne peut qu'entraîner de plus en plus de problèmes de dépassement de la capacité de la Terre à nous supporter. Sobriété et décroissance sont absents dans cet ouvrage.
- **Guide des vacances écologiques**, coordonné par *Philippe Lecuyer*, éd. du Fraysse (82230 Monclar-de-Quercy), 2006, 864 p. 16 € + 3 € de port. 6^e réédition pour ce guide qui donne 4200 adresses dans toute la France : hébergement, manger bio, réserves naturelles, artisanat, séjours santé, développement personnel, stages, vacances militantes, séjours enfants. Un classique.
- **Le régime crétois**, *Serge Farrugia*, éd. Grancher, 2006, 250 p. 19 €. Les Crétois auraient une meilleure espérance de vie que les autres en Europe, Huiles d'olive, vin, céréales, légumineuses, légumes, fruits et aromates semblent être la base d'un bon régime alimentaire.
- **Défigurée**, *Rania Al-Baz*, éd. J'ai lu, 2006, 222 p. Présentatrice vedette de la télévision saoudienne, l'auteur victime de la jalousie de son mari, est frappée, tombe dans le coma, défigurée. Son histoire fait le tour du monde. Elle vient à Paris invitée par Ni putes, ni soumises... De quoi animer un débat sur la condition des femmes dans les pays arabes.
- **L'hôpital en danger**, *Véronique Vasseur*, éd. J'ai lu, 2006, 190 p. Après avoir dénoncé les conditions de vie à la prison de la Santé, Véronique Vasseur raconte ce qui se passe actuellement dans les hôpitaux et comment la situation devient de plus en plus critique.
- **Les armes de guerre et l'environnement naturel**, *David Guillard*, éd. L'Harmattan, 2006, 388 p. 32 € Inventaire juridique des mesures prises pour protéger l'environnement en cas de conflit, qui rappelle notamment que les armes bactériologiques, chimiques et nucléaires sont illégales puisque détruisant tout sans distinction alors que la guerre n'est censée tuer que les belligérants. Présentation des conflits récents et des violations de ces traités, problématique de la dénucléarisation. Très technique.
- **Emile Pouget, la plume rouge et noire du Père Peinard**, *Xose Ulla Quiñen*, éd. *Libertaires (17190 Saint-Georges-d'Oléron)*, 2006, 400 p. 15 € Emile Pouget, né en 1860, commence à écrire dès ses années lycéennes. Il animera pendant de longues années *Le Père peinard*, journal pamphlétaire paru une première fois après la Révolution, repris par lui au lendemain de la Commune, en 1871. 406 numéros paraîtront jusqu'en 1902, avec des périodes d'interdiction. Emile Pouget militera pour l'anarchisme jusqu'à sa mort en 1931. Intéressant itinéraire d'un militant de tous les instants.
- **Les trous de mémoire**, *Benoist Rey*, éd. *Libertaires (17190 Saint-Georges-d'Oléron)*, 2006, 144 p. 12 €. L'auteur est connu pour avoir publié en pleine guerre d'Algérie le livre *Les égorgés* qui sera interdit à la vente pendant de longues années et où il dénonçait les dérives de l'armée française. Ici, il raconte sa vie et ses engagements et ses désengagements, jusqu'en 1972.
- **Vers une éducation à la paix**, sous la direction de *Laurent Dervieu*, éd. *L'Harmattan*, 2006, 86 p. 11 €. Compte-rendu d'un colloque qui s'est tenu à Paris en novembre 2004, entre six représentants de six religions différentes. Donc titre trompeur : propagande pour les religions... Qui ne parle pas des guerres de religion ! Quand une personne du public parle de l'attitude d'Israël envers ses voisins, la réponse est qu'on n'est pas là pour faire de la politique.
- **Objectif 2007, élection de la dernière chance**, *Pierre-Yves Le Mazou, Daniel Mallerin*, éd. *H-50*, 2006, 220 p. Après un long inventaire des raisons qui font que "la maison brûle et que l'on regarde ailleurs", les auteurs appellent à une candidature écologiste unitaire pour les prochaines élections et à des milliers de débats sur l'urgence d'un changement radical. En gros, réunir ce qui tourne autour de José Bové, Pierre Rabhi et Corinne Lepage... mais en oubliant les Verts, le MEI et quelques autres.
- **Jardins d'avenir**, *Piet Oudolf, Noël Kingsbury*, éd. *du Rouergue*, 2006, 180 p. 39 €. Nouvelles tendances pour les jardins publics : l'usage des plantes pérennes, entre jardin à la française et jardins mouvants de Gilles Clément. Plus pour les collectivités que pour les particuliers.

Courriers :

9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04

Comptabilité - Abonnements :

04 74 07 08 68 mardi 8h30-11h et 13h30-16h

04 78 39 55 33 jeudi 10h-12h et 14h-17h

Rédaction :

04 78 39 55 33 mercredi 10h-12h et 14h-17h

Stands, correspondants, dépositaires :

04 78 39 55 33 lundi et mardi

10h-12h et 14h-17h

Virements bancaires :

CCP 550 39 Y LYON

Distribution en Belgique :

Brabant-Écologie - Route de Renipont, 33
B - 1380 Ohain - Tél / fax : 02 633 10 48
CCP 000 15 19 365 54

Distribution en Suisse :

Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8
tél : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4

Imprimé sur papier 100 % recyclé
blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriot
Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité
de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés
des informations que l'on nous communique.

Textes : sauf mention contraire, la revue auto-
rise, sous réserve de citer la source, la copie
illimitée à usage privé des textes. Les utilisations
à usage pédagogique sont également
autorisées. Tout usage commercial est soumis
à notre autorisation.

Illustrations : Les photos et dessins restent
la propriété de leurs auteurs.

N° de commission paritaire : 87026

N°ISSN 0756-2640

Date de parution : 3^e trimestre 2006

Tirage : 8300 ex

Editeur : Association Silence

Permanence : mardi 10h-12h et 14h-17h

04 78 39 55 33

Président : Xavier Sérédine

Vice-président : Jacques Caclin

Trésorière : Myriam Cognard

Secrétaire : Madeleine Nutchey

RÉALISATION DE LA REVUE

Directrice de publication :

Madeleine Nutchey

Secrétaires de rédaction :

Michel Bernard et Michel Jarru

Gestion et abonnements : Michel Jarru

Maquette et publicité : Patrice Farine

Stands, lieux de dépôts : Dorothee Fessler

Rédaction : Matthieu Barbaroux, Michel

Bernard, René Hamm, Esteban Montoya,

Madeleine Nutchey, Vincent Peyret, Mimmo

Pucciarelli, Francis Vergier

Dessinateurs : Farine, Lasserpe, Mahlen

Correcteurs : Emmanuelle Pingault,

Sarah Martinez, Raymond Vignal,

Françoise Weité

Photographes : Vincent Peyret, Pierre-

Emmanuel Weck - 1D photo.

Et pour ce numéro : Marguerite Descamps,

Renseignements généraux, Daniel Julien,

Eric Ledru, Marianne, Vincent Martin,

Paulette Mazoyer, Mireille Oria, Reine

Rosset, Myriam Travostino, Bernard Valette,

Gregg West.

Couverture : illustration de Sylvain Florin

Commander un ancien numéro

Anciens numéros - Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander
uniquement en France. Les frais de port sont de 2 € pour un ex ☐, 3 € pour 2 ex ☐, 4 € pour 3 ex et plus ☐.

Numéros régionaux

☐ 272-273 Rhône

Croix-Rousse. La Duende. Le Bastringue.
Cabiria. La Gryphe. Bioclimatique. Réseau
Santé. Radio-Canut. Hommes violents . . . 4 €

☐ 285-286 Isère

Superphénix. Moulin Guitare. 400 couverts.
MNEI. Jardin alpin. Lo Parvi. P'tit vélo. Terre
vivante. Encre Rage 4 €

☐ 291-292 Aquitaine

Terre de Jor. Champ d'action. Démon. Iskatola.
Abbadia. Nola-Nohika. Maison des femmes.
Azimuts. Boussac. Utopia 4 €

☐ 298-299 Franche-Comté

Cirque Plume. Eau secours ! TGV. Jardins de
Cocagne. La Fraternelle. La Batailleuse.
Bioplin. Spirale. Pochon magique. Maison
Voisine. Convivialité 4 €

☐ 312-313 Poitou-Charentes

Les maisons de Béruges. Défense du marais
poitevin. Kvinpetalo, un centre esperantiste.
La Tambouille. Le hameau de la Brousse.
Maison du MER 17. 4 €

☐ 318-319 Drôme / Ardèche.

Terre et humanisme. Tofoulié. Le loup. Jeûne
et randonnée. La CRII-Rad. Naître à la mai-
son. Jardins solidaires 4 €

☐ 325-326 Nord-Pas-de-Calais.

Des jardins dans la ville. La Maison de la
nature et de l'environnement. Droit au vélo.
La Malterie. Laisse ton empreinte. . . . 4 €

☐ 331 Ariège et Hautes-Pyrénées

Phébus Ariège maîtrise l'énergie. La ferme de
la Coume. Terre de couleurs. Saveurs d'ailleurs.
Village écolo ou écovillage ? Le Millepatte.
Prommata, Equitable 4 €

☐ 337 Paris

Paris à vélo. La Passerelle. Le Picoulet. Bébé en
vadrouille. Radio libertaire. 4 €

Autres numéros

☐ 300 Nos lecteurs ont du talent

40 pages réalisées par les lecteurs. . . . 4 €

☐ 304 Toujours sexistes ?

Société de frugalité. Auto-déstructuration.
Nucléaire : secret défense. 4 €

☐ 310 Nature politique de l'écologie

Agribio et circuits courts. Les trois SEL de la
vie. Le jeûne de Louis lecoin 4 €

☐ 311 OGM Violence marchande

Jeûne sortit du nucléaire. SEL : échec écono-
mique, réussite sociale. 4 €

☐ 314 Le réseau REPAS

Croissance/décroissance. SEL : de la monnaie
au temps comme mode d'échange. . . . 4 €

☐ 315 Décroissance et non-violence

Transport fluvial. Les restes du festin. OGM :
faucheurs volontaires 4 €

☐ 316 Réflexions fêtes

Vivre sans nucléaire : après le jeûne. Nord/Sud :
les prix du sang. Agriculture bio 4 €

☐ 317 Vivre à la campagne

sans voiture ?
Nord/Sud : Vaccins et colonialisme. SEL :
Analyses internes ou récupération 4 €

☐ 320 Ecologie et cultures

alternatives
Décroissance : Pétrole et géologie politique.
Finances : Imaginer une banque transparente.
Bureautique et économies d'énergie . . . 4 €

☐ 323 L'écologie au quotidien

Santé : les soins par les abeilles. Décroissance :
diminuer notre vouloir d'achat. Constitution :
vers une Europe militaire ! 4 €

☐ 324 Voyages au pays de chez soi

Alternatives : la bio au cœur de l'écologie.
Eolien : du vent sur la maison qui brûle.
Energies : Une technologie qui tombe pile 4 €

☐ 327 De nos [in]cohérences

REPAS : les Nouveaux Robinson. Énergie :
L'éolien détrône le nucléaire 4 €

☐ 328 Décroissance, social et emploi

Téléphone portable : gadget de destruction
massive. Économie alternative : Perche
Activités, La Péniche 4 €

☐ 329 Désobéissance civique

Une Ecozac à Paris. Wwoof autour de la Terre.
La maison de l'Écologie de Lyon.
Téléphone portable (2) 4 €

☐ 330 Des entreprises solidaires

Le micro-crédit : contre les femmes ?
Illich, école et décroissance 4 €

☐ 332 Créons des médias alternatifs

Transports : résistance au Lyon-Turin. Faucheurs
volontaires : stratégie payante ? Auroville : une
utopie en marche 4 €

☐ 333 Le triste héritage

du nucléaire
Agriculture biologique : Les Amanins. Économie
alternative : Le monde allant vers... Société :
Vers un contrôle social policier 4 €

☐ 334 Terre, terroir, territoire

Tchernobyl : des enfants dans la tourmente.
Autonomadisme contre libéralisme. Dix ans de
sevrage radiophonique 4 €

☐ 335 Résistances à la Françafrique

Capitalisme : sauver la gratuité ? Énergies :
rouler au biocarburant. Grenoble : nanotechno-
logies non merci ! 4 €

☐ 336 Décroissance : penser

la transition
Lyon-Turin : Gérard Leras. Mouvement anti-
CPE. 4 €

☐ Annuaire de la presse alternative, édition 2004, 8 pages, plus de 400 adresses, 4 € (port compris)

S'abonner à S!lence

France métropolitaine

☐ Découverte 1 ^{er} année	6 n°	15 €
☐ Particulier	1 an	40 €
☐ Institution	1 an	80 €
☐ Soutien	1 an	50 € et +
☐ Petit futé	2 ans	65 €
☐ Groupés par 3 ex	1 an	100 €
☐ Groupés par 5 ex	1 an	150 €
☐ Petit budget	1 an	25 €

Suisse

☐ Découverte 1 ^{er} année	6 n°	25 FS
☐ Particulier	1 an	60 FS

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1 ^{er} année	6 n°	22 €
☐ Particulier	1 an	45 €
☐ Institution	1 an	90 €
☐ Soutien	1 an	50 € et +
☐ Petit futé	2 ans	70 €
☐ Petit budget	1 an	40 €

je règle un total de :

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

France : Règlement à Silence,
9, rue Dumenge,
69317 Lyon cedex 04

Belgique : Règlement à Brabant-
Écologie, Route de Renipont, 33,
B - 1380 Ohain
tél : 00 32 2 633 10 48
CCP 000 15 19 365 54

Suisse : Règlement à Contratom
CP 65 - CH 1211 Genève 8
tél : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4



Comment ne plus être progressiste... sans devenir réactionnaire

Jean-Paul Besset
Ed. Fayard
2005 - 332 p. - 20 €€€

Force est de constater qu'aujourd'hui gauche et droite relèvent de la gestion d'une même vision économiste du monde, sous la bannière d'une croissance aujourd'hui synonyme de destruction de la planète et des hommes. Jean-Paul Besset, ancien rédacteur en chef de *Politis* puis du *Monde* dresse dans cet ouvrage un panoramique complet et catastrophique de la situation mondiale. Il revendique cette démarche : *"la lucidité catastrophiste n'a pas d'autre vertu qu'elle-même. Elle ne promet ni nouvelle pierre philosophale, ni programme clés en main. Prendre conscience de la catastrophe n'a qu'un seul objectif : l'éviter"* [p.94]. Solidement étayée, ses démonstrations sont limpides : nous sommes dans un train fou qui fonce dans un mur et ce n'est pas de discuter comment ralentir en faisant du "développement durable" qui nous évitera de percuter le mur. Plus grave : ce mur, une bonne partie de la population mondiale l'a déjà percuté comme le montre la dégradation du mode de vie d'un nombre grandissant de personnes. Et même au Nord, le "maintien du niveau de vie" défini par nos économistes n'y change rien : nous sommes de plus en plus désorientés, en mal de bonheur et insatisfaits de notre vie. Les alternatives "socialistes" développées jusqu'ici ne répondent pas à la question : *"Mister Marx, comme Doctor Smith n'ont rien vu venir dans la mesure où, à leur époque, la crise écologique et ses conséquences déshumanisantes n'étaient tout bonnement pas perceptibles. Chacun, à sa façon, et en toute bonne foi, pouvait faire rêver son camp"* [p.170]. Les deux théories reposent sur un imaginaire commun : par le progrès, on disposerait d'un champ illimité de progression vers la prospérité. Même si dès les Lumières, on trouve des avertissements sur les limites de nos ressources, cet imaginaire universel a développé une fringale illimitée de besoin qui fait que nous optons toujours pour le "plus". Ce sera bien difficile d'en

changer ! Et ceci d'autant plus que nous baignons dans des informations de plus en plus faussées : *"Jamais notre société n'a été autant informée, jamais, elle n'a autant gardé la tête dans le sac !"* [p.189]. Jean-Paul Besset s'interroge alors sur les risques que la critique du progrès ne conduise à un retour vers le passé, une vision réactionnaire qu'il trouve dans une bonne partie du discours souverainiste des opposants à l'Europe. Pour lui, il ne s'agit donc pas de faire demi-tour, mais bien de tenter autre chose et pour cela *"Ce n'est pas de résistances obstinées à ne rien changer que l'avenir a besoin, mais d'alternatives courageuses qui rompent avec le présent"* [p.293]. Il faut toutefois attendre la conclusion de l'ouvrage pour voir l'auteur lancer des pistes intéressantes. Il reprend une phrase de Rainer Maria Rilke *"Il faut savoir que les choses sont sans espoir et tout faire pour les changer"* [p.314]. *"Cela commence par parler clair. Dire la vérité qui sort du réel, l'indiscutable, l'incontournable vérité des faits et des événements, énoncer les vérités têtues et rugueuses qui annoncent que l'opulence universelle est impossible, que le développement a atteint ses limites, qu'il est du devoir de l'humanité de renoncer à l'absolutisme de ces droits, qu'il faut désormais s'orienter vers une autolimitation des désirs et des conduites, que la grande espérance du progressisme est forclosée. Réduire, sacrifier, préserver, économiser, conserver, au lieu de penser encore et toujours à innover, développer, bouger, progresser, s'enrichir, voilà le programme ! La prudence plutôt que les engouements successifs, le partage au lieu de l'accumulation, la modération contre l'illimité, la petite musique du 'soutenable' à la place de la grande symphonie héroïque"* [p.314]. Et d'espérer : *"Pour éviter le naufrage, ne faudrait-il pas admettre que l'homme doit descendre du sommet de la pyramide qu'il a construite, reprendre sa place dans le cercle des vivants (...). Admettre (...) que l'homme n'a aucune prédestination à dominer et, en conséquence à détruire"* [p.317].



Il faut le dire et le redire : *"Contrairement à tous les discours rassurants et trompeurs sur l'intégration d'une dimension écologique dans la gestion des affaires humaines, il y a incompatibilité entre le vivant et le progrès envisagé comme un continuum économique-technique (...). L'un ne peut pas prôner la croissance la plus forte possible tandis que l'autre plaide pour sa déconstruction. Entre les deux déterminants, il faut choisir celui qui domine et lequel doit donc s'adapter à l'autre"* [p.318].

Se pose la question du mode politique d'expression. Certains estiment que la situation est tellement urgente qu'il faudrait au moins "une dictature bienveillante". Jean-Paul Besset s'y oppose préférant un modèle socialo-écologiste dans le respect d'une démocratie plus directe : *"C'est politiquement inenvisageable répond-on immédiatement, jamais les peuples ne consentiront à des renoncements qui seraient interprétés comme un appauvrissement. Encore faudrait-il leur poser la question. Et les informer correctement des enjeux. Car si la rupture, comme toute intervention chirurgicale, n'a rien d'une promenade de santé, elle permet aussi d'envisager autre chose que du sang et des larmes. La sobriété ce n'est pas l'enfer, la rigueur n'est pas l'incarnation du malheur, la reconquête de la simplicité dans les modes de vie n'implique pas un retour à l'âge de pierre"* [p.323]. *"Sortir de l'autoroute du progrès n'implique pas de s'enfoncer dans le cul-de-sac du passé"* [p.326]. L'auteur aurait gagné à plus développer ces dernières pages, les plus percutantes de l'ouvrage. MB.

D.V.D

De Sel en aiguille

Céline Martineau et Yann Cassaro
Ed. Mapamundi, 21 ter, rue Voltaire,
75011 Paris
2005 - 53 mn

La double face de la monnaie

Jérôme Poulidor et Vincent Gaillard
25, rue de Meaux, 75019 Paris
2006 - 54 mn



Le premier film est un reportage sur les systèmes d'échanges locaux avec un suivi des activités d'un Sel à Paris et des rencontres inter-Sel à Gap. La caméra est tremblotante, le montage réduit au minimum. L'ambiance conviviale est certes bien montrée, mais il manque un peu de recul et d'analyse pour présenter les forces et les faiblesses d'un tel système d'échange. Le second film, plus professionnel, élargit le débat à la question de la monnaie et montre que l'on peut très bien avoir d'autres monnaies que celles en cours, officielles, à partir d'exemples comme la banque du temps en Grande-Bretagne, les Sel en France ou d'autres monnaies locales comme celles mises en place autour de la biodynamie dans une région allemande. Les deux films se complètent assez bien et peuvent servir de base de départ pour des débats sur les moyens de relocaliser l'économie par le biais de monnaies non convertibles sur le marché international. MB.